

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SANS-TERRE MAIS ANCRÉ :
UN NOUVEAU MOUVEMENT SOCIAL EN BOLIVIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
MARIE-JOSÉE BÉLIVEAU

MARS 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

À la mémoire de mon père, ce grand voyageur,
et à Roxanna, qui a perdu son grand frère dans la lutte pour la terre.

AVANT-PROPOS

C'est en 2001, alors que je réalisais un stage de coopération pour Oxfam-Québec, que j'ai pris connaissance de l'existence du mouvement des sans-terre de Bolivie. En effet, aux aurores du 9 novembre de cette année-là, des propriétaires terriens avaient ouvert le feu et tué six paysans sans-terre de la communauté de Panantí, au sud-est du pays. En Bolivie, cet événement émet une onde de choc qui collabore à la prise de conscience de la profondeur de la crise agraire. De mon côté, il fut le déclencheur d'un intérêt grandissant pour la question de la terre et c'est ainsi qu'à la fin de mon stage, j'ai visité différentes régions du pays afin de mieux comprendre la situation. De retour au Québec, j'ai entrepris des études en géographie afin d'approfondir mes recherches sur les mouvements sociaux et la question agraire en Bolivie. Né en 2000, le mouvement des sans-terre boliviens n'a jusqu'à présent à peu près pas fait l'objet de recherches sociales. Par ce mémoire, mon but est à la fois de documenter le mouvement des sans-terre de Bolivie et d'apporter un éclairage sur la signification de son apparition au tournant du millénaire.

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je tiens à remercier mon directeur de maîtrise, Monsieur Juan Luis Klein, professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal. Des remerciements particuliers à ma famille suisse, Brigitte et les Tinguely, pour avoir cru en mes rêves et m'avoir aidée à renaître ! Également à Alexandra Sepulveda, au Regroupement des amies solidaires ainsi qu'à tous ceux et celles qui m'ont apporté réconfort et encouragement au cours des dernières années où les épreuves se sont succédées. Sans eux, je n'aurais pas réussi ! Je pense chaleureusement à Stéphane G. Marceau qui, en plus de me soutenir, a navigué sur des flots parallèles. Je remercie ma famille pour son soutien indéfectible : Lise, Caroline, Théofil et Marie-Josée. *Agradezco a los compañeros de Bolivia: Freddy Orrellana, Hugo Alberto Miranda, la Fundación Tierra y especialmente a la gente del movimiento sin tierra, quien permitió realizar esta investigación en sus comunidades otorgándome su confianza e historia.*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	vi
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
INTRODUCTION	1
<i>Transdisciplinarité</i>	2
<i>Le territoire</i>	3
<i>La territorialisation</i>	5
<i>Globalisation et mouvements sociaux</i>	6
<i>Question et hypothèse de recherche</i>	9
<i>Démarche méthodologique</i>	9
<i>Plan du mémoire</i>	19
CHAPITRE I	
SANS-TERRE EN BOLIVIE : UN MOUVEMENT SOCIAL PAYSAN ET INDIGÈNE ...	21
1.1 La globalisation : cadre de la restructuration des mouvements sociaux	21
1.2. Le nouveau paradigme des mouvements sociaux	24
1.3 « Nouveaux » mouvements sociaux en Amérique latine	29
1.4 Le MST bolivien : un mouvement social hybride.....	31
1.4.1 Mouvement des sans-terre	32
1.4.2 Mouvements autochtones dans les Amériques	33
1.4.3 Mouvements paysans et autochtones en Bolivie.....	37
1.4.4 Mouvement autochtone en Bolivie	42
1.5 Histoire récente des mouvements sociaux en Bolivie.....	45

CHAPITRE II

LA BOLIVIE AGRAIRE ET SON CONTEXTE SOCIAL :	50
CADRE DE L'ÉMERGENCE DU MST	50
2.1. De la colonisation à la Réforme agraire de 1953	51
2.1.1 La Réforme agraire de 1953	52
2.1.2 La Réforme agraire de 1953 dans la province du Gran Chaco	56
2.1.3 Les colonisations spontanées	57
2.1.4 La Marche pour le territoire et la dignité de 1990	60
2.1.5 La Convention 169 de l'OIT	61
2.1.6 La création de la loi INRA(<i>Instituto Nacional de Reforma Agraria</i>)	62
2.2 Le mouvement pour la terre en Bolivie.....	69
2.2.1 La création du <i>Movimiento Sin Tierra</i> dans le Gran Chaco.....	70
2.2.2 Les premières occupations de terre (<i>asentamientos</i>)	73

CHAPITRE III

PALMITOS-TIMBOY : UNE ÉTUDE DE CAS	75
3.1 Le choix de la communauté de Palmitos-Timboy.....	75
3.2 Localisation.....	77
3.3 Formation de la communauté Palmitos-Timboy.....	80
3.4 Acteurs	94
3.5 Fonctionnement de la communauté	97
3.6 Structure d'organisation.....	99
3.7 Actions collectives des sans-terre à Palmitos-Timboy.....	102
3.7.1 Prise et occupation des terres (<i>toma de tierra et asentamiento</i>)	102
3.7.2 Marches (<i>marchas</i>)	103
3.7.3 Blocage de routes (<i>bloqueo</i>)	105
3.7.4 Occupations de lieux (<i>tomas</i>).....	106
3.7.5 Grèves de la faim (<i>huelgas de hambre</i>)	107
3.8 Réalisations et développement de la communauté.....	108

3.9 Rapports avec les autres groupes sociaux et les autres communautés	111
3.9.1 Avec les communautés de sans-terre	114
3.9.2 Avec les autochtones.....	116
3.9.3 Avec les paysans	118
3.9.4 Avec les propriétaires terriens.....	119
3.9.5 Avec les autorités et les gouvernements	122
3.9.6 Avec d'autres organisations	124
3.10 Une histoire jalonnée par des conflits et des alliances.....	125
 CHAPITRE IV	
PALMITOS TIMBOY : ANCRÉ À L'ÉCHELLE LOCALE	128
4.1 L'identité.....	128
4.1.1 Marginalisation sociale	130
4.1.2 « Être autochtone »	131
4.1.3 Construction d'une conscience identitaire	132
4.2 Production de l'espace	140
4.2.1 Remise en question de la propriété privée	140
4.2.2 Gestion territoriale	142
4.3 Structure organisationnelle	144
4.4 Un acteur ancré au niveau local	145
 CONCLUSION.....	 148
 BIBLIOGRAPHIE.....	 155
 ANNEXES	 165
Schéma d'entrevue	166
Feuille d'accompagnement des entrevues.....	169

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
A Les départements de la Bolivie	12
1.1 Enfant sans-terre puisant l'eau, Gran Chaco	36
2.1 Demandes de TCO dans les basses-terres de Bolivie, en 2004	64
2.2 Les premiers <i>nucléos d'asentamientos</i> dans la province du Gran Chaco, vers 2001	71
3.1 Provinces du département de Tarija	78
3.2 Localisation de Tatí dans la province du Gran Chaco	82
3.3 Carte du <i>Predio Tatí</i>	87
3.4 Le Pulso, hebdomadaire national bolivien	89
3.5 Schéma du MST bolivien (organigramme)	100
3.6 Marche nationale pour la nationalisation des hydrocarbures boliviens, à La Paz	104
3.7 Des femmes participent à la cuisine collective de Palmitos-Timboy	107
3.8 École de Palmitos –Timboy, en construction	110
3.9 Carte mentale du <i>Predio Tatí</i> , localisant les différents secteurs sociaux	112
3.10 Commémoration de la <i>Matanza de Panantí</i> , en novembre 2004.	115
3.11 Élevage bovin (<i>ganaderia</i>) en transhumance dans la province du Gran Chaco	120
4.1 Casquette à l'effigie du mouvement des sans-terre de Bolivie	135
4.2 Réunion du MST avec les autorités agraires départementales	139
B Enfant montrant le premier livre décrivant la lutte des paysans sans-terre	150

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
A Les différents types d'intervenants interviewés	15
B Entrevues réalisées, types d'acteurs, implications et fonctions	18
2.1 Redistribution de la terre entre 1953 et 1992, selon le type de propriétés	53
2.2 Distribution de la terre en Bolivie en 1985	54
2.3 Types de propriétés et superficies moyennes de la terre	58
2.4 Types de propriétaires de terres en Bolivie après la réforme agraire de 1953 et avant celle de 1996	59
2.5 Types de propriétés en vigueur depuis l'application de la Loi de <i>Reforma Agraria</i> et de la Loi INRA	68
2.6 État de la régularisation des titres de propriétés impulsée par la loi INRA	69
2.7 Description des premiers <i>asentamientos</i> de la province du Gran Chaco	72
3.1 Les groupes sociaux habitant le Predio Tatí	79
3.2 Principaux jalons de la constitution de la communauté de Palmitos-Timboy	92
3.3 Caractéristiques de la communauté de Palmitos-Timboy	96
3.4 Dirigeants du MST	113

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACLA	Accord de libre commerce des Amériques
APG	<i>Asamblea del Pueblo Guarani</i> (Assemblée du peuple Guarani)
ASOGACHACO	<i>Asociación de Ganaderos del Chaco</i> (Association de producteurs bovins du Chaco)
CEJIS	<i>Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social</i> (Centre d'études juridiques et de recherches sociales)
CER-DET	<i>Centro de Estudios Regionales para el Desarrollo de Tarija</i> (Centre d'études régionales pour le développement de Tarija)
CESA	Centro de Servicio Agropecuario Bartolinas Cesa
CIDOB	<i>Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia</i> (Confédération des peuples autochtones de Bolivie)
CIPCA	<i>Centro de Investigación y Promoción del Campesinado</i> (Centre de promotion et de recherche sur les paysans)
CSUTCB	<i>Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia</i> (Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie)
FMI	Fonds monétaire international
INE	<i>Instituto Nacional de Estadística</i> (Institut national de statistique)
INRA	<i>Instituto Nacional de Reforma Agraria</i> (Institut national de réforme agraire)
MAS	<i>Movimiento al Socialismo</i> (Mouvement vers le Socialisme)
MERCOSUR	<i>Mercado Común del Sur</i> (Marché commun des pays du Cône Sud)
MIP	<i>Movimiento Indígena Pachakuti</i> (Mouvement autochtone Pachakuti)
MST	<i>Movimiento Sin Tierra</i> (Mouvement des sans-terre)
MST	<i>Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra da Brazil</i> (Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre du Brésil)
OIT	Organisation Internationale du Travail
TIC	Technologies de l'information et des communications
TCO	<i>Tierras Comunitarias de Origen</i> (Terres communautaires d'origine)

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur le Mouvement des sans-terre de la Bolivie (MST-B), né en l'an 2000. Le MST-B est un nouvel acteur social contestant une logique sociospatiale d'exclusion et mettant en place des *asentamientos*, c'est-à-dire des communautés de paysans et d'autochtones installées sur des terres improductives dans les régions rurales boliviennes. Depuis son apparition, le MST-B a contribué, avec d'autres mouvements sociaux, à modifier la structure sociale du pays : apparition d'une entraide mutuelle entre autochtones et paysans, cohabitation de différentes ethnies dans une même communauté et, au niveau national, ascension du *Movimiento al Socialismo* (MAS), parti politique essentiellement autochtone. Par l'étude de cas d'une communauté de paysans sans-terre, dénommée Palmitos-Timboy, nous voulons voir si ce mouvement contribue à une relocalisation de l'action collective, s'ancrant davantage dans le local. Nous croyons que, bien qu'il inscrive son action aux différentes échelles, du local au global, le mouvement des sans-terre trouve dans l'échelle locale la base idéale pour l'expression de son identité et pour son développement. En ce sens, nous verrons comment le mouvement des sans-terre représente une stratégie identitaire mise en place par un groupe marginalisé afin d'accéder aux ressources, en particulier à la terre, participant ainsi à la création d'une conscience territoriale. Plus concrètement, nous observerons les trajectoires suivies par l'organisation des communautés, le type de projets de développement qu'elles mettent en œuvre, ainsi que leurs dispositifs de gouvernance.

MOTS-CLÉS : BOLIVIE, AMÉRIQUE LATINE, PAYSANS SANS-TERRE, AUTOCHTONES, MOUVEMENT SOCIAL, MOUVEMENT SOCIO-TERRITORIAL

RESUMEN

Esta investigación aborda el tema del Movimiento de los sin tierra de Bolivia (MST-B) que nació en el año 2000. El MST-B es un nuevo actor social, en contra de una lógica socio-espacial de exclusión. Este movimiento se ocupa de la creación de asentamientos, es decir comunidades de campesinos e indígenas asentados sobre tierras abandonadas en regiones rurales bolivianas. Desde su nacimiento, el MST boliviano contribuyó, con otros movimientos sociales, a modificar la estructura social del país : Surge una nueva y sólida relación entre campesinos e indígenas y con ello la cohabitación de varias etnias dentro de una misma comunidad. A nivel nacional el MST-B favoreció el asenso del Movimiento al Socialismo (MAS), partido político indígena. Con el estudio de caso de una comunidad del movimiento sin tierra, Palmitos-Timboy, nos interesa verificar si las comunidades sin tierra de Bolivia experimentan una nueva localización de la acción colectiva, situada en el nivel local. También, veremos como el movimiento sin tierra representa la estrategia de un grupo marginalizado para tener acceso a la tierra. En concreto, observaremos las trayectorias de la organización de estas comunidades, sus proyectos de desarrollo y su estructura de gobernanza.

PALABRAS-LLAVES : BOLIVIA, AMERICA LATINA, CAMPESINOS SIN TIERRA, INDIGENAS, MOVIMIENTO SOCIAL, MOVIMIENTO SOCIAL Y TERRITORIAL

INTRODUCTION

Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, nous avons jeté notre regard sur un mouvement social ayant pris naissance au centre de l'Amérique latine au début du siècle. Le mouvement des paysans sans-terre de Bolivie émerge en l'an 2000 dans la province du Gran Chaco, à l'extrême sud-est de la Bolivie. C'est à la suite d'un événement violent, survenu le 9 novembre 2001¹ et devenu célèbre sous le nom de la *Matanza de Panantí* (massacre de Panantí), que ce mouvement se fait connaître dans le pays. Une prise de conscience émerge concernant le problème de l'accès aux terres pour une importante frange de la population bolivienne.

À travers notre étude, nous avons tenté de tracer le portrait du mouvement des sans-terre de Bolivie. Il nous est apparu stimulant, en effet, d'étudier un acteur social inédit, demeuré jusqu'à présent inconnu des recherches en sciences sociales en Bolivie et ailleurs. Nous croyons que cet apport enrichira l'étude des mouvements sociaux. Notre travail porte deux objectifs distincts. Il s'agit, en premier lieu, d'étudier le mouvement des sans-terre bolivien avec l'éclairage de l'approche portant sur les mouvements sociaux. Puis, en second lieu, d'approfondir notre recherche par une étude de cas reposant sur l'observation d'une communauté de sans-terre en Bolivie.

Au cours de cette introduction, nous présenterons d'abord les courants disciplinaires dans lesquels s'inscrit la réalisation de notre travail. Nous expliquerons quelques concepts et outils favorisés par ces disciplines et utilisés dans le cadre de ce mémoire. Dans un second temps, nous introduirons le mouvement des sans-terre de Bolivie, notre objet de recherche. Puis,

¹ Le matin du 9 novembre 2001, l'assaut armé d'un groupe de propriétaires latifundistes contre les habitants d'une communauté sans-terre située dans la région, fait sept morts (six paysans sans-terre et un propriétaire latifundiste) et plus d'une douzaine de blessés.

nous décrirons la démarche méthodologique utilisée au cours de cette recherche afin de cerner cet objet. Ensuite, nous exposerons notre hypothèse et nos questions de recherche. Pour terminer, nous présenterons le plan que suivra ce mémoire.

Transdisciplinarité

Notre étude s'inscrit dans la transdisciplinarité puisque nous puisons nos outils et nos concepts à la fois en anthropologie et en géographie. Nous croyons que ces deux disciplines permettent une complémentarité pour aborder notre problématique.

L'anthropologie sociale s'applique à observer les sociétés humaines dans leurs différences et ressemblances. Elle se consacre à la compréhension de la diversité humaine du monde à travers son évolution biologique et culturelle, ses modes de production, ses structures sociales, ses traditions et coutumes, ses langues, depuis le passé le plus lointain jusqu'à l'époque contemporaine. Notre démarche anthropologique repose particulièrement sur l'utilisation du concept d'identité (la construction d'une conscience identitaire), que nous présenterons au quatrième chapitre, ainsi que sur le recours à des méthodes particulières à cette discipline. Nous avons privilégié le contact direct avec la communauté sans-terre étudiée, ce qui a nécessité d'être acceptée auprès d'eux et de réaliser un séjour dans la province du Gran Chaco. Cette démarche s'inscrit particulièrement dans l'approche privilégiée par l'anthropologie qui favorise l'insertion des chercheurs au milieu des sociétés étudiées. En outre, notre utilisation du carnet de terrain et notre préférence pour l'entretien ouvert lors des entrevues avec les acteurs sociaux tient aussi de nos choix des méthodes favorisées par la recherche anthropologique.

Quant à la géographie, elle se consacre à l'analyse de la dimension spatiale des sociétés. Le rapport de la géographie à l'homme et aux sociétés, donc au phénomène sociospatial, devient central dans sa démarche analytique du monde et c'est sur ces bases qu'elle vise à « comprendre le présent en créant, par l'attention à ses espaces, un ordre de la pensée comme moyen d'accès au désordre de la réalité » (Lévy, 2001, p. 16). C'est dans ce but qu'elle se

développe en un langage propre. Elle veille cependant à puiser au sein d'autres sciences ainsi qu'à partager avec elles. En effet, l'attention aux espaces du présent nécessite une prise en compte des multiples facettes qui le composent : politique, historique, économique, environnemental, pour n'en nommer que quelques-unes.

Cependant, bien que la géographie puise dans de multiples domaines, ce qui fait la spécificité de son regard sur le monde réside dans le fait qu'elle l'aborde d'abord par la dimension spatiale. L'importance qu'elle accorde aux échelles spatiales en témoigne, de même que les concepts centraux qu'elle développe, tels que ceux de territoire, d'espace et de lieu. En outre, pour les géographes, « l'espace est un lieu pratiqué » (Di Méo, 1999, p. 89), ils parlent d'« espace socialisé » (Charvet et Sivignon, 2002, p. 57). Voilà pourquoi la géographie se consacre, de manière particulière, à la « recherche du sens de l'espace » (Gumuchian et Marois, 2000, p. 5).

Le territoire

Il est peu de concept actuellement en géographie, et dans d'autres sciences sociales, qui fassent couler autant d'encre que celui de territoire. Qui suscite autant de passions aussi. Tandis que certains annoncent sa fin, d'autres soulignent son renouvellement. Toutefois, tous s'entendent sur le fait qu'il est difficile, sinon impossible, de tendre à le définir sans omettre nombre de ses facettes. Évidemment, s'il se révèle si insaisissable et d'une telle malléabilité sémantique, c'est en grande partie dû aux transformations des relations qu'entretiennent les individus et les sociétés avec lui.

L'émergence de nouvelles formes complexes de territoires multidimensionnels, à géométrie variable, implique nécessairement que les modes de fonctionnement et de régulation des territoires soient repensées tant d'un point de vue conceptuel et théorique que pragmatique (Laurin, Klein et Tardif C. 2001, p. 9).

Sans prétendre donner ici une définition exhaustive de ce concept central, pilier et objet de la géographie contemporaine, nous exposerons rapidement ce que nous entendons par territoire. Afin d'introduire le concept de territoire, nous citerons cette définition de Di Méo qui a l'avantage de réunir « les deux notions d'espace social et d'espace vécu » :

(...) sur le socle que dresse la réalité socio-culturelle, le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique (sociale donc) de l'espace, par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité. (Di Méo, 1999, p. 76.)

Longtemps, le concept de territoire a été largement associé à celui d'État-nation. Il en résulte de grandes dissonances au sein des discours de différentes disciplines et même au sein de la géographie. Les mutations récentes qu'il connaît, notamment avec la crise de l'État-nation (nous y reviendrons plus loin), ne sont pas étrangères à celles que connaît la société. Il en résulte qu'aujourd'hui, le territoire appartient plus à l'ordre des représentations sociales, de plus en plus diversifiées, qu'à celle de la conception purement politique. Ce déplacement permet en outre une lecture enrichie des diverses échelles.

Le territoire, par nature multiscalaire, se repère à différentes échelles de l'espace géographique. Sans compter que, loin de se clore comme son homologue politique, le territoire de la géographie reste résolument ouvert, prêt à épouser toutes les combinaisons spatiales que tissent les acteurs des collectivités humaines dans les limites de l'étendue terrestre. (Di Méo, 1999, p. 77)

Incontournable médiateur spatial de toute vie sociale, le territoire se fabrique au fil des cheminements des individus et des sociétés. Il prend forme sous leurs actions spatialisées afin de répondre à différentes fonctions soulevées par Di Méo (Di Méo, 1999, p. 76). Ainsi, il rend compte de l'insertion de chacun des individus au sein d'un groupe. De ce fait, il participe à la construction de l'appartenance et de l'identité collective des individus. En outre, il révèle « un mode de découpage et de contrôle de l'espace garantissant la spécificité et la reproduction des groupes humains » (Ibid). Il traduit donc une dimension éminemment

politique. De surcroît, « matériellement aménagé au fil du temps, il constitue un champ symbolique dont certains éléments fondent l'identité collective », traduisant ainsi une territorialité symbolique. Finalement, il représente un « puissant outil de mobilisation sociale » (Ibid, p. 77).

Les territoires, en tant que substrat particulier des sociétés, possèdent des fonctions particulières et fondamentales. Confectionnés par de multiples imbrications symboliques, les territoires sont investis de la mémoire collective et traduisent le rapport de la société au monde, à l'altérité donc. En outre, ils incarnent aussi son identité.

Jeter notre regard sur les territoires permet donc, nous le voyons, de rendre les composantes sociales plus lisibles. En outre, l'analyse du territoire et de la territorialité implique de considérer l'importance de l'échelle spatiale puisque selon le niveau scalaire auquel on s'intéresse, les enjeux et les acteurs ayant leur propre territorialité changent.

La territorialisation

Selon Raffestin (1980, pp. 129-130), le territoire « est généré à partir de l'espace, il est le résultat d'une action conduite par un acteur [...]. En s'appropriant concrètement ou abstraitement (par exemple, par la représentation) un espace, l'acteur "territorialise" l'espace. [...] Il est une production à partir de l'espace. Or la production, par toutes les relations qu'elle met en jeu, s'inscrit dans un champ de pouvoir ». La territorialité correspond aux rapports entre un individu ou un groupe avec un espace physique, devenu par cette action, un territoire. Cette relation est influencée par des représentations et des pratiques. Elle traduit aussi les relations qu'entretient l'individu ou le groupe avec d'autres groupes sociaux et symbolise son insertion au sein de sa société.

En géographie, l'appropriation territoriale se comprend comme l'appropriation d'un espace physique créant le territoire (Raffestin, 1980), aussi appelée territorialisation. Différentes stratégies peuvent être mises en œuvre : « exploitation (usufruit), propriété légale (titres

légaux), symbolique (sentiment d'appartenance, lieux sacrés, récits mythiques), administrative (par l'exercice d'un pouvoir étatique), ... » (Martinoni, 1999, p. 23). Entre ces nombreuses stratégies, il peut exister des contradictions.

Un individu peut être le propriétaire (avec des titres légaux) d'une parcelle sans avoir « fait sien » cet espace, sans le considérer comme son propre territoire (cf. : espace socialisé. À l'inverse, il peut y avoir un lien identitaire fort (cf. : sentiment d'appartenance) sans qu'aucun titre de propriété légitime ne légalise ce type d'appropriation. (...) Les appropriations territoriales apparaissent donc comme la clé permettant de comprendre la territorialité (Martinoni, 1999, p. 24).

Globalisation et mouvements sociaux

Le MST bolivien, prend forme dans un contexte de globalisation où sont favorisées l'application de politiques néolibérales et une économie de type capitaliste. Ce contexte est particulièrement propice à l'émergence de nombreux « nouveaux » mouvements sociaux en Amérique latine et particulièrement en Bolivie, second pays le plus pauvre d'Amérique latine². En effet, l'histoire récente du pays connaît différents soubresauts où les mouvements sociaux ont joué un rôle majeur, contribuant souvent à les faire connaître au-delà des frontières nationales. Terreau de l'altermondialisme³, la Bolivie vient justement de connaître ces périodes troubles. Ces mouvements ont donné lieu au renversement de politiques de privatisation, comme ce fut le cas lors de la Guerre de l'eau à Cochabamba en 2000⁴, et ont

² Après Haïti.

³ Depuis 2001, avec la Guerre de l'eau de Cochabamba (devenu un cas d'exemple de citoyens s'organisant afin de contrer un programme de privatisation de l'eau), les mouvements sociaux boliviens qui se sont succédés ont alimenté les militants altermondialistes.

⁴ En réaction à la privatisation des services d'eau au profit de la multinationale Bechtel et une augmentation record des tarifs, le soulèvement de la population de la ville de Cochabamba fait reculer la municipalité, qui retire à la Bechtel son contrat. De surcroît, la *Coordinadora del Agua*, une organisation citoyenne ayant coordonné la réaction populaire, propose un nouveau modèle de gestion des services d'eau. L'exemple de Cochabamba, de la révolte citoyenne à la prise en main d'un service public dans le but du bien commun, est aujourd'hui cité mondialement comme une alternative aux politiques néolibérales.

même fait tomber des gouvernements⁵. La Bolivie apparaît comme un pays en pleine effervescence sociale et vient tout juste de se doter d'un président autochtone Aymara, Evo Morales Ayma, dirigeant d'un parti de gauche, le *Movimiento Al Socialismo* (MAS).

En outre, le mouvement des sans-terre s'apparente particulièrement au *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (MST), devenu une force sociale imposante dans le Brésil voisin. Il est né, en effet, en calquant sur son exemple et emprunte à celui-ci différents traits, en passant de la stratégie d'occupation de terres abandonnées, appartenant à l'État ou à des latifundistes, aux symboles et effigies du mouvement (le nom, le logo, la casquette, le drapeau et le chandail rouge), à la philosophie de réappropriation de l'espace rural et de production agricole qu'il sous-tend. D'autre part, ce nouveau mouvement social bolivien emprunte aussi beaucoup au mouvement autochtone qui prend justement son essor en Bolivie au même moment. Le mouvement autochtone est celui qui a initié les démarches pour obtenir des réformes agraires au pays. Le MST bolivien utilise nombre de stratégies similaires à celles utilisées par le mouvement autochtone (grandes marches pacifiques, grèves de la faim, occupations de lieux) mais, surtout, son agencement social est résolument autochtone. D'abord Quechua, Aymara et Guarani, désormais le MST, qui s'étend à toute la Bolivie, voit se greffer des individus provenant de quantité d'autres groupes ethniques du pays⁶. Il ne compte cependant pas de blancs et fort peu de métis dans ses rangs. S'ils se présentent avant tout comme « *sin tierra* » (sans-terre), les membres du mouvement insistent cependant sur leur identité autochtone : « *Soy indigena*⁷ » (je suis autochtone), l'un n'allant apparemment pas sans l'autre dans la composition du mouvement.

⁵ Le premier, celui du président Gonzalo Sánchez de Lozada est tombé lors de la guerre du Gaz, qui s'est soldée par la mort de plus de 80 civils opposés à la politique d'exportation de gaz naturel de l'administration. Puis, en 2005, le successeur de Sánchez de Lozada et président par intérim, Carlos Mesa, se désiste après que son gouvernement ait été ébranlé plus souvent qu'à son tour, toujours en relation à la question du gaz naturel. Un référendum tenu en 2004, concernant la nationalisation de cette ressource, n'a toujours pas, jusqu'à aujourd'hui, réglé complètement cette épineuse question.

⁶ La Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia regroupe les 34 peuples autochtones de Bolivie. Aymaras, Quechuas et Guaranis sont les trois principales ethnies au pays.

⁷ Entrevue n° 10.

La naissance du mouvement des sans-terre en Bolivie fait suite à l'instauration d'une nouvelle loi agraire dans le pays. Instituée en 1996, la loi de l'*Instituto Nacional de Reforma Agraria* (INRA) vise la réforme de la structure foncière de l'ensemble du pays, selon un horizon fixé à 10 ans.

L'émergence de ce nouveau mouvement social contribue à faire émerger un certain nombre de questions. Certaines d'entre elles ont été formulées dans les différents médias de communication ainsi qu'au sein des milieux de la recherche sociale en Bolivie, au lendemain de la *Matanza de Panantí*. Cet événement a en effet remis la question agraire sur la sellette et posé à nouveau le problème de l'inadéquation structure foncière dans un pays où les importants clivages sociaux se traduisent par l'accès profondément inégal aux ressources, qui marginalise des pans entiers de la population principalement en fonction de l'appartenance ethnique.

Cela étant, si l'on jette notre regard sur d'autres échelles au-delà du paysage national, l'étude de ce mouvement permet d'autres analyses, qui s'ajoutent aux premières. L'apparition du mouvement des sans-terre, intervenant justement au tournant du millénaire, s'inscrit à un moment où des forces globalisantes s'installent sur les sociétés. Celles-ci ressentent « les effets d'une crise de gouvernance, de sens, de transcendance, de projet social » (Klein, Tremblay et Dionne, 1997, p.2).

Paradoxalement, la globalisation s'accompagne d'un phénomène où l'échelle locale voit l'émergence de nouvelles identités sociales et de solidarités collectives. Pour certains, cette échelle s'avère la plus adéquate pour « trouver le nouveau potentiel de développement susceptible de reconstruire la société de l'après-fordisme » (Dionne, Klein et Tremblay, 1997, p.33). Pour d'autres, l'échelle locale s'avère dépassée et n'est qu'une construction théorique sans fondement (Piore, 1990). Par ailleurs, les uns et les autres s'entendent pour dire que cette société homogénéisante livre sa place à une société éclatée, où la différence devient la norme.

Question et hypothèse de recherche

Le mouvement des sans-terre bolivien émerge dans un contexte mondial globalisé et globalisant, où les règles marchandes et économiques s'appuient sur des politiques néolibérales. Il s'inscrit dans un moment de réforme agraire en Bolivie, qui favorise la concentration des hectares de terre, au détriment d'une part importante de la population, contribuant à la marginalisation de celle-ci. En outre, il intègre dans son action et ses revendications des éléments provenant des mouvements de paysans sans-terre ainsi que des mouvements autochtones, s'inscrivant à la fois aux confluences de ceux-ci et comme un mouvement neuf et inédit. Ceci se manifeste par l'expression d'une identité nouvelle et reformulée : *sin tierra* (sans-terre). De surcroît, le MST favorise une action collective fortement territorialisée, se traduisant par la production d'espace, où la communauté « fait sens ».

Nous posons donc l'hypothèse suivante : l'émergence du mouvement des sans-terre de Bolivie exprime un nouveau rapport au territoire. Né dans le contexte de la globalisation et en réaction aux forces mises en place par celle-ci, le MST bolivien contribue à une relocalisation de l'action collective, s'ancrant davantage dans le local et s'appuyant sur une base communautaire fortement territorialisée. Bien qu'il inscrive son action aux différentes échelles, du local au global, le mouvement des sans-terre trouve dans l'échelle locale la base idéale pour l'expression de son identité et pour son développement.

Démarche méthodologique

La stratégie de recherche que nous avons utilisée repose sur une étude de cas, fréquente en géographie et en anthropologie. Selon Bédard (2002, p.71) :

Il s'agit d'une stratégie de recherche empirique qui permet d'étudier des phénomènes contemporains dans leur réalité et elle est plus spécialement prise en compte lorsque les frontières entre le phénomène et son contexte ne sont pas toujours évidentes et qu'il faut utiliser des sources multiples d'informations et d'évidences.

L'idée de travailler sur le cas du mouvement des sans-terre de Bolivie est née à la suite d'un premier séjour réalisé dans ce pays entre septembre 2001 et mai 2002. Au cours de ce voyage, nous avons mené des recherches exploratoires à travers le pays, afin de recueillir des données concernant la situation de la terre ainsi que l'accès à cette ressource de la part de différents groupes sociaux. Ce séjour nous a permis de visiter différents départements du pays (Tarija, Santa Cruz, La Paz, Chuquisaca, Cochabamba et du Beni). Nous y avons pris contact avec des organisations locales, départementales, nationales et internationales ainsi qu'avec de nombreux acteurs sociaux provenant de secteurs variés. Cette démarche a permis à la fois de dresser un portrait global de la situation et des acteurs en jeu et de rencontrer, plus localement, de multiples problématiques en lien avec la situation de la terre.

À notre retour au Québec, nous avons intégré un programme de second cycle en géographie à l'Université du Québec à Montréal. Une de nos premières tâches fut de délimiter notre objet de recherche. Puis, afin de bien le positionner, nous avons épluché les écrits concernant différents thèmes en lien avec nos intérêts. En premier lieu, nos lectures ont servi à nous doter des outils géographiques permettant l'appréhension et la compréhension de notre sujet. Différentes monographies concernant les méthodes et les concepts utilisés par cette discipline ont été consultées. Ensuite, nous avons lu des monographies et des articles concernant les mouvements sociaux, particulièrement les « nouveaux » mouvements sociaux, en Bolivie, en Amérique latine et dans le monde en général. Tout ceci dans le but de construire une vision plus claire du concept de mouvement social et d'en comprendre les différentes composantes. Troisièmement, nous avons poursuivi nos recherches concernant notre étude de cas, nous enrichissant des écrits ayant été produits sur des aspects sociaux, politiques, géographiques et anthropologiques de la Bolivie, de même que sur la situation de la structure agraire dans ce pays.

Entre mai et octobre 2004, nous avons effectué un second séjour en Bolivie dans le but de réaliser notre étude de terrain. Nous avons décidé de concentrer nos recherches dans le département de Tarija, mais sans nous y limiter. Ainsi, en plus du département de Tarija, nous avons mené des recherches dans les départements de La Paz, Santa Cruz et Cochabamba. Notre travail s'attachant à dépeindre le portrait du mouvement des sans-terre de

Bolivie dans ses ramifications à toutes les échelles, du local au global, en passant par l'échelle régionale, départementale et nationale, nous avons planifié notre séjour en Bolivie afin d'obtenir des données selon chacun de ces différents échelons.

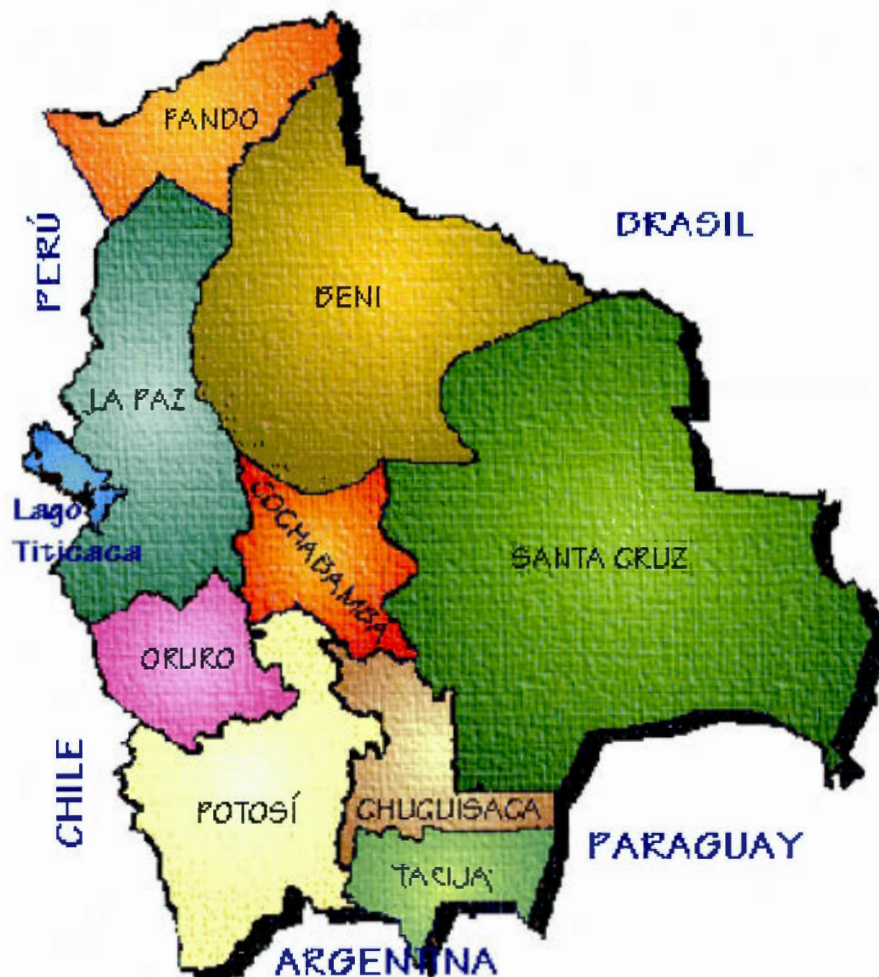
Nos recherches préliminaires ont été menées entre mai et juin 2004, à La Paz, siège du gouvernement bolivien ainsi que de plusieurs organisations nationales. Nous avons été accueillie au sein du bureau national de la *Fundación Tierra*, un organisme menant des recherches concernant la structure agraire et les conflits sociaux en lien avec la ressource de la terre dans tous les départements boliviens. Un séjour d'un mois dans l'équipe de cette organisation nous a permis de réaliser des entrevues auprès de son personnel et de consulter les documents de leur bibliothèque. D'autre part, ce séjour à La Paz a permis de consulter le personnel et les documents d'autres organisations nationales et internationales. Ces recherches avaient un but exploratoire puisqu'elles servaient à approfondir notre problématique ainsi qu'à enrichir notre vision d'ensemble de la situation de la structure agraire bolivienne et des conflits agraires que cette situation entraîne.

Les recherches que nous avons menées à La Paz visaient aussi à choisir la région de la Bolivie qui présenterait mieux le problème de la terre aux échelles départementale, régionale et locale. Notre choix s'est porté sur la province du Gran Chaco, situé à l'extrême sud-est de la Bolivie, dans le département de Tarija. Deux raisons ont motivé cette décision. En premier lieu, le mouvement des sans-terre bolivien est né dans cette région. Conséquemment, puisque jusqu'à présent il n'existe à peu près pas de recherches sur le cas des paysans sans-terre en Bolivie, nous avons jugé que notre contribution serait plus pertinente si elle s'attachait à dépeindre la naissance du mouvement des sans-terre dans sa région d'origine. Deuxièmement, il s'agit d'une région où les conflits sociaux liés à la terre s'expriment de manière particulièrement violente. Les données à ce sujet nous ont permis de prendre connaissance de deux affrontements majeurs entre propriétaires terriens et paysans sans-terre.

La seconde étape de notre séjour s'est donc réalisée dans le département de Tarija, entre juillet et août 2004. Dans un premier temps, dans la ville de Tarija, puis, en second lieu, dans la ville de Yacuiba ainsi que dans la communauté de Palmitos-Timboy.

Figure A

Les départements de la Bolivie



Source : INE, 2005

À Tarija, capitale du département du même nom, nous avons fait des recherches auprès de différentes organisations liées à notre problématique. Notre objectif principal était d'obtenir une vision régionale du problème de la terre et des paysans sans-terre dans ce département. Ensuite, nous souhaitions aussi identifier une communauté représentative de paysans sans-terre afin de poursuivre notre étude de cas.

Le choix de notre étude de cas s'est arrêté sur la communauté de Palmitos-Timboy, située à 60 Km au nord de la ville de Yacuiba. Cette fois-ci, deux raisons majeures ont motivé cette décision. En premier lieu, nous avons cru que l'étude de cette communauté permettait de bien appréhender le MST bolivien aux différentes échelles puisque cette communauté abrite le leader départemental du mouvement. Le leader local de Palmitos-Timboy est lui-même actif au niveau régional et national. En second lieu, Palmitos-Timboy représentait un exemple de communauté sans-terre parvenant à développer différents projets (elle était alors la seule communauté sans-terre de la région à posséder une école ainsi que deux professeurs). De surcroît, elle présentait un haut degré de cohésion sociale, ce qui laissait croire qu'il s'agissait d'un cas de développement local intéressant.

Entre août et septembre 2004, nous avons poursuivi la troisième étape de notre séjour en Bolivie, dans la province du Gran Chaco, où nous avons multiplié les allers-retours entre Yacuiba, la capitale de la province, et Palmitos-Timboy, la communauté choisie pour notre étude de cas. Premièrement, dans la ville de Yacuiba, nous avons approché les représentants du mouvement des sans-terre de la province du Gran Chaco, dans le but de nous faire connaître, de présenter nos objectifs et d'expliquer notre démarche. En second lieu, bien que nous ayons choisi de porter notre attention plus particulièrement sur le cas de la communauté de Palmitos-Timboy, nous avons recueilli des données concernant la situation de la terre dans l'ensemble de la province. Puis, nous avons réalisé des recherches plus approfondies dans la communauté de Palmitos-Timboy elle-même, où nous avons fait de l'observation directe et mené des entretiens auprès des habitants.

La quatrième et dernière étape de notre séjour sur le terrain a été consacrée à revoir certains acteurs que nous avons rencontrés auparavant, ou encore de rencontrer certains autres apparaissant alors nécessaires. Cette étape, se réalisant au cours du mois d'octobre 2004, dans les départements de Tarija et La Paz, avait deux principaux buts. En premier lieu, il s'agissait de vérifier notre compréhension concernant certaines données ou la véracité de certains faits⁸.

⁸ L'observation d'une situation conflictuelle telle que celle que nous avons menée a nécessité de vérifier une grande proportion des propos recueillis afin de s'assurer de leur véracité. En effet, notre cueillette de données s'est vue colorée, en maintes occasions, de déclarations contradictoires. Citons

En second lieu, ce travail complémentaire permettait d'avoir en main toutes les données nécessaires à la poursuite de notre recherche.

Le choix des entretiens réalisés au cours de notre séjour de terrain en Bolivie, ne s'est pas fait au hasard. Puisque notre objectif était de réaliser une étude de cas, c'est-à-dire le portrait de la situation, à différentes échelles et auprès des différents acteurs sociaux concernés par notre problématique, nous avons plutôt réalisé un échantillonnage en boule-de-neige, « technique qui consiste à ajouter à un noyau d'individus (...) tous ceux qui sont en relations (d'affaires, de travail, d'amitié, etc.) avec eux » (Bédard, 2002, p.80). De cette manière, nous avons mené nos recherches auprès des organisations ayant des liens avec le mouvement des sans-terre bolivien.

Nous pouvons regrouper en cinq catégories les différents acteurs que nous avons interviewés. En premier lieu, nous retrouvons le MST bolivien et les paysans sans-terre eux-mêmes, le noyau de notre recherche. Ils peuvent être regroupés en sous-catégories. D'abord nous distinguons les gens de la base et les dirigeants. Ensuite, nous distinguons les acteurs des intervenants. Les acteurs sont les individus provenant directement de la communauté de notre étude de cas : Palmitos-Timboy. Les intervenants sont les sans-terre ne provenant pas directement de Palmitos-Timboy. Ils peuvent être des membres d'autres communautés, ou encore d'anciens membres. En second lieu, figurent les regroupements de paysans ou d'autochtones. Troisièmement, les ONG travaillant avec ces groupes sociaux ou ayant eu des liens avec eux. Parfois, ces intervenants sont aussi à la fois des spécialistes, sociologues ou anthropologues. Cependant, nous différencions les intervenants des spécialistes puisque leur

par exemple le cas d'un représentant de l'autorité affirmant en entrevue (entrevue n° 24) que les membres de la communauté étudiée avaient pris les armes (à feu) lors d'une occupation du bâtiment du conseil municipal en mai 2004, action menée dans la ville de Yacuiba. Trois entretiens ultérieurs (entrevues n° 19, 25 et 36), menés auprès de sources variées, ont démenti que des armes (armes à feu ou autres) ont été utilisées lors de cet événement, allant jusqu'à affirmer qu'aucune arme n'a été apportée sur les lieux par les individus concernés. Ce genre de situation s'est produit en de nombreuses occasions, rendant difficile la collecte de données. Les articles de journaux ainsi que les monographies consultées, n'étaient pas exempts de ces contradictions. Le discours de différents acteurs s'apparentant souvent à de la manipulation d'informations, nous avons choisi de vérifier systématiquement les informations, ne nous contentons plus de recueillir seulement le nécessaire pour dresser le portrait de la situation. Cela explique aussi la variété de nos sources de renseignements.

rôle au sein des organisations font des premiers des acteurs sociaux impliqués. En quatrième lieu, nous retrouvons les autorités, qu'elles soient locales, départementales ou nationales, fixant les règles et les lois. Pour terminer, nous retrouvons les spécialistes, sociologues et avocats dans ces cas-ci. Des entretiens ont été menés auprès de ces différents groupes d'acteurs sociaux.

Tableau A

Les différents types d'intervenants interviewés

Types d'intervenants	Spécifications
Paysan sans-terre	Membres de la base ou dirigeants.
Paysan ou autochtone	Membres de la base ou dirigeants.
ONG	Intervenants (souvent ils sont aussi des spécialistes).
Autorité	Locales, régionales, départementales ou nationales.
Spécialiste	Dont le travail (au sein d'une ONG ou non) ne le met pas en situation de conflit avec les paysans sans-terre.

Nos entretiens ont été menés selon une technique exploratoire. En effet, bien que nous possédions une grille avec les thèmes à aborder lors des entrevues, nous avons privilégié une manière ouverte laissant une place importante à la digression, puisque celle-ci nous permet, souvent, de dégager « ce qui fait sens pour l'enquête » (Beaud et Weber, 2003, p. 206). Il s'agissait donc d'entrevues semi-directives, laissant beaucoup d'espace à l'ouverture. Selon Létourneau (1989, p. 149), l'entrevue semi-directive consiste en :

Une entrevue faite à partir d'un questionnaire ouvert couvrant un domaine précis de la recherche. (...) Le rôle de l'enquêteur (y) est déterminant puisqu'il doit saisir au passage les pistes que l'informateur lui donne tout en respectant l'entité des thèmes imposés par le questionnaire.

Au cours de nos entretiens, nous avons suivi un guide d'entrevue (voir Annexe). Cependant, maintes fois, nous nous sommes écartés avec une grande liberté, de la rigueur de notre guide. En effet, ce guide représentait un outil afin de nous assurer de traiter des différents éléments en relations avec des objectifs spécifiques de notre recherche. Il nous permettait donc de nous

concentrer sur certains points : la description du MST et ses actions collectives, le fonctionnement de la communauté, ses liens avec les autres acteurs sociaux, son rapport avec les autorités et ses réalisations. Toutefois, dans un souci de découvrir ce qui faisait sens pour les répondants, il n'a servi que de point de départ pour les discussions, ainsi que d'aide-mémoire afin d'assurer de toucher différents points qui nous semblaient pertinents à la recherche.

Les entretiens ont plutôt suivi l'approche des récits de vie. En effet, il nous semblait important de laisser nos répondants raconter eux-mêmes leurs perceptions de leur histoire ou de l'événement que nous leur demandions de décrire. Cela permettait aussi de les laisser nous mener sur des pistes que nous n'aurions pas imaginées au départ et d'enrichir ainsi notre recherche avec des éléments insoupçonnés.

Les récits de vie et entrevues interviennent surtout au chapitre quatre, alors que nous entrons plus précisément dans l'analyse du discours des acteurs.

Notre travail de terrain, s'apparentant parfois plus à celui d'un enquêteur⁹ que d'un chercheur en science sociale, nous avons souvent dû nous assurer de démêler le vrai du faux. Nous n'irions pas jusqu'à dire qu'il s'agissait d'un « terrain difficile » (Beaud et Weber, 2003, p. 50) puisque notre intérêt ne s'est jamais trouvé affecté par les difficultés rencontrées. Nous croyons cependant que notre séjour préparatoire en 2001 a constitué une opportunité qui a contribué à nous préparer afin de comprendre la structure sociale et les coutumes boliviennes.

Afin de bien mener notre enquête, nous avons cru bon de faire intervenir dans nos méthodes de collectes de données un outil indispensable de l'ethnographe et de l'anthropologue, moins utilisé en géographie : le journal de terrain, sur lequel nous avons noté, « dans un style télégraphique, jour après jour, les événements de l'enquête et la progression de la recherche. » (Beaud et Weber, 2003, p. 94) Cet outil, précieux lors de la collecte de données, le devient tout autant lors de l'analyse de celles-ci : il restitue les faits marquants ainsi que le déroulement chronologique de l'ensemble des événements.

⁹ Particulièrement en raison de la situation conflictuelle de notre objet de recherche.

Lors de quelques entretiens, nous avons aussi demandé aux sujets de réaliser des cartes mentales. Ce type de données est parfois recueilli par les géographes ainsi que par les anthropologues. Il s'agit de demander aux répondants la réalisation de cartes géographiques, généralement assez simples, qui permettront d'appréhender, par exemple, leur perception et utilisation de l'espace. L'analyse de cartes mentales réalisées par les acteurs sociaux peut être utilisée en complément aux cartes géographiques. Ces cartes nous ont permis d'obtenir des renseignements supplémentaires concernant la communauté sans-terre étudiée ainsi que sur la manière dont les paysans sans-terre « vivent » l'espace, c'est-à-dire les diverses divisions et fonctionnalités de l'espace dans les communautés. Nous ne les avons cependant pas toutes reproduites ici car elles ne nous apparaissaient pas essentielles. Elles ont plutôt servi au chercheur afin de se repérer.

Notre recherche reposait en grande partie sur une recherche documentaire par laquelle nous avons recensé des écrits pouvant nous en apprendre plus sur le mouvement des sans-terre, sur les mouvements sociaux de la Bolivie et de l'Amérique latine, sur la structure agraire bolivienne, ainsi que sur certaines politiques ou convention touchant les peuples autochtones ainsi que les communautés paysannes de la Bolivie.

Finalement, toutes ces démarches méthodologiques s'accompagnaient d'un séjour de six mois en Bolivie ainsi que parmi les communautés sans-terre de la Bolivie, en particulier à Palmitos-Timboy, la communauté au centre de notre étude de cas. Il s'agissait de réaliser de l'observation directe, permettant de rendre compte de faits et de dynamiques que la distance ne nous aurait pas permis.

Tableau B

Entrevues réalisées, types d'acteurs, implications et fonctions

No.	Types d'acteurs	Implications	Fonctions
1	MST	Intervenant	Ancien dirigeant MST
2	MST	Acteur	Dirigeant MST
3	MST	Acteur	Dirigeant MST
4	MST	Acteur	Paysan sans-terre
5	MST	Acteur	Dirigeant MST
6	MST	Acteur	Dirigeant MST
7	MST	Acteur	Dirigeant MST
8	MST	Acteur	Paysan sans-terre
9	MST	Acteur	Paysan sans-terre
10	ONG	Intervenant	Dirigeant, CER-DET Villamontes
11	MST	Acteur	Dirigeant MST
12	MST	Acteur	Paysan sans-terre
13	MST	Acteur	Dirigeant MST
14	MST	Acteur	Dirigeante MST
15	MST	Acteur	Paysan sans-terre
16	MST	Acteur	Paysan sans-terre
17	MST	Acteur	Paysan sans-terre
18	Spécialiste	Intervenant	Journaliste radio, sujet agraire
19	MST	Acteur	Dirigeant MST
20	Autorité	Intervenant	Dirigeant INRA
21	Paysan	Intervenant	Dirigeant ASOGACHACO
22	MST	Acteur	Dirigeants MST
23	ONG	Intervenant	Sociologue CER-DET Yacuiba
24	Autorité	Intervenant	Dirigeant au Consejo Municipal (Conseil Municipal)
25	MST	Intervenant	Ancienne dirigeante du MST
26	ONG	Intervenant	Sociologue, CER-DET Yacuiba
27	Autorité	Intervenant	Dirigeant à la préfecture
28	Spécialiste	Intervenant	Journaliste radio Nuevo Amanecer
29	ONG	Intervenant	Spécialiste en droit, CER-DET Tarija
30	Autorité	Intervenant	Spécialiste en droit, INRA Tarija
31	Autorité	Intervenant	Ancien directeur département de l'éducation de Yacuiba
32	Spécialiste	Intervenant	Sociologue
33	MST	Intervenant	Dirigeant MST
34	MST	Intervenant	Dirigeant MST
35	ONG	Intervenant	Avocat, CEJIS
36	ONG	Intervenant	Avocat, CEJIS
37	Spécialiste	Intervenant	Avocat
38	ONG	Intervenant	Intervenant du CESA
39	ONG	Intervenant	Avocat, Fundacion Tierra
40	Autorité	Intervenant	Dirigeant INRA
41	Spécialiste	Intervenant	Sociologue
42	ONG	Intervenant	Avocat, CIPCA

Plan du mémoire

Ce mémoire se divise en quatre chapitres. Le premier présentera notre cadre conceptuel. Nous y décrirons, d'abord, le phénomène de la globalisation. Puis, nous situerons, dans l'émergence des nouveaux des mouvements sociaux émergeant en Amérique latine, le MST bolivien. Pour cela, nous expliquerons ce qu'est un mouvement social et ce que l'on entend, de nos jours, par « nouveaux » mouvements sociaux. Nous tracerons ensuite le portrait des mouvements sociaux sur le continent latino-américain avant de décrire plus particulièrement les mouvements sociaux en Bolivie. Puis, nous décrirons deux mouvements sociaux ayant agité l'Amérique latine au cours des dernières décennies : le mouvement des paysans sans-terre et les mouvements autochtones. Nous expliquerons les actions collectives qu'ils mettent en œuvre, les revendications qu'ils portent et leurs liens avec notre objet de recherche, le mouvement des sans-terre bolivien.

Au second chapitre, nous entrerons dans notre étude de cas : les sans-terre de Bolivie. Les deux premières sections serviront à exposer la structure agraire de la Bolivie. Nous verrons les principaux éléments des deux réformes agraires ayant marqué le pays : la Réforme agraire de 1953 puis la loi INRA (*Instituto Nacional de Reforma Agraria*) de 1996. Nous expliquerons ensuite ce que signifient le *minifundio* et le *latifundio* et comment ils se manifestent dans la structure agraire bolivienne. Ensuite, nous décrirons le mouvement des sans-terre dans la province du Gran Chaco bolivien en nous attardant à la formation des premiers *asentamientos*, ainsi qu'à l'organisation et la consolidation du mouvement.

Le troisième chapitre présentera la communauté de sans-terre ayant servi à notre étude de cas : Palmitos-Timboy. Au cours de ce chapitre, nous expliquerons quels sont les acteurs de cette communauté ainsi que la structure d'organisation qu'ils ont mis en place. Puis, nous exposerons les rapports entretenus par ce groupe avec les autres groupes sociaux (les autres paysans sans-terre, les autochtones, les paysans, les propriétaires terriens et les autorités). Pour terminer, nous verrons quelles sont les revendications portées par les individus de la communauté de Palmitos-Timboy, ainsi que les actions qu'ils mettent en place.

Finalement, dans le quatrième chapitre, nous exposerons les enjeux de la territorialisation de l'action collective. Il s'agira de notre analyse de données, au cours de laquelle nous réaliserons un retour au cadre théorique, à l'hypothèse et à l'énoncé de la problématique. En premier lieu, nous verrons ce que met en cause l'*asentamiento* pour les sans-terre boliviens et pour la société dans laquelle s'inscrit son action. Puis, nous analyserons comment l'identité (la construction d'une conscience identitaire) se traduit par une pratique et une revendication territoriale significantes pour la communauté. En conclusion, nous expliquerons comment l'échelle locale devient médiatrice de nouvelles territorialités, donc de nouveaux ancrages identitaires.

CHAPITRE I

LES SANS-TERRE EN BOLIVIE : UN MOUVEMENT SOCIAL PAYSAN ET INDIGÈNE

Le mouvement des sans-terre en Bolivie naît à l'orée du 21^e siècle, au centre même de l'espace latino-américain. Il fait son apparition dans un monde globalisé, sur fond d'application de politiques néolibérales, monde qui donne lieu à l'apparition de nouveaux acteurs sociaux en lutte. Au cours du présent chapitre, nous décrirons le type de mouvement social auquel se rattache le mouvement des sans-terre, c'est-à-dire les « nouveaux mouvements sociaux ». Nous insisterons sur le contexte dans lequel s'insère ce mouvement. Tout d'abord, nous présenterons la trame de fond de la globalisation. Ensuite, nous définirons ce que nous entendons par les nouveaux mouvements sociaux. Puis, nous décrirons ces mouvements dans le contexte latino-américain, en nous attardant à la description de leurs caractéristiques générales d'abord. Ensuite, nous les aborderons plus précisément dans le contexte bolivien. Pour terminer, nous présenterons deux mouvements sociaux d'importance en Amérique latine, le mouvement des travailleurs ruraux sans-terre du Brésil (*Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra da Brazil*) ainsi que les mouvements autochtones, afin de montrer la convergence et les divergences entre les mouvements indigènes et les mouvements paysans.

1.1 La globalisation : cadre de la restructuration des mouvements sociaux

La globalisation est un phénomène ayant des répercussions sur l'ensemble de la planète. Dans le cas précis de l'Amérique latine, c'est aujourd'hui un lieu commun de dire qu'elle a eu des effets majeurs sur les populations de l'ensemble du sous-continent. D'abord, elle se double d'un système économique qui tend à creuser le fossé existant entre riches et pauvres en enrichissant les premiers et en appauvrissant les seconds, augmentant de ce fait le nombre d'exclus. L'intégration économique qui la caractérise se matérialise par la signature de traités

de libre-échange favorisant l'économique au détriment de l'aspect social. Cela participe à l'accroissement du nombre des marginalisés dans la population (Klein, 1998), incapable de participer à ce système économique et, par conséquent, de subvenir à leurs besoins. En Amérique latine, différents accords d'intégration économique ont été planifiés et/ou signés, provoquant dans plusieurs cas des mobilisations sociales en opposition à ces projets. C'est le cas de l'ACLA (Accord de libre commerce des Amériques), du MERCOSUR (Marché commun des pays du Cône du Sud) et du Pacte andin (regroupant la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela) (Canet et Guay, 2005).

Une des caractéristiques importantes de ce système économique est qu'il fonctionne de façon supranationale. Les forces qui refaçonnent de nos jours la géographie économique du monde sont associées à de nombreuses tendances simultanées de réorganisation politique reflétant des déficits de gouvernance dans l'ensemble des principaux points d'articulation de l'économie mondiale (Scott, 2001). Le système économique mondial n'est en effet régulé par aucun État, aucune organisation internationale imputable sur le plan économique (Stiglitz, 2003, Amin, 1999). Les entreprises transnationales et les investisseurs y règnent en maîtres, sans pour autant le réguler vraiment. De cette globalisation économique découle donc une érosion des pouvoirs politiques et du système de régulation chapeauté par des États instauré par les traités de Westphalie au 17^e siècle (Badie, 1995). L'État, en tant que siège de la souveraineté inaliénable de la nation, se voit profondément ébranlé sur ses bases. Il n'est plus le seul interlocuteur sur la scène internationale et les frontières de son territoire ne sont plus aussi inviolables. La mondialisation a certes eu des effets positifs, mais ses effets négatifs pour les pays pauvres sont nombreux. Parmi eux, soulignons-en deux. D'abord, la circulation des capitaux échappe au contrôle de l'État, contribuant à diminuer son efficacité, en particulier dans les domaines économiques. Cela a d'importants effets sur les conditions sociales et de travail, effritant les programmes sociaux et déstabilisant les populations. Le deuxième effet majeur de la globalisation, particulièrement en Amérique latine, réside dans la remise en question des institutions de l'État-nation. Les populations se mettent à douter des capacités des structures étatiques de répondre aux crises auxquelles la société fait face et remettent en cause ses pouvoirs (Klein, 2005).

Pour leur part, les partis politiques traditionnels d'Amérique latine, représentant les divers courants idéologiques, ont internalisé la crise de l'État « interventionniste ». On voit donc la fin des politiques interventionnistes qui prévalaient sur le continent au cours des dernières décennies (Ouvina, 2005). Cela se traduit par l'incompétence manifeste des institutions à répondre à l'ensemble des problèmes publics et communautaires. De ce fait, les États se retrouvent devant un important problème de gouvernance, et ce, à tous les niveaux de leur système de régulation politique, interne et externe. Les revendications émergeant de la population doivent donc se tourner vers de nouveaux canaux permettant à leurs demandes d'être possiblement entendues. C'est ainsi que progressivement ils changent d'interlocuteurs. Alors qu'auparavant leurs messages s'adressaient presque exclusivement à l'État, mais que celui-ci ne répond plus, on assiste à ce que certains auteurs nomment le « jumping scale ¹⁰ » (Perreault, 2003), la société civile s'adressant désormais de plus en plus à des institutions interétatiques ou supranationales.

Une autre caractéristique de la globalisation se retrouve dans les nouvelles technologies d'information et de communication qui permettent le réseautage (Castells, 2002). Les peuples en lutte des Amériques sont soudainement en communication régulière les uns avec les autres, de la Terre de Baffin à la Terre de Feu, voire avec le reste de la planète. Ils échangent, autant des idées que des produits, et partagent des méthodes et des moyens de faire avancer leurs causes respectives. L'information circule. Les victoires et les échecs des actions entreprises sont connus par tous. Comme le dit un autochtone du Nord, en préparation à une rencontre avec des autochtones du Sud :

Un peuple, qu'il soit du Mexique, du nord du Canada ou de la Russie, se renforce quand il s'aperçoit qu'il y a autant de frères et de sœurs à travers le monde qui se battent pour les mêmes raisons. Cela a très certainement un impact sur la condition colonialiste dans laquelle nous nous trouvons encore.¹¹

¹⁰ Le *jumping scale* selon Perreault, consiste en une stratégie utilisée par les mouvements sociaux locaux afin de se réseauter, non seulement aux niveaux locaux, régionaux et nationaux, mais aussi au niveau global. Cette stratégie apparaît, selon l'auteur, comme une réponse des acteurs locaux au changement d'échelle des conflits qui tendent à s'internationaliser.

¹¹ Roméo Saganash, porte-parole du Grand conseil des Cris. Cité dans un cahier spécial du *Devoir* du samedi 29 novembre 2003, sur la Foire du livre de Guadalajara.

1.2. Le nouveau paradigme des mouvements sociaux

Les mouvements sociaux, longtemps abordés sous l'angle du comportement collectif, dont ils n'étaient censés ne représenter qu'une modalité particulière, constituent aujourd'hui un objet sociologique à part entière. De manière telle qu'Alain Touraine (1984) s'est déjà demandé s'il ne faudrait pas tenter de reconstruire la sociologie autour de leur étude. En effet, ils ont été longtemps confinés à un champ restreint de l'analyse sociologique, relégués à un rôle de représentation statique, cloîtrés au milieu de tout ce qui « faisait sens » au sein du social. Depuis quelques décennies le regard qu'on leur porte a subi une impressionnante mutation. Non seulement ce regard a évolué de manière spectaculaire, mais, en plus, le contexte social, mondialisé et « informationnalisé » (pour reprendre le terme de Castells, 1996), semble avoir sur eux une emprise à ce point importante que l'on voit naître de nouvelles formes de mobilisation sociale.

Pour Castells (1996), l'observation des mouvements sociaux doit se faire selon trois règles méthodologiques, nécessaires à leur compréhension. En premier lieu, nous devons « absolument comprendre les mouvements sociaux dans leurs propres termes : ils sont ce qu'ils disent qu'ils sont. » Selon lui, leur pratique, en commençant par leur pratique discursive, « constitue leur autodéfinition ». Cela étant, nous évitons le piège de l'interprétation de ces mouvements : « comme s'ils ne pouvaient exister qu'en révélant des contradictions structurelles « réelles » et que, pour apparaître, il leur fallait nécessairement porter haut ces contradictions comme ils brandissent leurs armes et agitent leurs drapeaux » (Ibid). Une des tâches nécessaires de la recherche, selon Castells, est d'établir les liens entre ces mouvements et les processus sociaux auxquels ils sont associés. Il faut donc à la fois « définir chaque mouvement dans les termes de sa propre dynamique spécifique, et étudier son interaction avec les processus généraux qui l'ont engendré et qui sont modifiés par son existence même » (Ibid, 1996, p.91)

En second lieu, quelles que soient les formes que prennent les tactiques et les modes de fonctionnement des mouvements sociaux, Castells nous rappelle « qu'il n'y a pas de direction prédéterminée dans l'évolution sociale, et que le seul sens de l'histoire est celui que

nous lui trouvons en l'étudiant. Donc, du point de vue analytique, il n'y a pas de « bons » et de « mauvais » mouvements sociaux. Tous sont des symptômes de nos sociétés et tous ont sur les structures sociales un impact d'une intensité variable dont les effets doivent être établis par la recherche. (...) C'est seulement en regardant le nouveau paysage historique avec un esprit ouvert que l'on pourra trouver les sentiers lumineux, les sombres abîmes et les pistes confuses, qui conduisent des crises actuelles à la nouvelle société. » (Castells, 1996, p.92)

En troisième lieu, le chercheur rappelle qu'il est utile de caractériser les mouvements sociaux selon la typologie classique d'Alain Touraine. Ce dernier définit un mouvement social par les trois principes d'identité, d'opposition et de totalité. Pour Castells :

L'identité signifie l'auto définition du mouvement, ce qu'il est, au nom de qui il parle ; l'adversaire – principe d'opposition – est l'ennemi principal du mouvement, celui qu'il désigne expressément comme tel ; l'objectif sociétal – principe de totalité – est l'idée que se fait le mouvement du type d'ordre social, ou d'organisation sociale, auquel il aimerait parvenir à l'horizon historique de son action collective (Castells, 1996, p.92).

Aujourd'hui, parler des nouveaux mouvements sociaux est devenu un lieu commun¹². Ces « nouveaux » mouvements font référence aux « sujets collectifs qui se sont manifestés au cours des vingt dernières années dans une bonne partie du continent sud-américain, comme résultat de l'exclusion sociale croissante, de la crise de représentation et de l'érosion des mécanismes de participation politique » (Ouvina, 2005).

Toutefois, si les travaux s'attardant à étudier les nouveaux mouvements sociaux sont florissants, laissant supposer un avenir prometteur à l'observation autant qu'à l'objet, mentionnons que les chercheurs en sciences sociales doivent surmonter différents problèmes afin de comprendre de manière adéquate leurs effets structurants (Maheu, 2005). La théorie

¹² Sur ce point, on peut lire Hamel (1999), Klein (1997), Favreau (1999) ainsi que Melucci (1996) et Offe (1985). Pour une réflexion récente, voir Guay et al. (2005).

critique portant sur leur étude souffre de différentes lacunes dues, entre autres, au manque de recul que leur contemporanéité occasionne. Selon Ouviaña, « un écueil majeur au sein de la théorie critique contemporaine, concerne l'analyse de cette accumulation de phénomènes récents : l'impossibilité de donner naissance à une "nouvelle matrice d'intellection", qui permette la réflexion sur ces événements en distinguant leur nouveauté de l'expérience traditionnelle. » (Ouviaña, 2005).

Les chercheurs en sciences sociales doivent donc à la fois défricher un champ nouveau et trouver les outils qui permettent ce travail. Ils font « face à la nécessité d'un nouveau modèle synthétique de compréhension des événements, qui contribue à éclairer les actions et à tracer des lignes d'horizon possibles » (Gutierrez Aguilar, 2002). Tant que le recul n'aura pas permis une vision plus ample et plus juste qui permette la compréhension de ce phénomène actuel, il apparaît nécessaire de susciter l'émergence de différents « points de vue conceptuels », et ce, à travers l'interdisciplinarité (Ouviaña, 2005).

Certains auteurs (Escobar et Alvarez E., 1992 ; Alvarez Gándara, 2003 ; Ouviaña, 2005), se demandent avec justesse en quoi ces mouvements sociaux sont réellement novateurs. Comme nous l'avons décrit précédemment, notre monde contemporain – globalisé – se trouve profondément dirigé par les flux de l'argent et du pouvoir qui empruntent des réseaux mondialisés et informationnalisés. Il se voit soumis à de nouvelles règles imposées par une structure qui apparaît de plus en plus hors de portée des acteurs sociaux, contribuant à asservir ces derniers. Touraine, qui percevait déjà l'imminence de cette transformation il y a quelques années, l'appréhendait : « nous entrons dans un nouveau mode de production, qui crée de nouveaux conflits, peut susciter de nouveaux mouvements sociaux et peut aussi étendre et diversifier l'espace public aussi bien que donner naissance à des formes de domination et de contrôle social plus profondes et plus manipulatrices que les précédentes » (Touraine, 1984). Pourtant, il semble émerger de ce contexte de nouvelles formes de lutte et celles-ci empruntent de nouveaux réseaux de mobilisation et des registres diversifiés d'actions collectives. Touraine voyait aussi dans ces mouvements une rupture profonde avec les mouvements ouvriers ainsi qu'avec les conflits de classe. Cet univers social mondialisé,

soumis à des forces de plus en plus abstraites, verrait l'émergence de nouvelles formes créatives de mouvements sociaux.

Donc, conformément à une vieille loi de l'évolution sociale, la résistance s'oppose à la domination, la prise de pouvoir réagit contre l'impuissance et les projets alternatifs défient la logique du « nouvel ordre mondial », de plus en plus ressenti comme un désordre par les êtres humains de partout. Mais, comme c'est souvent le cas dans l'histoire, ces réactions et mobilisations prennent des formes inhabituelles et avancent par des chemins inattendus (Castells, 1996, p.90).

Castells avance aussi que, « la face cachée de la Terre, celle qui refuse la mondialisation dans l'intérêt du capital et l'informationnalisation pour la plus grande gloire de la technologie » (Castells, 1996, p.93), ce sont ces mouvements sociaux. Ces nouvelles formes sociales « émergent de la résistance communautaire à la mondialisation, à la restructuration capitaliste, à l'organisation en réseaux, à l'informationnalisme incontrôlé et au patriarcat – c'est-à-dire, pour l'instant, les écologistes, les féministes, les fondamentalistes religieux, les nationalistes et les localistes » (Castells, 1996, p.433). Ils représentent les sujets sociaux potentiels de l'ère de l'information.

Aujourd'hui, donc, face aux mouvements sociaux classiques des époques ouvrières et révolutionnaires, le paradigme a changé. Le point de vue que jetaient autrefois les sciences sociales sur cet objet est en transformation, autant que l'objet lui-même d'où émergent des formes inusitées de voir le monde et des manières innovantes de tenter d'agir sur lui. Que dire, par exemple, de ces mouvements d'écoféministes regroupés sous des groupuscules environnementalistes et pratiquant une sorcellerie newage (Castells, 1996). Ou que dire de ces mouvements à la fois paysans et indiens utilisant désormais les médias comme vecteur de leurs revendications ? Ces mouvements, « qui assument leur filiation passée sans s'y réduire » (Castells, 1996), présentent une dose importante d'innovations, celles-ci catalysant leur potentiel créatif.

En outre, dans ce nouveau paradigme, il est utile de se questionner sur ce qui unit ces mouvements qui paraissent parfois si opposés. Serait-ce, comme le suggère encore Castells,

qu'une majorité de ces mouvements contemporains, agissent principalement en opposition au néolibéralisme ? (Castells, 1996) Puis, demandons-nous ensuite quelles sont leurs différences. Reposent-elles sur une nécessité d'affirmation des différences identitaires, comme réponse du local au phénomène de la globalisation ? Aussi, pourquoi semble-t-il nécessaire de jeter aujourd'hui un regard neuf sur des révoltes millénaires ? Pour notre part, comme nous l'avons mentionné au cours de l'introduction, nous croyons nécessaire le regard géographique sur ce nouveau paradigme afin de mettre en lumière des angles demeurés négligés. Nous croyons qu'une lecture multiscalaire enrichira la théorie portant sur ces phénomènes contemporains. Nous postulons que le rapport à l'espace est non seulement en transformation au sein de ces mouvements, mais aussi – et surtout – qu'il s'avère un aspect central pour leur existence et leur mode de fonctionnement.

Selon Castells, un des aspects les plus importants des « nouveaux mouvements sociaux » réside dans leur capacité d'utilisation des TIC¹³ et des médias. En effet, les TIC et les médias sont plus qu'un outil de communication pour ces mouvements. Ils sont ce par où le message passe, ce par quoi le mouvement se mobilise, ce par quoi il agit sur sa société : ils sont leur infrastructure organisationnelle. Ces mouvements sociaux ont donc adopté, de manière quasi systématique, les « termes de la politique symbolique caractéristique de la société informationnelle » (Castells, 1996, p.134), dont ils se servent désormais afin de transmettre leurs revendications. Si parfois les actions symboliques et spectaculaires créent l'événement, celui-ci n'aurait pas d'existence si ce n'était du talent médiatique des insurgés. Le média représente ici, de manière spectaculaire, le médium. Il s'agit donc d'une manière nouvelle de vivre l'espace pour ces mouvements et de s'approprier des flux plutôt que des lieux dans la lutte pour la justice sociale. D'ailleurs, ne pourrait-on pas avancer que les chances de mobilisation, d'action et même de survie d'un mouvement reposent désormais sur la capacité de celui-ci de mobiliser les TIC et les médias ? Mais aussi, que cette transformation suggère une nouvelle façon pour le social de vivre l'espace et, pour l'espace, de modeler le social ? Ainsi, « les cellules révolutionnaires de l'ère de l'information reposent sur des flux d'électrons. » (Castells, 1996, p.134)

¹³ Technologies d'information et de communication.

Des formes inusitées donc, des mobilisations singulières et aussi des actions collectives sans commune mesure s'imposent aujourd'hui dans l'espace social en mutation. Cela confirmerait « que le nouvel ordre mondial engendre de multiples désordres locaux, suscités par des forces bien enracinées dans l'histoire, qui résistent à la logique des flux mondiaux du capital » (Castells, 1996, p.107-108). Mais, si ces révoltes naissent de multiples désordres locaux, elles ne se sont pourtant jamais autant projetées dans l'espace global qu'elles le font aujourd'hui. En outre, leur nature multiscalaire n'est pas pour autant facile à appréhender (Schittecatte, 2005). En effet, les mouvements sociaux d'aujourd'hui agissent sur de multiples échelles, de manières différentes et le font de façon simultanée. Nombre de ces mouvements, par exemple, revendiquent la transparence des institutions politiques au niveau local et national, tout en s'opposant au nouvel ordre mondial au niveau global. Leurs revendications, leurs répertoires d'actions, présentent des différences en fonction de leurs interlocuteurs, contribuant à enrichir la matérialité des mouvements.

D'ailleurs, l'échelle globale semble être aujourd'hui un espace de convergence pour les mouvements sociaux. Que l'on pense aux différents mouvements locaux et nationaux qui ont profité du Sommet de Porto Alegre afin de se regrouper sous une terminologie commune - « altermondialistes » - définir un ennemi commun - la globalisation - et un objectif commun - « un autre monde est possible ». De surcroît, pour plusieurs d'entre eux, l'opposition au nouvel ordre mondial se fait sur deux échelles : ils combattent à la fois la logique d'exclusion dont est porteuse la globalisation, ainsi que « la fatalité d'un nouvel ordre géopolitique qui fait du capitalisme le système universellement admis » (Castells, 1996).

1.3 « Nouveaux » mouvements sociaux en Amérique latine

Depuis les deux dernières décennies du 20^e siècle, à cause des effets de la globalisation, d'un déficit de représentation politique, de l'imposition de modèles économiques néolibéraux générés par les politiques internationales néolibérales et de l'émergence d'une nouvelle structure socio-économique incarnée par une désindustrialisation graduelle et une perte des droits collectifs, émergent en Amérique latine des formes originales de protestation

(Gutierrez Aguilar, 2002), lesquelles s'inscrivent dans la dynamique des nouveaux mouvements sociaux. Comme l'annonçait Touraine (1984), ces luttes quittent l'exclusivité de l'espace de travail duquel ils émergeaient auparavant et s'ancrent davantage dans des pratiques de type territorial.

Le logement et l'alimentation, l'écologie, les services publics, les droits de l'homme ou la « récupération » de valeurs traditionnelles, qui tendent à être subordonnés dans le processus de globalisation capitaliste en cours, sont certains des principaux axes qui traversent les nouveaux mouvements sociaux (Ouvina, 2005, p.95).

Ceci est particulièrement visible sur le continent latino-américain où ces mouvements empruntent des chemins particuliers. Ouvina (2005) distingue plusieurs traits caractéristiques par rapport aux autres mouvements contemporains. Tout d'abord, ils se caractérisent par une composition sociale beaucoup plus hétérogène qu'auparavant et « plus populaire que celle de leurs alter ego européens ». Ensuite, leurs formes d'organisation reposent sur des principes d'horizontalité et de démocratie directe, ce qui contribue nettement à leur particularisme. D'ailleurs, ces mouvements ont généralement rejeté le système politique hiérarchisé au profit d'une démocratie participative plus directe. Pour terminer, leurs discours font intervenir des notions d'autonomie, de dignité et de respect de l'environnement, tandis que leurs méthodes de lutte reposent sur des expérimentations territoriales et de production, des espaces autogérés de manière collective (Ouvina, 2005).

Comme il est permis de le noter, pour nombre de ces mouvements, l'aspect collectif revêt une importance transcendante et se manifeste autant dans le discours, dans les formes d'organisation, que dans les moyens de lutte. D'ailleurs, ces mouvements sociaux reposent sur la constitution de fortes identités collectives ayant quitté le strict paramètre des luttes de classes et investissant d'autres champs, par exemple ethniques et culturels. Pour les institutions politiques qui les voient surgir, ils posent d'importants défis. Les acteurs traditionnels de la gauche tentent, non sans certaines difficultés, l'articulation ou la récupération de leurs discours. Nous n'avons qu'à penser à la relation entre le Parti Travailleur et le MST brésilien. De leur côté, les États hésitent entre cooptation,

institutionnalisation ou répression (Ouvina, 2005). Toutefois, les alliances politiques se font selon de nouvelles formes et ces mouvements prônent généralement l'autonomie face aux partis politiques et aux structures étatiques.

En effet, le contexte globalisé leur permet peut-être une nouvelle autonomie face à ces institutions remplacées par les stratégies du réseautage et du *jumping scale* permettant de nouveaux appuis et des alliances stratégiques dépassant les limites nationales et territoriales. Ces mouvements sociaux poussent donc à une reconceptualisation de la démocratie et des rapports de pouvoir. Leur nouveauté n'est toutefois ni à essentialiser ni à idéaliser. Leur origine commune est le conflit, direct et indirect, avec la matérialité des rapports de pouvoir et de domination, et leurs formes originales de protestation renvoient à l'évolution des structures socio-économiques, dont les sans-emploi, les sans-terre et les indigènes sont parmi les premières victimes.

1.4 Le MST bolivien : un mouvement social hybride

Un des problèmes survenus lors de la délimitation de notre objet de recherche, le mouvement des sans-terre de Bolivie, a été de le situer au sein des mouvements sociaux contemporains. Selon nous, le MST bolivien se trouve à une jonction entre les mouvements autochtones des Amériques et les mouvements de paysans sans-terre, contribuant à faire de lui un mouvement social hybride. En effet, les membres du MST se définissent comme Aymaras, Quechuas, Guaranis, bien qu'ils disent avant tout être des « sans-terre ». Nous croyons donc important et, même, incontournable de parler ici des mouvements autochtones dans les Amériques et en Bolivie ainsi que du mouvement des paysans sans-terre brésilien, afin de mettre en contexte notre sujet d'étude. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le mouvement des sans-terre en Bolivie est né et évolue en étroite concordance avec les mouvements autochtones latino-américains en général et boliviens en particulier. Il puise cependant largement son inspiration de la lutte du MST brésilien. Dans la section qui suit, nous décrirons les mouvements sociaux ayant influencé de manière particulière la formation et la composition du mouvement des paysans sans-terre de Bolivie : d'abord, le mouvement des paysans sans-

terre né au Brésil, puis le mouvement autochtone en Amérique latine. Ensuite, nous ferons le portrait des mouvements autochtones et paysans de la Bolivie. Nous terminerons en décrivant le contexte particulier des mouvements sociaux boliviens depuis l'an 2000.

1.4.1 Mouvement des sans-terre

Né au Brésil (pays frontalier de la Bolivie) en 1979, le *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (MST) constitue un des plus importants mouvements sociaux existant présentement en Amérique latine et, fort possiblement, à travers le monde. Ce mouvement émerge à la suite de luttes isolées et d'occupations locales réalisées dans les États du Sud du Brésil. Il ne tarde toutefois pas à élargir ses actions à presque toutes les régions du pays et même, plus tard, à d'autres pays.

Aujourd'hui, ce mouvement représente au Brésil des centaines de milliers de travailleurs ruraux sans-terre, réclamant une distribution plus équitable de la terre. Il s'agit d'un mouvement dans lequel des gens n'ayant pas de terre ou n'en possédant pas suffisamment pour survivre se sont organisés. Ses stratégies d'action reposent principalement sur des occupations de terres et des revendications d'une réforme agraire. Son succès tient beaucoup à sa capacité d'organisation et à sa force de mobilisation aux différentes échelles, du local au global.

De grandes marches nationales sont fréquemment mises en œuvre afin de faire pression sur les autorités et de mobiliser la population brésilienne autour des revendications portées par le mouvement. De fait, ces immenses manifestations – où la bannière rouge du mouvement est largement mise en évidence – ont la capacité de frapper l'imaginaire collectif au Brésil et ailleurs. Depuis sa création, le mouvement est parvenu à créer un important réseau tissé serré, avec différentes organisations nationales ou étrangères : groupes de droits humains, organisations religieuses et unions de travailleurs et de paysans. Cela lui a permis de résister à de violentes répressions de la part des propriétaires terriens et des autorités.

Selon Castells, le MST est plus réactif et défensif que porteur d'un projet de société, même s'il développe une certaine idée d'une société alternative. Toutefois, jusqu'à présent, le MST a mis sur pied plus d'une soixantaine de coopératives alimentaires ainsi qu'une quantité de petites industries agricoles. Depuis son apparition, le mouvement a non seulement obtenu l'accès sécuritaire à des terres, garanti la sécurité alimentaire à un grand nombre de familles, mais a surtout fait émerger un autre mode de développement socioéconomique face au modèle de développement néolibéral, qu'il remet en question avec forte conviction, sans pour autant mettre de l'avant un modèle global et idéologique comme le faisait la gauche traditionnelle latino-américaine, mais tout en construisant, à partir de la société civile, un monde plus juste.

Aujourd'hui, son approche, pragmatique et ancrée dans la société civile, est reproduite par différentes organisations au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique du Sud, dont la Bolivie. Contrairement à la Bolivie, cependant, la composition du mouvement brésilien est métissée alors qu'il regroupe différentes franges des populations exclues : autochtones, caucasiens ou descendants africains. En conséquence, le discours des acteurs, aussi, est différent, puisqu'ici la terre est revendiquée au nom de la paysannerie et non en mettant de l'avant des droits ancestraux. Ce n'est donc pas un mouvement autochtone, mais plutôt d'inspiration paysanne.

1.4.2 Mouvements autochtones dans les Amériques

Le 21^e siècle s'ouvre sur un monde à la fois globalisé et morcelé. Pour les Amériques, cette nouvelle donne comporte une importante remise en question à laquelle participent activement des mouvements indigènes de plus en plus actifs. Certains avancent que ces luttes autochtones ne représentent que des actions locales, ponctuelles et éphémères, alors que, pour d'autres, les revendications territoriales mises de l'avant par le mouvement indigène sont porteuses d'alternatives nécessaires à toute la société. Il demeure que dans presque tous les cas, les mouvements de revendication se révèlent liés au passé, à l'histoire des peuples indigènes, campés dans le présent, en réaction à la globalisation du monde et, surtout, tournés vers l'avenir, dans une perspective de développement viable et durable de leurs territoires et

de leurs communautés. En outre, c'est dans ce lien au territoire que réside leur force première. Ils sont tous ancrés en un enjeu territorial fondateur : l'autonomie qu'ils revendiquent a une assise territoriale.

Selon Pierre Beaucage (1987), on peut reconnaître trois grandes phases dans les relations entre les peuples autochtones et les colons européens en Amérique latine. Les premiers contacts d'abord, qui se sont révélés catastrophiques pour les populations autochtones. Elles ont perdu leurs territoires et leurs institutions tandis que leur démographie a chuté de façon dramatique. La deuxième phase se caractérise par la résistance, pacifique ou violente. De 1492 jusqu'aux indépendances des nations latino-américaines, nombre de peuples autochtones ont été relégués dans des missions (ou réductions) servant généralement à contrôler ces populations dans le dessein de les utiliser comme ouvriers, voire comme esclaves. Indirectement, ceci a eu pour effet de protéger plusieurs groupes culturels. En effet, pour le colonisateur, il n'était pas encore question d'assimilation puisque les autochtones étaient nécessaires au système mis en place. À partir des indépendances nationales cependant, ce système a été abrogé. Une grande période d'assimilation a débuté, elle aussi caractérisée par différentes formes de résistances. Cette époque a été couronnée par le mouvement indigéniste qui visait essentiellement à incorporer les « indiens » aux cultures nationales. Telle que définie selon Beaucage, la phase de résistance laisse place, au milieu du 20^e siècle, à celle des nouveaux mouvements indiens. En effet, depuis cette époque, les actions collectives des peuples indigènes se font de plus en plus présentes. Du « katarisme bolivien¹⁴ », jusqu'au « zapatisme mexicain¹⁵ », les groupes indigènes s'organisent en de puissants mouvements revendiquant de meilleures conditions de vie.

¹⁴ Le katarisme bolivien des années 1970 et 1980 était un mouvement social autochtone porteur de revendications socio-économiques, dont l'organisation était calquée sur le modèle syndical. Il intégrait de nombreuses références à la classe paysanne ainsi qu'une forte dimension identitaire ethnique (particulièrement Quechuas et Aymaras). Ses impacts principaux ont consisté aux rôles qu'il a joué contre la dictature et pour la transition démocratique dans le pays. Il perd de son essor à partir du milieu des années 1980, au moment même où s'essouffent le mouvement ouvrier (composé surtout des travailleurs miniers) et le populisme, qui prévalait au pays depuis la révolution de 1952. De nos jours, on le retrouve comme courant idéologique – bien que très affaibli – au sein des mouvements à composante syndicaliste ou dans des cercles ethno-nationalistes qui tentent de relancer le rêve indianiste.

¹⁵ Ce mouvement est né en 1994, dans la Sierra du Chiapas, au Mexique, en réaction aux politiques néolibérales du gouvernement. Dirigée par le « sous-commandant » Marcos, l'Armée zapatiste de

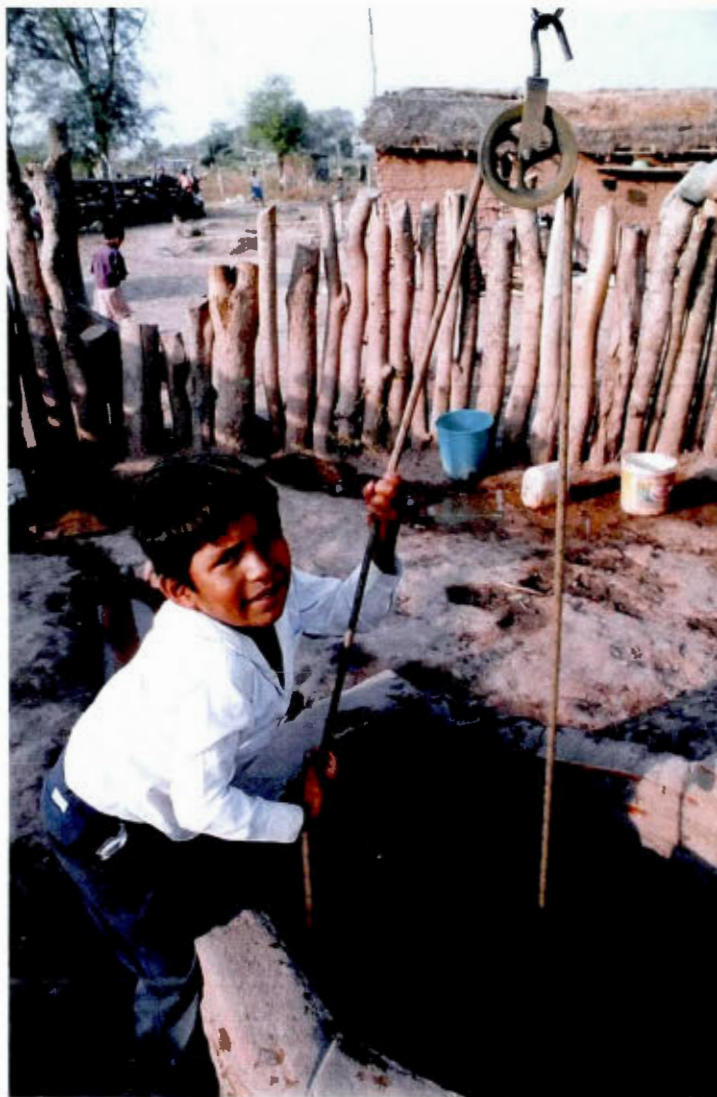
Il n'y a rien de nouveau à affirmer que les peuples indigènes vivent souvent dans des conditions de pauvreté et de précarité extrêmes. Exclue parmi les exclus, ils font face à de graves problèmes de développement, tandis que leurs droits ne sont généralement pas respectés. Au cours de leur histoire, ils ont cependant mené des actions collectives de plus en plus organisées. Dans ce contexte, les vingt dernières années ont été marquées par une reconnaissance grandissante de leurs droits, particulièrement sur la scène internationale. À la fin des années 1980, l'Organisation internationale du travail (OIT) a ratifié la Convention 169, concernant les droits des peuples autochtones. Cette convention, signée depuis par plusieurs pays latino-américains, assure la reconnaissance des peuples autochtones. Cette reconnaissance internationale s'est aussi révélée dans des événements tels que l'attribution du Prix Nobel de la Paix à une autochtone guatémaltèque, Rigoberta Menchu, en 1992, et la consécration par les Nations Unies de l'année puis de la décennie (1993-2003) des peuples autochtones.

C'est dans ce contexte que nous nous trouvons en ce début du 21^e siècle alors qu'explorent les revendications territoriales autochtones en Amérique latine. En 1987, Pierre Beaucage, parlait de nouveaux mouvements indiens. Nous pouvons probablement parler aujourd'hui d'un mouvement indigène, un nouveau mouvement social, d'inspiration indigène qui s'insère dans le mouvement altermondialiste. Il ne s'agit pas d'un mouvement orienté, organisé stratégiquement, mais d'une série d'actions collectives liées entre elles par leurs conditions d'apparition, par leurs moyens d'organisation et de résistance, par leurs revendications et même par leurs options.

libération nationale (EZLN) est un mouvement autochtone, bien que son chef soit un blanc intellectuel. Aujourd'hui, l'EZLN occupe les principales villes (excepté les capitales Tuxtla et Gutiérrez) de l'État du Chiapas. L'EZLN a apporté la preuve d'une grande capacité de résistance et d'inventivité politique faisant du mouvement zapatiste l'un des mouvements les plus percutants de la fin du 20^e siècle et du début du 21^e. Un de leurs principaux faits d'armes consiste en la création des « caracoles », des organisations locales autonomes.

Figure 1.1

Enfant sans-terre puisant l'eau, Gran Chaco



Source : Marie-josée Béliveau, juin 2004.

Pour Le Bot (2000), il ne fait aucun doute que, par leur caractère créatif et innovateur, les mouvements autochtones constituent aujourd'hui l'expérience la plus intéressante de mouvement social. Ces mouvements tentent de redéfinir les relations sociales, non pas

nécessairement en utilisant le parcours habituel de la prise du pouvoir, mais à partir de la société, de la communauté. Les autochtones sont donc en train de renouveler leurs identités à travers la nation et la globalisation. Leurs identités se révélant justement multiples, cela donne du souffle à la création de nouvelles alternatives. Dans une région du monde où les mouvements sociaux étaient, traditionnellement, liés au système politique, ils s'efforcent de mettre de l'avant une nouvelle culture politique en dépassant les limites de la communauté et en incluant des secteurs non indigènes de la société. Ces « mouvements de libération indienne », pour reprendre les termes de Pierre Beaucage, lient identité et intégration, particulier et universel. Une grande capacité d'articulation, surtout grâce au réseautage, caractérise cette réelle mobilisation sociale qui a su dépasser l'ethnique et le politique. Par ailleurs, pour Le Bot (2000), les grandes marches pacifiques constituent l'un des points forts caractéristiques des mouvements autochtones. Depuis quelques années, plusieurs pays latino-américains ont vu défiler de longues caravanes venues des coins les plus reculés pour se rendre jusqu'aux portes de différentes capitales afin d'exiger justice. C'est le cas de la Bolivie, dont le renouveau du mouvement autochtone s'est produit en 1990, justement au moment où avait lieu une de ces grandes marches.

1.4.3 Mouvements paysans et autochtones en Bolivie

La formation des mouvements autochtones et paysans en Bolivie n'est pas neuve et ils ont, au cours de l'histoire, croisé le fer avec les pouvoirs établis en de nombreuses occasions. L'accès à la terre constituait, et constitue encore de nos jours, l'une de leurs principales revendications. Bien qu'il soit neuf, le mouvement de paysans « sans-terre », né à l'orée du 21^e siècle en Bolivie s'inscrit dans un processus ancien d'affirmation des peuples autochtones dans le pays. Il met toutefois en œuvre de nouvelles formes d'action collective afin d'affronter le problème de la terre, en particulier en ce qui a trait aux moyens de lutte. Surtout, il apporte un nouvel éclairage sur un problème de marginalisation séculaire, car il réunit des acteurs qui luttait côte à côte depuis la République, mais avec des objectifs différents.

En Bolivie, avant la colonisation, les peuples autochtones possédaient leurs propres formes d'organisation communautaire, nommées différemment selon les régions et les groupes ethniques. Dans la zone andine, par exemple, on parle des *ayllus*¹⁶, tandis que dans les régions des basses-terres et du Chaco, on parle plutôt des *tekoas* et *tentas* (CSUTCB, 2001). Il s'agit de découpages territoriaux et de formes d'organisations sociales qui régissent la vie communautaire et la vie politique.

L'arrivée des colons espagnols aura tôt fait de balayer ces organisations afin d'imposer de nouvelles formes d'organisation qui auront des répercussions importantes sur la vie des communautés autochtones. Au fil de l'histoire et selon les régions, les nouvelles autorités régissant la vie de ces communautés prendront différents noms et différentes formes. Certaines existant avant l'arrivée des Espagnols, telle la *Mita*¹⁷, seront transformées afin de servir le nouveau Régime. Une des conséquences les plus dramatiques se produit dès 1570, alors qu'une réforme du nouveau régime force les populations des *ayllus* à se concentrer en communauté. En effet, ceci contribue à la destruction de la forme de vie complémentaire des *ayllus* répartis dans des terres situées à différentes altitudes (CSUTCB, 2002).

Différents mouvements de résistance naîtront au fil de l'histoire. Soulignons les soulèvements de Taki Unquy au 16^e siècle, celui de Zongo en 1616 ou encore celui de Aruma, chef guarani, en 1727. Aussi, mentionnons la résistance de Tupaj Amaru, qui a organisé la résistance des autochtones de son époque avant de mourir écartelé sur la place publique de Cuzco, au Pérou¹⁸, en 1781. Il deviendra un héros et un martyr de l'histoire des mouvements autochtones latino-américains. D'autres le suivront, fortement inspirés par son histoire.

¹⁶ L'*ayllu* est la conception des communautés andines en ce qui a trait à l'espace. Un *ayllu* consiste en un regroupement de familles, parfois lié entre elles par la filiation, organisé de manière communautaire. L'*ayllu* inclut aussi toute une série de représentations culturelles, touchant notamment la conception de l'espace, la distribution du territoire, la répartition des groupes sociaux, la conception de l'univers et des puissances sacrées. (Wachtel, 1992)

¹⁷ La *mita* faisait partie de la structure socio-économique des sociétés préhispaniques. Elle consistait en un travail obligatoire pour chaque homme de la communauté.

¹⁸ Anciennement Vice-Royaume du Pérou avec la Bolivie, cette région est aussi considérée comme le Kollasuyo, antique territoire de l'empire Inca.

Les peuples autochtones de Bolivie ne manquent donc pas de héros et leurs luttes ont été nombreuses¹⁹. Leurs principales revendications concernent le droit à la terre et au territoire, le rétablissement de leurs gouvernements propres ainsi que l'autonomie et la souveraineté face à ceux qu'ils considèrent comme leurs envahisseurs.

Puis, durant la République, les peuples autochtones se voient privés d'accès à des territoires et aux *ayllus*, alors que le Régime colonial les force à vivre sur des parcelles de terres. C'est à partir de cette époque que le mouvement paysan se structure en Bolivie puisque ces changements provoquent l'organisation des populations autochtones en regroupements de paysans. Les rébellions de Tupaj Katari²⁰ et de Bartolina Sisa²¹, à la fin du 19^e siècle, ainsi que le soulèvement paysan guidé par Zárate Willka²² dans tous les hauts-plateaux et la région du Pando (nord de La Paz) pour la défense du territoire, démontrent l'existence de cette organisation et l'importance de sa présence. D'ailleurs, ces rébellions, menées par des personnages devenus aujourd'hui presque mythiques, ont posé les bases du mouvement autochtone de la Bolivie mais aussi de l'ensemble de l'Amérique latine.

Au cours du 20^e siècle, le mouvement paysan bolivien se lie étroitement au mouvement ouvrier, particulièrement à celui du secteur minier, à un point tel que l'on parle d'un mouvement *obrero-campesino* (Mendoza, 2003). Leurs principales actions sont menées

¹⁹ Elles sont pourtant généralement occultées encore trop souvent des livres d'histoire officiels du pays où les héros sont plutôt ceux de la révolution et de la République. Peu d'ouvrages, en effet, mentionnent ces rébellions autochtones, mis à part, peut-être, celle que mena Tupaj Amaru, en 1780. Ces héros demeurent donc présents essentiellement au sein de la conscience collective des peuples autochtones, où ils côtoient les héros de la mythologie.

²⁰ Leader ayamará, Tupaj Katari mena plusieurs offensives contre la ville de La Paz, occupée par les royalistes, en rébellion aux exploitations que vivaient alors les populations autochtones. En 1871, il organisa un célèbre siège de la capitale, qui dura 109 jours et mobilisa 40 000 autochtones. Dix ans plus tard, il était capturé par les armées de la colonie et écartelé vif. C'est alors qu'il aurait déclaré une phrase devenue célèbre dans les luttes des peuples autochtones : « Ils me tueront moi, seul, mais demain je reviendrai et nous serons des millions ».

²¹ Bartolina Sisa, femme de Tupaj Katari, mena avec lui la rébellion des Aymaras des hauts-plateaux andins, contre les pouvoirs espagnols. Elle fut prise, elle aussi, par l'armée royaliste et mise à mort. Son action et son image sont demeurées des symboles de la lutte des peuples autochtones, particulièrement pour les femmes. Aujourd'hui, la fédération nationale de femmes paysannes de la Bolivie porte le nom de « Bartolina Sisa ».

²² En 1899, Zárate Willka organisa une nouvelle lutte armée autochtone dans les Andes boliviennes. Opposé à la République, son mouvement revendiquait des terres communautaires et la possibilité de gouverner ces terres.

conjointement (grèves, grèves de la faim, ...) et, en avril 1927, le *Tercer Congreso de Trabajadores en Oruro* (Troisième Congrès des Travailleurs à Oruro) demande l'abolition de la servitude gratuite dans les campagnes ainsi que la nationalisation des mines (Mendoza, 2003).

Le mouvement autochtone, à proprement parler, s'organise également et, en 1941, le pays voit naître le *Sindicato Nacional de Indios* (CSUTCB, 2002), alors qu'en 1947, au *Congreso Minero* (Congrès Minier) de Pulacayo, on réclame « *tierra para los indios y minas para el Estado* » (terre pour les Indiens et mines pour l'État). Aussi, « *La tierra es para quien la trabaja* » (la terre appartient à celui qui la travaille) était le fondement de la *Tesis de Pulacayo* de 1947, mouvement politique qui cherchait à inclure le secteur paysan dans le développement du pays. En 1945, les résolutions du *Primer Congreso Indigenal* (Premier Congrès Indigène) obligent le gouvernement à émettre des décrets afin de supprimer le *pongeaje*²³ et la *mita*, à créer des écoles rurales et à rédiger un code du travail rural (Mendoza, 2003).

C'est dans ce contexte que naît la loi de Réforme agraire qui signale :

« *Se reconoce la organización sindical campesina como medio de defensa de los derechos de sus miembros y de la conservación de las conquistas sociales. Los sindicatos campesinos intervendrán en la ejecución de la reforma agraria. Pueden ser independentistas o afiliarse a organismos centrales*²⁴ » (Art. 132 de la *Ley de Reforma Agraria*, cité dans Mendoza, 2003, p.68)

Ainsi, au moment où intervient la Révolution en 1952, les syndicats agraires émergent et sont reconnus par l'État. C'est donc à partir de ce moment que s'étend et se généralise l'organisation des paysans sous forme de syndicats paysans, regroupés au sein de centrales

²³ En Bolivie, le *pongeaje* est le régime d'exploitation des paysans vivant dans les *haciendas* et travaillant gratuitement pour les grands propriétaires terriens.

²⁴ Sont reconnues les organisations paysannes comme mode de défense des droits de leurs membres et de la conservation de ses conquêtes sociales. Les syndicats paysans interviendront dans l'exécution de la Réforme agraire. Ils peuvent être indépendants ou affiliés à des organismes centraux (traduction libre).

syndicales, généralement provinciales. À la suite d'importantes luttes régionales et internes, ces syndicats ne se constitueront comme fédération, la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia*, que beaucoup plus tard, soit en 1979.

En 2001, la CSUTCB (*Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia*) mentionnait l'existence de 200 centrales organisées et actives, regroupées en fédérations. Elle calculait aussi neuf fédérations départementales, 26 fédérations régionales ou spéciales et quelques-unes nationales, toutes reliées à la CSUTCB (CSUTCB, 2001)

Le mouvement paysan bolivien lutte principalement pour obtenir le contrôle des modalités de production ainsi que la reconnaissance sociale de son identité spécifique. Ce mouvement est composé de paysans présentant des déficits de terres et exigeant suffisamment de terres pour assurer le développement d'une petite agriculture paysanne. Il est important de noter que ce mouvement, à différents moments de l'histoire de la Bolivie, se transforme en un mouvement paysan à contenu ethnique autochtone. En ces moments, il rejoint dans sa lutte les peuples autochtones de Bolivie qui mèneront, en 1990 une longue marche de 30 jours depuis le département du Beni jusqu'au siège du gouvernement à La Paz. En effet, initiée par les ethnies habitant traditionnellement les basses-terres du pays, cette mobilisation verra s'ajouter les autochtones de toute la Bolivie, incluant ceux appartenant aux mouvements paysans. Au moment où intervient cette Marche pour le territoire et la dignité (*Marcha por el Teritorio y la Dignidad*), qui deviendra historique, les mouvements paysans et autochtones sont côte-à-côte, dans une mobilisation sans précédent en ce qui concerne les dernières décennies en Bolivie.

« La actividad de ambos actores sociales se ha constituido en pilar y referente fundamental del movimiento social boliviano a partir de los años 90 rompiendo de esta manera el tradicional protagonismo del movimiento obrero y particularmente minero que caracterizó la práctica social boliviana desde 1952²⁵ » (Patz, 1999, cité dans Mendoza, 2003)

²⁵ L'activité de ces deux secteurs s'est imposée comme référence fondamentale du mouvement social bolivien à partir des années 90, rompant de cette manière avec le modèle traditionnel du mouvement ouvrier, en particulier minier, qui caractérisait la pratique sociale depuis 1952.

Dans la section suivante, nous proposons de nous attarder plus spécifiquement au mouvement autochtone dans l'histoire récente du pays. En effet, depuis le début des années 1990, on assiste en Bolivie à une réaffirmation de l'identité autochtone, menée par le mouvement social autochtone. Cette réaffirmation identitaire est fondamentale pour notre objet d'étude puisqu'elle trouve un écho dans la formation du mouvement des paysans sans-terre ainsi que dans différentes facettes de la vie politique et sociale de la Bolivie (comme on a pu la voir à travers l'élection du président Evo Morales en décembre 2005).

1.4.4 Mouvement autochtone en Bolivie

À la fin des années 1980, alors que les autochtones de l'ensemble de la Bolivie connaissent des conditions de vie précaires, s'organise à Trinidad, en milieu urbain, la *Central de Cabildos Indigenales Mojeños* (Centrale des Conseils autochtones Mojeños). Plusieurs rencontres d'information ainsi que des mobilisations suivront, à l'échelle locale et régionale. En 1990, lors d'une importante réunion de la *Central de Pueblos Indígenas del Beni* (Centrale des peuples indigènes du Beni), sont dénoncées les pratiques des entreprises forestières exploitant les ressources des forêts où vivent plusieurs communautés autochtones de l'*Oriente* bolivien (la région des basses-terres, à l'est du pays), en particulier les *chimanes*²⁶. C'est à ce moment que, en geste de solidarité, 300 indigènes de cette région entament la Marche pour le territoire et la dignité (*Marcha por el Territorio y la Dignidad*). Cette marche a pour but de faire reconnaître les droits des communautés autochtones sur les terres et sur la gestion des ressources naturelles. Au cours des 34 jours de marche pacifique, de nombreux autochtones joignent progressivement les rangs du mouvement. Au moment d'atteindre La Paz, la capitale, ils sont plus de 800. Cette mobilisation des autochtones, provenant d'une des régions les plus isolées et les plus pauvres du pays, aura des répercussions sur l'ensemble de la dynamique liée à la population autochtone en Bolivie.

²⁶ Ethnie autochtone dont les individus habitent présentement la région des basses-terres de Bolivie.

De fait, largement médiatisée et appuyée par la population, cette marche débouche sur la reconnaissance de quatre territoires indigènes selon les principaux éléments qui, plus tard, caractériseront les « terres communautaires d'origine » (TCO's : *Tierras comunitarias de Origen*) qui seront enchâssées dans la loi de la réforme agraire (Loi 1715). La marche sert aussi d'élément déclencheur à la mise en place de la seconde réforme agraire que connaîtra le pays en 1996. De plus, après la dénonciation publique et la marche pacifique, les entreprises exploitant les forêts du territoire des Chimanes se voient dans l'obligation de mettre un terme à leurs activités d'extraction. Pour terminer, la Marche pour le territoire et la dignité est une manifestation multiculturelle, puisqu'elle aura l'effet de réunir les autochtones de l'Orient et de l'Occident²⁷ que l'on qualifie comme les deux mondes boliviens.

La rencontre de ces deux mondes se produit dans le cadre d'un processus d'organisation à l'échelle nationale. Bien que les différentes régions possèdent chacune leur propre structure d'organisation, plusieurs événements ont contribué à faire converger leurs efforts et leurs luttes. C'est le cas de la Guerre du Gaz et d'*Octubre Negro*. Bien entendu, ces mobilisations où – en plus des mouvements dits autochtones se trouvaient aussi différents autres mouvements (paysans, femmes, mineurs, etc.) – ont largement contribué à ébranler le pouvoir établi et à effriter le « pacte démocratique » (De La Fuente, 2005) établi jusqu'ici entre les principaux partis de droite se partageant le pouvoir.

Dans ce pays, comprenant une population à 62 % autochtone²⁸, les difficultés auxquelles font face les indigènes pour l'accès à la terre traduisent, encore aujourd'hui, les inégalités sociales

²⁷ En Bolivie, *Oriente* (Orient) est la région des basses-terres tandis que *Occidente* (Occident) représente la région des hauts-plateaux.

²⁸ Cette statistique varie selon les sources (de 60 à 85 %), surtout en fonction de la définition que l'on a du mot « autochtone ». Selon le dernier recensement en Bolivie (2001), la part de la population s'identifiant à l'une des ethnies autochtones du pays équivaut à 62 % (INE). Cette statistique (par auto-identification) est contestée notamment parce qu'elle comprend un aspect fortement subjectif. En effet, « l'auto identification », lors du dernier recensement, peut avoir été biaisé par la subjectivité associée à l'identité ethnique dans le cas bolivien. En 2001, il est encore mal vu dans le pays d'appartenir à l'une des ethnies qui composent le paysage et mieux vaut s'auto-identifier « *criollo* » (metis) que « *indigena* » (autochtone). Mentionnons que, dans la littérature, les estimations concernant la population autochtone en Bolivie vont de 60 % à 85 %. Dans notre recherche, nous utiliserons les chiffres officiels en soulignant, toutefois, leur aspect subjectif et, possiblement, conservateur. En outre, ces chiffres ne tiennent compte que de la population ayant plus de 15 ans au moment du recensement.

et l'exclusion vécues quotidiennement. Par exemple, dans les années 1950, le gouvernement bolivien déclare la région de l'*Oriente* « un espace vide que la nation doit conquérir » sans prendre en considération les populations autochtones qui y vivent, alors que dans la législation bolivienne, les peuples indigènes qui habitent les forêts sont considérés comme des « groupes qui se retrouvent à l'état sauvage et possèdent des organisations primitives » et pour cela ils doivent demeurer « sous la protection de l'État²⁹ ».

Depuis la promulgation de la réforme agraire (Loi 1715) de 1996, à la suite de la mobilisation des autochtones de l'*Oriente*, le gouvernement bolivien a entamé le processus d'octroi des Terres communautaires d'origine³⁰. Toutefois, bien que l'État ait entrepris le processus d'attribution des territoires aux autochtones et que ces populations n'aient jamais possédé autant de terres, la territorialité indigène de l'*Oriente* n'a, cependant, jamais été aussi restreinte. Ce qui a été mis en place semble plutôt correspondre à la légalisation d'expropriations des terres autochtones. En effet, les terres qui leur sont attribuées ne correspondent que très partiellement aux espaces qui relevaient de leur propre territorialité. Ainsi, selon le modèle de développement qui prévaut en Amérique latine, il est plus rentable de promouvoir l'exploitation des ressources naturelles que d'octroyer des terres aux indigènes, habitants ancestraux, considérés peu rentables puisque n'étant d'aucun apport à l'économie nationale. Bien qu'il ait ratifié la Convention 169 de l'OIT puis entériné le principe de territoires indigènes, le gouvernement bolivien recule dans la concession de terres aux autochtones. Ainsi, il facilite l'appropriation des espaces occupés par les indigènes et de leurs ressources par des latifundistes et des entreprises. De surcroît, il favorise l'octroi de terres à des entreprises privées qui opèrent sur le marché mondial. La bataille légale pour faire valoir les droits indigènes face aux concessions forestières et aux propriétaires agricoles se poursuit donc.

²⁹ Ley de Reforma Agraria (loi de Réforme agraire) article 129.

³⁰ Selon cette loi, celles-ci correspondent aux espaces géographiques constituant l'habitat des peuples et des communautés indigènes et natives, espaces auxquels elles ont traditionnellement eu accès et où elles maintiennent et développent leurs propres formes d'organisations économiques, sociales et culturelles, de manière à assurer leur survie et leur développement. Sur ces espaces, sont garantis les droits des peuples et communautés indigènes et natives sur leurs terres communautaires d'origine, tenant compte des implications économiques, sociales et culturelles de même que de la jouissance et du développement durable des ressources naturelles renouvelables (Loi 1715, article 4).

En ce sens, les revendications des autochtones de l'Orient bolivien concernent des éléments diversifiés et tout aussi essentiels que l'accès à la terre, la culture, les droits de la personne, la santé et l'éducation. Le principal enjeu concerne cependant la lutte pour la mise en place de la définition du territoire approuvée par la Loi 1715, ainsi que la lutte pour le contrôle des richesses se trouvant sur ses territoires.

Dans cette perspective, les revendications du mouvement autochtone touchent quatre aspects généraux. D'abord, elles touchent à la reconnaissance légale des territoires indigènes et des terres communautaires. Ensuite, au niveau politique, elles concernent la reconnaissance légale des organisations et des autorités traditionnelles indigènes, ainsi que la prise en compte de la citoyenneté des autochtones sur le plan national. Au niveau économique, ces revendications touchent la gestion des ressources se trouvant sur leurs terres et territoires. Finalement, au niveau culturel, les autochtones réclament le respect de leurs cultures et de leurs différences.

1.5 Histoire récente des mouvements sociaux en Bolivie

Considérant l'importance des soulèvements des dernières années dans le pays, nous croyons important de rappeler ici certains aspects de l'histoire récente des mouvements sociaux en Bolivie. Dans certains cas, ils sont devenus des exemples d'affirmation citoyenne face aux applications de politiques néolibérales (la Guerre de l'eau de Cochabamba, en 2000), dans d'autres, ils ont participé activement à la chute de gouvernements – eux aussi – néolibéraux au profit d'un gouvernement de gauche et autochtone.

Au cours des années 1980, la Bolivie fait face à une importante crise économique qui résulte de la chute des cours des minerais, un des principaux secteurs d'activités du pays, et de l'imposition, en 1985, d'un programme d'ajustement structurel par le Fonds monétaire international, qui a eu pour principal effet la privatisation (nommée « *capitalización* ») des entreprises d'État. Cette mesure a des effets catastrophiques dans différents secteurs économiques : le secteur ferroviaire s'effondre, l'extraction et l'industrie minières périssent,

les taux d'intérêts connaissent une hausse vertigineuse, affectant les crédits aux agriculteurs (Langlois, 2003). Au pire de la crise, le chômage atteint des sommets records de 80 %, provoquant un appauvrissement général de l'ensemble de la population et une augmentation massive du secteur informel. Tout ceci entraîne une migration massive des populations des hauts-plateaux de l'Ouest du pays (nommées *Occidente*) vers les basses-terres de l'Est (nommées *Oriente*), à la recherche de nouveaux modes de subsistance et de terres à cultiver.

Depuis l'année 2000, les mouvements sociaux boliviens ont été fort nombreux à se soulever contre des politiques néolibérales. En l'an 2000, la Guerre de l'eau (*Guerra del Agua*) à Cochabamba, mettait en scène plusieurs milliers de manifestants bloquant complètement la ville – comme dans les maquis – afin d'empêcher la privatisation de l'eau au profit d'une multinationale, la Bechtel (Melançon, 2005). À travers le monde, cet événement a fait couler beaucoup d'encre et est aujourd'hui largement cité comme exemple de la force de mobilisation et d'action des mouvements sociaux de Bolivie et d'ailleurs.

Non seulement les problèmes fiscaux du pays n'ont pas été résolus, mais en fait, ils se sont accrus avec l'application du modèle néo-libéral. Ce sont ces problèmes qui sont à la source des conflits sociaux très durs des dernières années : la « guerre » de l'eau à Cochabamba en 2000, suite au contrat signé avec la Bechtel ; les occupations de propriétés par les « sin-tierra » ; l'opposition à l'éradication forcée de la feuille de coca dans la région de Yungas, mais surtout dans celle du Chapare ; l'opposition en février 2003 à un système d'impôts exigé par le FMI pour faire face au déficit fiscal, mais conçu par le gouvernement pour les seuls salariés... (Langlois, 2003)

À la Guerre de l'eau ont succédé d'autres soulèvements qui ont culminé avec la Guerre du Gaz (*Guerra del Gaz*) en octobre 2003. Le centre névralgique de cet événement, surnommé aussi *Octubre Negro* (Octobre Noir), s'est concentré principalement dans les villes d'El Alto et de La Paz, mais a eu des répercussions dans toutes les régions du pays. Reprochant au président du pays, Gonzalo Sánchez de Lozada, de ne représenter que les intérêts des multinationales et d'une infime minorité plus nantie de la société, le mouvement est parvenu à obtenir sa destitution et son expulsion du pays, à la suite à un affrontement entre la population civile et les forces de l'ordre, survenu à El Alto et faisant une cinquantaine de morts parmi la population civile.

C'est alors que, en accord avec la constitution bolivienne, le vice-président Carlos Mesa a été désigné président. Ce président s'était engagé à atteindre trois principaux objectifs : réaliser un référendum sur la politique du gaz, abroger ou modifier la loi sur les hydrocarbures (décrétée par le précédent président, Sánchez de Lozada) en fonction des résultats de la consultation populaire et convoquer une Assemblée constituante. Hormis le référendum tenu le 18 juillet 2004 concernant la nationalisation du gaz, le gouvernement bolivien a tardé à répondre aux autres exigences. Les mobilisations se sont de nouveau amplifiées à travers tout le pays, faisant dire à Mesa, en mai 2005, que ce pays est « ingouvernable », avant de remettre sa démission de ses fonctions présidentielles.

Aux mobilisations sans précédents de la région des hauts-plateaux et des vallées intermédiaires³¹ du pays, s'ajoutent alors les velléités autonomistes de la région de Santa Cruz de la Sierra. Cette ville, située au centre de la région de l'*Oriente*, a connu un essor impressionnant profitant de sa position économique confortable³² et de la découverte d'importants gisements de gaz naturel. Le Comité civique de cette municipalité et les élites de cette région critiquent alors vertement la centralisation des pouvoirs à La Paz, la capitale, et appellent à une « refondation » du pays (Langlois, 2003). Cette situation contribue en outre à mettre au jour les conflits sociaux et ethniques du pays. En effet, la région de l'*Occidente*, et particulièrement El Alto, la banlieue pauvre de La Paz, abrite une population largement autochtone (Quechua et Aymara) tandis que dans l'*Oriente* l'ensemble de l'économie est aux mains d'une oligarchie blanche et créole. D'un côté, les autochtones des hauts-plateaux souhaitent que les retombées économiques de l'exploitation des gisements de gaz naturel profitent à l'ensemble du pays, alors que l'élite blanche des basses-terres s'oppose à la nationalisation du gaz et souhaite conserver, pour sa région, les avantages de cette ressource.

³¹ On appelle vallées intermédiaires ou tropicales, les vallées situées entre la région des hauts-plateaux et des basses-terres du pays. Ces zones tropicales, faisant la transition entre les régions arides des Andes, à l'ouest, et le plateau humide de l'Amazonie et du Chaco, à l'est, abritent la ville de Cochabamba ainsi que la région du Chapare, connue pour la culture de la feuille de coca.

³² Située au centre du pays, profitant des voies de transport principales et de terres fertiles permettant l'agriculture et l'élevage bovin.

La « crise du gaz » d'octobre 2003, la dernière en date d'une série depuis quelques années, prend sa source en partie dans l'impuissance des gouvernements successifs à planifier, dans l'intérêt général de tout le pays, l'exploitation des riches gisements de gaz naturel bolivien (les plus importants en Amérique latine après ceux du Venezuela). (Langlois, 2003, p.3)

Carlos Mesa était remplacé par Eduardo Rodríguez Veltzé, le 9 juin 2005. Sa principale tâche consistera à mener le pays vers les élections présidentielles espérées depuis longtemps par une grande partie des mouvements sociaux du pays. Comme résultat des élections, tenues le 18 décembre 2005, Evo Morales, ancien dirigeant des producteurs de la feuille de coca, ennemi public numéro un de ce qu'il appelle les « intérêts hégémoniques étasuniens et internationaux », devient le premier président autochtone du pays. Parmi ses premières actions à la tête du gouvernement, retenons ici la promulgation de la nationalisation des hydrocarbures le 1^{er} mai 2006.

Les relations qu'ont entretenues jusqu'ici Evo Morales et les mouvements sociaux du pays mettent bien en lumière celles qu'entretiennent les « nouveaux mouvements sociaux » latino-américains avec le domaine politique. En effet, si Morales est porté aux nues par les mouvements sociaux, ceux-ci insistent sur le fait que son parti, le Mouvement pour le socialisme (*Movimiento al Socialismo* - MAS) est et demeurera un instrument politique (*instrumento político*). Mentionnons cependant que les représentants de ce nouveau parti, né en 1995, sont choisis par les bases plutôt que nommés par le parti, comme cela se fait dans les partis traditionnels. En outre, il est fréquent en Bolivie d'entendre les gens des mouvements sociaux et de la base affirmer : « le MAS est au peuple » (*el MAS es del pueblo*).

Au cours de ce chapitre, nous avons pu voir le contexte général dans lequel s'insère notre objet d'étude : la globalisation, teintée de politiques néolibérales, se soldant par l'approfondissement du fossé existant entre les populations riches et pauvres. En Amérique latine, les impacts de cette globalisation économique ont été particulièrement importants et le nombre d'exclus a augmenté considérablement au cours des dernières décennies. C'est dans ce contexte que sont apparus les nouveaux mouvements sociaux, tel le mouvement des paysans sans-terre brésilien. Ce mouvement, ainsi que les mouvements autochtones et paysans boliviens, sont particulièrement significatifs pour notre objet d'étude qui puise dans ces sources son inspiration. Les luttes sociales récentes qui ont remué le pays apportent aussi un nouvel éclairage sur la situation actuelle des mouvements sociaux de la Bolivie. Dans le chapitre qui suit, nous brosserons le tableau de la situation agraire en Bolivie, en jetant notre regard sur les inégalités qu'elle a engendrées. Nous décrirons les deux processus de réforme agraire qui ont bouleversé la répartition de la terre dans le pays avant de décrire en détail la formation du Mouvement des sans-terre bolivien.

CHAPITRE II

LA BOLIVIE AGRAIRE ET SON CONTEXTE SOCIAL : CADRE DE L'ÉMERGENCE DU MST

Le problème du « manque » de terre n'a paradoxalement pas de frontière en Amérique latine. En effet, en dépit d'une superficie en apparence presque illimitée, ce vaste continent, sans pression démographique majeure, est le théâtre de luttes pour obtenir de petites parcelles de terres. Cet état de fait ne concerne pas que le mouvement des sans-terre bolivien, notre objet d'étude. De nombreux autres acteurs sociaux se trouvent mêlés à ces luttes, comme c'est le cas par exemple des autochtones, qui revendiquent le territoire, ainsi que des paysans.

L'apparition d'un mouvement de paysans « sans-terre » dans la province du Gran Chaco dès l'année 2000 ouvre le débat sur la question de l'inéquitable structure agraire en Bolivie et soulève, sous un aspect nouveau, la nécessité de changements dans la propriété foncière. Ce pays n'est pas le seul à faire face à ces problèmes puisque, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, depuis les années 1980, l'apparition du Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre du Brésil (*Movimento dos trabalhadores rurais sem terra*) a suscité un regain d'intérêt pour la question agraire. « En effet, les assassinats et la violence de certains propriétaires à l'égard des paysans, ou de toute personne soutenant leur action, émeuvent la communauté internationale et l'opinion publique nationale, alors même qu'il s'agit d'un problème séculaire. » (Raes, 2001, p.63).

En Bolivie, c'est à partir de la naissance de ce mouvement social et de la première occupation de terre, le 20 avril 2000, par un groupe de paysans s'affichant comme « sans-terre », que débute la remise en question de la structure foncière. Celles-ci ont trait surtout à l'application de la réforme agraire de l'*Instituto Nacional de Reforma Agraria* (INRA) dans la province du Gran Chaco. Jusqu'à ce que surgisse ce nouveau mouvement social, on parlait beaucoup moins des conflits pour la terre dans cette région, malgré les différentes

revendications des groupes autochtones. D'ailleurs, on s'est habitué à qualifier les autochtones originaires de la région (principalement Guaranis, Tapietes et Weenheyek) de « peuples pacifiques » même s'ils se trouvent bien souvent, encore de nos jours, dans des situations de surexploitation sociale (de *peones*) et que la terre leur est quasi inaccessible.

Jusqu'ici, les luttes pour la terre, que menaient les populations autochtones et paysannes, ont été entreprises surtout dans les hauts-plateaux ainsi que dans les basses-terres du nord du pays. La région du Chaco, plus au Sud, semblait particulièrement perméable à ses soubresauts. Elle se réveille brutalement au début du 21^e siècle alors que les luttes font déjà des victimes et les conflits se trouvent rapidement (dès novembre 2001) sur les pages frontispices des journaux nationaux et continentaux.

Dans ce chapitre, nous résumerons l'enjeu agraire en Bolivie. D'abord, nous présenterons l'histoire de la structure agraire dans le pays, en nous attardant particulièrement au contexte plus récent, celui qui a suivi la Réforme agraire de 1953, puis l'instauration de la loi INRA (*Instituto Nacional de Reforma Agraria*) de 1996. Il est en effet primordial de comprendre que la Bolivie a connu, depuis la Révolution de 1952, deux processus de réforme agraire, qui ont, toutes deux, plus ou moins été appliquées. Ensuite, nous aborderons la naissance du mouvement des sans-terre dans la province du Gran Chaco bolivien, afin d'illustrer l'émergence et la portée de ce mouvement social dont l'ancrage est nettement territorial.

2.1. De la colonisation à la Réforme agraire de 1953

Le problème de la répartition inégale des terres en Bolivie trouve son origine dans un ensemble de choix politiques et économiques effectués depuis la colonisation européenne. En effet, c'est alors que s'installent dans la majorité des régions d'Amérique latine les premières formes de *latifundios* ou grands domaines terriens, laissant peu de place aux populations locales et contribuant, très souvent, à les expulser des terres sur lesquelles elles étaient installées et sur lesquelles elles développaient leurs propres formes d'occupations et d'économies.

Entre la colonisation et la Réforme agraire de 1953, seuls les propriétaires terriens appartenant aux élites du pays possèdent des droits légaux sur les terres. Dans cette structure, coexistent plusieurs types de relations productives. En premier lieu, on trouve la prévalence d'un système productif basé sur la rente du travail, c'est-à-dire un système féodal appliqué sur la majorité des *haciendas*. En second lieu, existent des relations productives de coopération basées sur une combinaison de propriétés privées et collectives de la terre dans les communautés autochtones. En troisième lieu, nous trouvons une économie basée sur la force de travail familiale dans les petites propriétés de producteurs. Finalement, nous rencontrons des relations productives de transition, comme, par exemple, un système de location de terres, qui font progressivement accéder une partie de la population au marché des terres (Paz, 1989).

2.1.1 La Réforme agraire de 1953

Sur l'ensemble du continent latino-américain, les années 1950 ouvrent la voie à un certain nombre de tentatives, plus ou moins réussies, de réforme agraire. En Bolivie, c'est par le décret 3464, promulgué le 2 août 1953, qu'entre en fonction la première réforme agraire sous la présidence de Victor Paz Estenssoro. Scandant le slogan : *la tierra es de quien la trabaja* (la terre appartient à celui qui la travaille)³³, cette réforme s'inspire des courants révolutionnaires qui ont pris naissance au début du 20^e siècle au Mexique.

La Réforme agraire de 1953 intervient à la suite des pressions exercées par les secteurs sociaux miniers et paysans. En effet, ces populations souhaitent voir l'élimination du *pongeaje* et l'instauration de la liberté des paysans afin d'en finir avec l'état de servitude dans lequel ils se retrouvent et permettre leur organisation en syndicats. La marginalisation du paysan est alors évidente : selon le recensement de 1950, 75 % de la terre du pays se trouve entre les mains de 4,5 % de propriétaires, ce qui illustre l'importance de la concentration agraire et du *latifundio* (Mendoza, 2002).

³³ Ce slogan est inspiré de la Révolution mexicaine du début du 20^e siècle (1910-1920).

Au moment où elle intervient, la *Reforma Agraria* a pour principaux objectifs l'élimination du *latifundio* et la redistribution des terres, l'abolition de la servitude paysanne ainsi que l'allocation de terres aux paysans qui n'y ont pas accès, à travers des politiques de colonisation. Sur le plan économique, le gouvernement vise l'augmentation de la production agricole à travers le développement d'une industrie agricole, de même que l'augmentation du marché interne et la viabilisation de l'industrialisation du pays (Urquidi, 1976).

Tableau 2.1

Redistribution de la terre entre 1953 et 1992, selon le type de propriétés

Types de propriétaires	Nb de titres	% de titres	Nb d'hectares	% d'hectares
Petites propriétés (petits paysans)	472 624	72,4 %	21 181 292	48 %
Moyennes propriétés et entreprises agricoles	180 171	27,6 %	23 000 000	52 %
Total	652 795	100 %	44 181 292	100 %

Sources : Adaptation d'un tableau de Mendoza, 2003, p. 40 (traduction libre) et de données de l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE, 1997).

Afin d'atteindre ses buts, le gouvernement se donne comme objectif d'allouer des terres aux paysans en expropriant des latifundistes ainsi que d'octroyer aux communautés autochtones les terres qui leur ont été usurpées. Il vise aussi à éradiquer le *pongeaje* afin de libérer les paysans de leur condition de servitude et d'augmenter le marché interne, permettant ainsi l'industrialisation du pays.

La *Reforma Agraria* contribue à modifier la structure foncière traditionnelle et obtient d'importants résultats, principalement dans les zones des hauts-plateaux et des vallées. Ainsi, selon l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE) de Bolivie, 44 millions d'hectares de terre ont été octroyés à des paysans entre 1953 et 1992.

Cependant, l'organisation nationale regroupant les paysans, la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB) considère que la distribution des meilleures terres s'effectue invariablement en faveur des patrons (d'*haciendas*) ou de familles

non paysannes, c'est-à-dire à l'oligarchie nationale, au détriment des paysans. D'un autre côté, dans de nombreux cas, les paysans se voient remettre des titres de propriétés provisoires. Avec le temps, ces titres perdent leur valeur puisqu'un grand nombre de paysans ne poursuivent pas les démarches nécessaires afin d'accréditer leur droit de propriété sur les terres, cela en raison de leur méconnaissance des lois et des procédures ou encore par manque de ressources économiques³⁴ (CSUTCB, 2001).

Tableau 2.2

Distribution de la terre en Bolivie en 1985

Types de propriétés	nb d'hectares	% de la superficie du pays
40 000 moyennes et grandes entreprises et propriétés terriennes	32 000 000 d'hectares	29.6 %
550 000 petites propriétés terriennes (minifundistes)	4 000 000 d'hectares	3.7 %
Forêts, lacs, rivières et superficies ne servant ni à l'agriculture ni à l'élevage	72 000 000 d'hectares	66.6 %
Total	108 000 000 d'hectares	100 %

Source : Miguel Urioste (1985)

Le tableau 2.2 rend compte de la division de la superficie de la terre lors du recensement agricole effectué en 1985. Les 550 000 petites propriétés terriennes concentraient alors quatre millions d'hectares, ce qui constituait moins de 4 % des terres totales de la Bolivie. Malgré qu'elles soient significativement moins nombreuses, les 40 000 moyennes et grandes propriétés ou entreprises possédaient alors 32 millions d'hectares, c'est-à-dire plus de 29 % des terres totales de la Bolivie.

Ainsi, malgré plusieurs années de réforme agraire, la distribution de la terre demeure alors encore largement inéquitable et la pauvreté rurale s'accroît. Les problèmes centraux sont le

³⁴ Les règles sont souvent compliquées de plusieurs étapes ou conditions, contribuant à restreindre le nombre de paysans réellement bénéficiaires de titres de propriétés agraires.

minifundio ³⁵ et la difficulté d'accès à la terre pour un grand nombre de paysans. En effet, malgré quelques octrois de terres par l'État, les paysans n'ont toutefois pas accès à des outils de production efficaces ainsi qu'à du financement (crédit) qui leur aurait permis de faire entrer leur production dans l'économie marchande et de travailler la terre avec de meilleurs résultats. La dégradation des terres achève de faire entrer l'agriculture paysanne dans un cycle de pauvreté endémique. Tout cela a un impact important sur l'économie nationale puisque la population du pays vit essentiellement dans la zone rurale. Ainsi, de nombreux paysans se voient contraints d'abandonner leurs terres et leurs communes d'origine et augmentent les rangs désormais incontrôlables des chômeurs et commerçants ambulants dans les grandes villes du pays.

De surcroît, la mauvaise planification et le manque de suivi gouvernemental ont contribué à diminuer l'impact de la Réforme agraire de 1953. Après quarante ans d'application, la crise s'accroît. Les problèmes les plus criants apparaissent désormais dans la structure polarisée entre *latifundio* et *minifundio*, l'insécurité juridique, la corruption institutionnelle, la dégradation et le marché illégal des terres. En effet, tandis que les grands propriétaires terriens ont profité de la réforme pour consolider le *latifundio* à l'est du pays, l'extrême parcellisation des terres dans les hauts-plateaux provoque l'apparition du *minifundio* dans toute la zone andine. En outre, la corruption endémique à l'intérieur même des institutions publiques, tel le *Consejo Nacional de Reforma Agraria* (Conseil national de réforme agraire), mine le processus agraire. L'iniquité dans la répartition de la terre est telle que 24 % des bénéficiaires d'allocations de terre dans le pays reçoivent les titres de propriété de plus de 50 % des superficies de terre (Mendoza, 2002).

³⁵ Comparativement au *latifundio*, où les superficies de terres sont considérables, le *minifundio* consiste en la division extrême des superficies de terres, rendant celles-ci indisponibles ou insuffisantes pour les nouvelles générations. Dans la région des hauts-plateaux de la Bolivie, au sein des ethnies Quechuas et Aymaras, les terres familiales sont généralement distribuées entre les fils (patrilinéaire).

« Actualmente lo que tenemos en su conjunto es resultante de los tres procesos de desarrollo capitalista : el emergente de la reforma agraria, el de la colonización de tierras tropicales y semitropicales por productos directos y del desarrollo capitalista basado en la gran propiedad. Esto puede ser comprendido distinguiendo dos modos de producción coexistentes en el agro : el capitalista y del régimen de producción parcelario... » (Paz, 1989 : 130).

Les problèmes engendrés, notamment au niveau du développement rural ainsi que de l'insécurité juridique des droits agraires, constituent un terreau fertile pour l'apparition de tensions sociales. La Réforme agraire de 1953 s'est donc soldée par un échec, du moins en regard des objectifs qui l'avaient motivée.

2.1.2 La Réforme agraire de 1953 dans la province du Gran Chaco

La province du Gran Chaco, illustre cet échec, car loin d'atteindre les résultats escomptés, la Réforme agraire de 1953 a plutôt contribué à la consolidation des grandes propriétés foncières, dédiées surtout à l'élevage bovin. Selon un recensement datant de 1984, il existait à cette date dans le Gran Chaco seulement 369 propriétés sur une extension territoriale de 17 420 km² (INE). D'autre part, l'existence de grandes extensions de terres abandonnées affecte les populations paysannes et autochtones, en contribuant à restreindre l'accès à la terre ainsi qu'en favorisant le marché spéculatif. En effet, dans les zones orientales du pays, la pratique de manière extensive de l'élevage bovin explique l'appropriation de grandes extensions de terres par les grands propriétaires terriens (Mendoza, 2003). Dans le Chaco, une zone caractéristique de l'élevage bovin, la réforme permet la possession de cinq hectares de terre par tête de bétail. Il en résulte que dans la majorité des cas, un paysans ou un autochtone dispose de moins de terre que ce qui est concédé aux éleveurs bovins pour chaque vache possédée. Largement acceptée par les autorités agraires et régionales, cette situation ajoute au climat conflictuel tandis que les populations autochtones et paysannes proclament *« Mas vale ser vaca »* (Mieux vaut être une vache) lors de leurs manifestations.

De surcroît, l'État a fait cadeau de titres de propriétés terriennes à des militaires et des politiciens ayant pris part à la Guerre du Chaco (1932 à 1935). Les bénéficiaires n'habitent généralement pas ces superficies, qu'ils laissent souvent à l'abandon. Qui plus est, dans l'octroi de ces « cadeaux », l'État n'a généralement pas tenu compte des populations autochtones installées sur ces terres (entrevue n° 16). De leur côté, peu de paysans et d'autochtones font valoir leurs droits alors qu'ils demeurent encore profondément liés aux grands propriétaires terriens et sont engagés (*apatronados*) par ceux-ci. La condition de *peón*, *mediero* et *vaquero*³⁶ leur apporte un petit lot de terrain permettant d'ériger leur *pahuichis*³⁷ et d'installer un petit jardin pour le développement d'une agriculture de subsistance. Ainsi, dans le Gran Chaco, les grands propriétaires fonciers basent leur développement économique sur l'exploitation gratuite du travail des paysans et des autochtones. Ce que l'on retrouve encore jusqu'à ce jour.

2.1.3 Les colonisations spontanées

Finalement, la Réforme agraire dans la province du Gran Chaco laisse la terre divisée en fonds appartenant à de grands propriétaires terriens, qui les transforment en propriétés *ganaderas*, tandis que d'autres propriétés sont louées aux populations paysannes et autochtones. L'extension moyenne des propriétés varie selon les types de propriétés.

Comme le montre le tableau 2.3, concernant les types de propriétés et les superficies moyennes de la terre, la loi de *Reforma Agraria* contribue à la division des terres selon le type de propriétés. Les petites propriétés peuvent mesurer jusqu'à 80 hectares, les propriétés moyennes jusqu'à 600 et les entreprises agricoles environ 2000. Selon la loi, cette dotation de terres est conditionnelle à l'existence de terres suffisantes.

³⁶ *Peón*, *mediero* et *vaquero* sont des termes utilisés en Bolivie pour nommer les travailleurs agricoles des *haciendas* et *latifundios*. Ces travailleurs ne reçoivent généralement pas de salaire en échange de leur travail, ce qui explique pourquoi les Boliviens comparent cette condition à de l'esclavage. Ils ont cependant le droit de s'établir sur les terres de leur patron et d'y développer une agriculture de subsistance, ce qui permet la comparaison avec le féodalisme.

³⁷ Mot utilisé dans la partie orientale de la Bolivie, *pahuichi* désigne le type d'habitation précaire construite de bois et de paille, habitée par les populations traditionnelles, paysannes et autochtones.

Tableau 2.3

Types de propriétés et superficies moyennes de la terre

Types de propriétés	Superficie moyenne
Petite propriété (<i>Pequeña propiedad</i>)	80 hectares
Propriété moyenne (<i>Mediana propiedad</i>)	600 hectares
Entreprise agricole (<i>Empresa Agrícola</i>)	2000 hectares
Petite propriété d'élevage bovin (<i>Propiedad ganadera pequeña</i>)	500 hectares
Moyenne propriété d'élevage bovin (<i>Propiedad ganadera mediana</i>)	2500 hectares
Grande entreprise d'élevage bovin (<i>Gran empresa ganadera</i>)	Jusqu'à 50 000 hectares

Source : Mendoza, 2003, p. 46 (traduction libre)

En outre, si l'on se réfère exclusivement aux propriétés destinées à l'élevage bovin, (selon l'article 21 de la loi de *Reforma Agraria*), une petite propriété peut profiter d'une extension de 500 hectares, une propriété moyenne de 2500 hectares et une grande entreprise *ganadera* peut posséder jusqu'à 50 000 hectares si elle totalise 10 000 têtes de bétail. Cette division de la terre est à la base d'une structure sociale très inégale, comme le montre le tableau 2.4.

Comme nous l'avons vu précédemment, la *Reforma Agraria* de 1953 a eu d'importantes conséquences sur la structure foncière. Dans la région des hauts-plateaux boliviens elle a contribué à la parcellisation des terres, ce que l'on nomme ici le *minifundio*. Jusqu'ici héritées par les fils, les terres ne sont désormais plus suffisantes pour les générations dans le besoin. Endémique dans la zone andine, cette situation force la migration d'un nombre massif de familles, surtout au milieu des années 1980, au moment où interviennent la chute des cours miniers et l'application du programme d'ajustement structurel (PAS) imposée par le Fonds monétaire international, dont on a parlé précédemment. En effet, la conjonction de ces facteurs provoque la mise au chômage d'une majorité de la population, alors employée dans l'industrie minière, et impose des changements économiques importants. Les familles, tout à coup sans emploi en plus d'être sans-terre, migrent vers les régions des basses-terres, là où les terres apparaissent plus disponibles et les conditions économiques semblent meilleures.

Tableau 2.4

Types de propriétaires de terres en Bolivie après la réforme agraire de 1953 et avant celle de 1996

Types de propriétaires	Caractéristiques	Demandes
Autochtones des basses-terres	La population autochtone atteint un total de 154 996 individus, ignorés de manière systématique par les politiques publiques, incluant celle liée à l'accès à la terre. Ces populations sont nouvellement prises en compte depuis la signature, par la Bolivie, de la Convention 169 (en 1991).	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution de territoires autochtones, avec des titres de propriété communautaire assurant un droit exclusif pour l'usage des ressources naturelles de ces mêmes territoires ; - Autonomie de gestion politique et administrative (tel qu'inclus dans la Convention 169 de l'OIT).
Autochtones et paysans des hauts-plateaux et des vallées subtropicales du pays	<p>Population majoritairement Quechua et Aymara constituée par de petits propriétaires de parcelles de terres. Ils sont principalement organisés en syndicat et <i>ayllus</i>.</p> <p>Ce secteur, majoritaire dans le pays, est le protagoniste principal de la <i>Reforma Agraria</i> de 1953. Il possède une forte tradition syndicale et une influence politique des organisations de paysans producteurs de feuilles de coca.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Plus grand accès aux ressources agraires et à une combinaison de formes de propriétés communautaires et familiales (les deux privés) ; - Accès gratuit aux nouvelles terres, spécialement dans les zones d'expansion de la frontière agricole, dans la partie orientale du pays ; - Rejet ouvert face au marché des terres ; - Redistribution des superficies de type latifundiste improductive de l'Orient aux paysans sans-terre ou ne la possédant pas de manière suffisante.
Latifundistes, propriétaires de terres improductives	Secteur chapeauté par les organisations de producteurs et les mouvements civiques (régionaux), possédant de grand pouvoir de négociation politique.	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité immédiate de leurs droits de propriété à travers une disposition légale qui reconnaît automatiquement leurs titres de propriétés obtenus par la <i>Reforma Agraria</i> ; - Le passage du droit de propriété plein au droit de propriété absolu ; - L'élimination de prérogatives de l'État pour la réversion et l'expropriation ; - Le rejet de toute forme d'impôt sur la propriété de la terre.

Sources : Traduction libre d'un tableau élaboré par Mendoza (Mendoza, 2002) à partir des données présentées par Miguel Urioste et Diego Pacheco, membres de la Fundación Tierra (Bolivia : *Mercado de Tierra en un nuevo contexto*, <http://www.ftierra.org/ftierra1104/publicaciones/mdotierr1.pdf>)

Parallèlement, à partir de 1970 se produisent dans la province du Gran Chaco les premières colonisations spontanées de populations en provenance des hauts-plateaux et apportant avec elles leurs propres formes organisationnelles. Ces migrations ont comme conséquence la formation des premières communautés paysannes dans la région. Avec les années, les nouvelles communautés prennent de l'expansion. Puis, ces paysans prennent graduellement conscience de l'accès inéquitable à la terre et s'organisent progressivement sur une base communautaire, notamment au sein de syndicats paysans. D'ailleurs, la forme syndicale est un des principaux traits de leur mode d'organisation (entrevue n° 16), ce qui les distingue des populations autochtones originaires de la région. C'est aussi en raison de cette tradition syndicale très forte que leurs modes de lutte s'avèrent plus « agressifs » (telles les occupations de terres qui viendront plus tard) que ceux des autres groupes autochtones de la région (entrevue n° 16). Au cours de leurs premières années dans le Gran Chaco, différentes stratégies d'occupation sont observées chez ces populations. Un certain nombre d'entre elles vont s'agglutiner autour des principales villes de la région (principalement Yacuiba et Villa-Montes), contribuant à l'augmentation de la densité de population des zones périurbaines (entrevue n° 16). Elles y vivent surtout du commerce informel. Une proportion plus réduite de ces populations migrantes puise sa subsistance dans différents types de travaux ruraux à la solde de grands propriétaires terriens de la région ou d'entreprises forestières (entrevue n° 10).

2.1.4 La Marche pour le territoire et la dignité de 1990

Aux cours des années 1980 et 1990, d'importantes manifestations autochtones remettent la question agraire sur la sellette, en Bolivie. Tel que nous l'avons mentionné précédemment, l'événement le plus marquant constitue l'historique Marche pour le territoire et la dignité (*Marcha por el Teritorio y la Dignidad*). Cette importante manifestation débute dans le Département du Beni, au nord-est du pays, dans la petite localité de San Ignacio de Moxos, à la suite d'un conflit ayant pris racine dans un territoire autochtone. En effet, les populations autochtones de la région décident d'intervenir afin de dénoncer l'importante exploitation de ressources forestières (particulièrement dévastatrice pour le *mara*, une essence de bois

précieux en Amazonie) qui décime le *Bosque de Chimanes*, une forêt séculaire constituant l'habitat traditionnel des ethnies Chimanes, Yuracarés et Mojeños du département du Beni.

La marche, initiée par les autochtones en août 1990, parcourt 600 kilomètres, jusqu'au siège du gouvernement, à La Paz. Elle est surtout l'occasion, pour les populations autochtones, de raffermir leurs liens et leurs structures d'organisation, particulièrement la *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia* (CIDOB), qui représente aujourd'hui 34 ethnies établies en Bolivie. De surcroît, au cours de cette marche, les autochtones exposent un certain nombre de revendications, particulièrement en ce qui a trait à la nécessité d'une nouvelle redistribution des terres et des territoires, ainsi qu'une protection juridique pour les droits agraires et territoriaux des communautés. Cette marche aura un impact considérable sur l'adoption de la nouvelle loi agraire dans le pays qui sera adoptée en 1996 (Balza, 2001).

2.1.5 La Convention 169 de l'OIT

Intervenant sous l'égide de l'OIT, la *Convention relative aux peuples indigènes et tribaux* (no 169) promet la protection nationale de la diversité sociale et culturelle des peuples autochtones et indigènes ainsi que le respect de leurs droits à la terre et au territoire. Les États qui la ratifient doivent développer, avec la participation des peuples intéressés, une action coordonnée et systématique visant à protéger les droits de ces peuples et à garantir le respect de leur intégrité. Elle s'applique :

a) aux peuples tribaux dans les pays indépendants qui se distinguent des autres secteurs de la communauté nationale par leurs conditions sociales, culturelles et économiques et qui sont régis totalement ou partiellement par des coutumes ou des traditions qui leur sont propres ou par une législation spéciale ;

b) aux peuples dans les pays indépendants qui sont considérés comme indigènes du fait qu'ils descendent des populations qui habitaient le pays, ou une région géographique à laquelle appartient le pays, à l'époque de la conquête ou de la colonisation ou de l'établissement des frontières actuelles de l'État, et qui, quel que soit leur statut juridique, conservent leurs institutions sociales, économiques, culturelles et politiques propres ou certaines d'entre elles. (Convention 169 de l'OIT, article 1).

La Convention 169 s'inscrit afin de garantir aux peuples indigènes et tribaux des dispositions concernant notamment les conditions et le recrutement d'emploi, la formation professionnelle, l'artisanat et les industries rurales, la sécurité sociale, la santé, l'éducation et les moyens de communication. En ce qui a trait aux terres et aux territoires, la Convention garantit à ces peuples des droits fonciers, qui exigent le respect des occupations traditionnelles et qui prévoit des mesures visant la reconnaissance et la protection de ces droits. Il est stipulé que « les gouvernements doivent respecter l'importance spéciale que revêt pour la culture et les valeurs spirituelles des peuples intéressés la relation qu'ils entretiennent avec les terres ou territoires, ou avec les deux, selon le cas, qu'ils occupent ou utilisent d'une autre manière, et en particulier des aspects collectifs de cette relation. »

La ratification de cette convention par la Bolivie, en 1991, a deux conséquences majeures dans le contexte national. D'un côté, elle ouvre des espaces significatifs dans la législation bolivienne pour la reconnaissance de l'existence et des droits des peuples autochtones. D'autre part, elle donne à ces peuples autochtones les bases afin qu'ils puissent obliger l'État à assumer le respect de ses obligations envers eux pour la reconnaissance de leurs droits³⁸.

2.1.6 La création de la loi INRA (*Instituto Nacional de Reforma Agraria*)

Le 18 octobre 1996, la loi No 1715 de l'INRA (Institut national de réforme agraire) est promulguée à la suite de nombreuses discussions avec la *Cámara Agropecuaria del Oriente*, la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* et la *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia*. Il s'agit du cadre législatif dans lequel naîtra plus tard le mouvement des paysans sans-terre bolivien (*Movimiento sin tierra*).

Cette loi établit les formes que prendront désormais la structure foncière, la redistribution et la consolidation de la propriété de la terre. Elle est mise en place afin de rendre possible l'accès à la terre à ceux qui n'en ont pas ou n'en disposent pas de manière suffisante pour en

³⁸ Comme nous le verrons au cours de notre recherche, la Convention 169 de l'OIT ne reconnaît pas les paysans sans-terre de Bolivie comme faisant partie des peuples autochtones.

vivre. Elle vise donc à solutionner l'iniquité existante dans la distribution foncière, afin d'assurer la sécurité juridique dans la possession de la terre et de garantir l'usage durable de la ressource terre.

La loi INRA établit, de surcroît, la création des Terres Communautaires d'Origine (TCO). Celles-ci sont décrites comme :

(...) les espaces géographiques constituant l'habitat des peuples et communautés autochtones, lesquelles y on eu traditionnellement l'accès et maintiennent et développent sur ces espaces leurs formes propres d'organisations économiques, sociales et culturelles de manière à assurer leur survie et leur développement sur ces terres. (Loi 1715, traduction libre)

Les TCO consistent en des territoires autochtones, tels que reconnus par la Convention 169 de l'OIT, mis en place en Bolivie à la suite de la création de la loi INRA. Afin de se faire reconnaître le droit à des TCO, les communautés autochtones doivent suivre un processus, généralement très long et compliqué, servant à établir l'ancestralité de leurs occupations territoriales et à vérifier leurs besoins territoriaux et de développement³⁹. Les TCO sont calquées sur un schème traditionnel d'occupation des populations des basses-terres du pays qui pratiquent un usage économique caractérisé par une grande mixité sur leurs terres, alliant l'agriculture à la cueillette, la chasse et la pêche. Cette importante mixité des activités explique en partie l'accès à des territoires – et non à des terres – que leur garanti l'État bolivien et la Convention 169 de l'OIT. En effet, le territoire doit permettre la réalisation de l'ensemble des activités traditionnelles du groupe.

³⁹ Ces besoins territoriaux sont déterminés à la suite d'une étude des nécessités spatiales (*estudio de necesidades espaciales*) réalisée par l'INRA. Mentionnons brièvement que sont alors évalués les besoins en espace de la communauté afin de répondre à l'ensemble de ses activités de production et de reproduction économique et sociale. Lors de cette étude, sont pris en compte l'histoire de la communauté, son type d'économie, son occupation et utilisation de l'espace, etc.

Enfin, l'INRA reconnaît aussi les propriétés communales. Celles-ci correspondent aux terres :

allouées de manière collective aux communautés paysannes et aux communautés habitant les superficies d'anciennes *haciendas* et constituent la source de subsistance de leurs propriétaires. Elles sont inaliénables, irréversibles et collectives. (Loi 1715, traduction libre)

Les propriétés communales respectent le schéma traditionnel d'occupation spatiale des populations quechuas et aymaras des hauts-plateaux (*l'ayllu*)⁴⁰, sur lequel elles pratiquent l'agriculture et l'élevage du lama. À la différence des Terres Communautaires d'Origine, ces terres ne sont pas partagées par l'ensemble de la communauté, mais correspondent plutôt à un assemblage de petites propriétés privées dont l'ensemble constituerait un espace possédé de manière commune. Ainsi, chaque maisonnée développe ses activités sur un lot individuel, tandis que l'agencement de ces lots représente un espace communautaire. Il s'agit donc d'un ensemble de terres, octroyé de manière communale aux communautés paysannes, principalement quechuas et aymaras.

À la différence de la précédente Loi de Réforme agraire, la loi INRA ne réalise pas de classification de la terre fixant les superficies maximales des différents types de propriétés. Cependant, il est possible d'établir une classification des types de propriétés demeures valides et des nouvelles typologies, à partir de l'application de la loi de *Reforma Agraria* antérieure et de la Loi INRA (Tableau 2.5). Ainsi, l'article 41 de la loi INRA définit les différents types de propriétés en vigueur après 1996.

⁴⁰ L'*ayllu* correspond à un assemblage de terres familiales. C'est pourquoi il correspond, de fait, à la définition élaborée par l'INRA concernant les propriétés communautaires (*propriedades comunitarias*).

Selon cette disposition légale, la propriété agraire est classifiée selon : la terre paysanne (*solar campesino*), la petite propriété (*pequena propiedad*), la moyenne propriété (*mediana propiedad*), l'entreprise agraire (*empresa agropecuaria*), les terres communautaires d'origine (*Tierras Comunitarias de Origen*) et la propriété communautaire (*propiedad comunitaria*). Nous les décrivons donc ici :

- 1) la terre paysanne constitue le lieu de résidence du paysan et de sa famille. Cette propriété est indivisible et possède un caractère de patrimoine familial inaliénable ;
- 2) la petite propriété est la source de la subsistance de son propriétaire et de sa famille. Elle est indivisible et possède un caractère de patrimoine familial inaliénable ;
- 3) la propriété moyenne est celle qui appartient à des personnes naturelles ou juridiques et s'exploite avec le concours de son propriétaire et de travailleurs salariés, périodiques ou permanents, et emploie des moyens techniques et mécaniques, de telle manière que son volume principal de production est destiné au marché ;
- 4) l'entreprise agraire (*empresa agropecuaria*) est celle appartenant à des personnes naturelles ou juridiques et s'exploitant avec du capital supplémentaire, un régime de travail salarié et le recours à des modes de production techniques modernes ;
- 5) les terres communautaires d'origine (*Tierras Comunitarias de Origen* ou TCO) sont les espaces géographiques constituant l'habitat des peuples et communautés autochtones et originaires, lesquelles y ont maintenu un accès traditionnel et sur lequel ils maintiennent et développent leurs formes propres d'organisation économique, sociale et culturelle, de manière à assurer leur subsistance et leur développement. Ces terres sont inaliénables, indivisibles, irréversibles, collectives et insaisissables ;
- 6) les propriétés *comunitarias* sont celles attribuées collectivement à des communautés paysannes ou autrefois habitantes d'*haciendas* et constituent la source de subsistance de ses propriétaires. Elles sont inaliénables, indivisibles, irréversibles, collectives et insaisissables (Loi 1715, traduction libre).

L'une des principales nouveautés de la Loi INRA consiste en la création d'un tribunal agraire (*Judicatura Agraria*). Celui-ci introduit de nouvelles procédures agraires et reconnaît de nouvelles formes de témoignage, mieux adaptées à la réalité rurale bolivienne et aux habitants, généralement analphabètes, permettant notamment les témoignages oraux en remplacement de documents écrits. Cette flexibilité marque une importante ouverture des lois

en faveur des populations autrefois largement marginalisées et réduit les difficultés liées aux procédures de droit agraire, longues et compliquées, du passé. Toutefois, il demeure de nombreuses entraves à l'accès à la propriété agraire pour les populations paysannes et rurales. Aussi, la grande complexité de la démarche de réforme a eu pour conséquence l'abandon des procédures agraires en fonction de différents motifs, particulièrement, le manque de ressources financières et l'augmentation des conflits agraires.

Par exemple, dans la province du Gran Chaco, les travaux effectués par l'INRA ont été arrêtés à l'étape de *saneamiento* (régularisation) des terres⁴¹. Le *saneamiento*⁴², en conformité avec les articles 64 à 73 de la loi INRA, est la procédure technique et juridique destinée à régulariser et perfectionner le droit de propriété agraire. Il a pour but d'asseoir la validation des titres des propriétés où s'accomplissent les fonctions économiques et sociales. C'est-à-dire l'usage durable de la terre où sont accomplies des activités de développement agricole, forestier ou autre, à caractère productif. Le *sanemiento* procède en tenant compte de la possession de titres légaux pour chacune des propriétés. Il doit concilier les conflits pour la possession et la propriété des terres, procéder à l'annulation des titres affectés par des vices de procédure et octroyer une certification de procédure. Il est à noter que le propriétaire agraire a la responsabilité de faire la preuve que ses terres accomplissent les fonctions économiques et sociales, sous peine de se faire exproprier ses titres agraires et de voir ses terres redonnées à d'autres individus ou secteurs sociaux.

⁴¹ Entrevue n° 20.

⁴² Le processus de *saneamiento* procède selon trois modalités distinctes selon les cas : 1) le *saneamiento simple* (SAN-SIM) intervient dans les aires n'ayant pas de cadastre lorsque est détecté un conflit de droit de propriété agraire, parc national, réserve fiscale ou autre ; 2) le *saneamiento Integrado de Catastro Legal* (CAT-SAN) : s'exécute dans les aires cadastrées afin de tenir compte des droits des propriétés agraires ; 3) le *saneamiento de Tierras Comunitarias de Origen* (SAN-TCO) : concerne l'exécution dans les aires superposées aux terres communautaires d'origine, avec la participation des communautés et peuples autochtones au processus.

Tableau 2.5

Types de propriétés en vigueur depuis l'application de la Loi de *Reforma Agraria* et de la Loi INRA

Types de propriétés	Loi de Réforme agraire (avant 1996)	Loi INRA (en vigueur)
Terre paysanne	Propriété rurale, constituant le lieu de résidence du paysan et de sa famille. La superficie est généralement insuffisante pour assurer la survie alimentaire du paysan et de sa famille.	Propriété rurale, inaliénable (ne peut être saisie).
Petite propriété	Permet l'agriculture de subsistance pour le paysan et sa famille.	Source de la subsistance du paysan et de sa famille.
Propriété moyenne	Son exploitation nécessite le concours de travailleurs salariés et l'emploi de techniques agricoles.	S'exploite grâce à du capital supplémentaire, un régime de travail salarié et l'emploi de techniques agricoles.
Entreprise agricole (<i>agropecuaria</i>)	Se caractérise par l'investissement de capitaux supplémentaires à grande échelle, un régime de travail salarié et l'emploi de techniques agricoles modernes.	S'exploite grâce à l'investissement de capitaux supplémentaires, un régime de travail salarié et l'emploi de techniques agricoles modernes. Peut être transféré (vendu).
Terre communautaire d'origine (TCO – <i>Tierra Comunitaria de Origen</i>)	La propriété de communautés autochtones est celle qui se reconnaît comme telle par les lois en vigueur, en faveur de groupes déterminés d'autochtones.	Espaces géographiques qui constituent l'habitat des peuples et des communautés autochtones et originaires.
Propriété communale (<i>Propriété comunaria</i>)		Constituant la source de subsistance de ses propriétaires, elle est inaliénable, indivisible, irréversible et collective en plus de ne pouvoir être saisie.
Propriété agraire coopérative	a) Concédée aux paysans qui se regroupent afin d'obtenir la terre. b) Les terres des paysans favorisés à la suite de la réversion des antiques <i>latifundios</i> . c) Les terres de petites et moyennes propriétés d) Les terres appartenants aux sociétés coopératives agricoles.	N'existe pas dans la nouvelle législation agraire ; elle est plutôt considérée comme propriété communale.

Source : adapté de Mendoza, 2002 (traduction libre)

En général, la Loi INRA a eut pour conséquence l'émergence de plusieurs confrontations entre les divers secteurs reliés aux aires rurales du pays. Autochtones, paysans, colons et travailleurs agricoles ont montré leur désaccord avec la loi, pour divers motifs. Ce n'est pas nécessairement les objectifs et la mission de la loi comme telle qui ont occasionné ces conflits et ces désaccords, mais plutôt les difficultés de mise en application et d'exécution des nouvelles normes légales. En effet, la mauvaise gestion ou le manque de ressources monétaires pour l'application des règles ainsi que l'infiltration ou la corruption de la part des groupes de pouvoirs dans les processus de réforme ont diminué de façon draconienne l'efficacité de la loi INRA et mis à mal la confiance que portait la population en ce dispositif légal⁴³.

Tableau 2.6

État de la régularisation des titres de propriétés impulsée par la loi INRA

État de la régularisation des titres de propriétés	Superficie (nb d'hectares)	%
Superficie dont la régularisation est complétée	18 319 457,3638	17,08 %
Superficie en processus de régularisation	31 690 012,7868	29,54 %
Superficie dont la régularisation n'a pas débuté	57 254 624,2594	53,38 %
Total	107 264 094,4100	100 %

Source : *www.inra.gob*, juillet 2005, reproduit par Romero Bonifaz (2005, p. 116)

2.2 Le mouvement pour la terre en Bolivie

Au début de l'année 2000, dans la province du Gran Chaco au sud-est de la Bolivie, un groupe de paysans installe un campement sur une terre abandonnée. Le fait pourrait être anodin, mais il s'agit du premier pas de ce qui deviendra un nouveau mouvement social, né

⁴³ En 2001, lors de recherches menées de manière informelle dans le département du Beni (à San Ignacio de Mojos), nous avons pu observer les relations étroites existantes entre les officiers de l'INRA sur le terrain (chargés du processus de *saneamiento*) et les représentants de l'Association départementale des éleveurs bovins, ces derniers étant des tiers dans l'exécution des travaux. Non seulement ces personnes (habitant temporairement la ville de San Ignacio de Mojos pour l'exécution des travaux de *saneamiento*) partageaient le même hôtel, mais aussi les mêmes véhicules et les mêmes soirées festives (!). Il va sans dire que cela avait des impacts sur la confiance que portait la population locale aux procédures légales en cours.

dans la région, qui prendra ensuite une grande importance à l'échelle nationale. Ce mouvement, peut-être le processus social le plus significatif de ce début du 21^e siècle, enclenche une nouvelle série de discussions sur la nécessité d'une juste redistribution de la terre en Bolivie. Dans cette section, nous décrirons la naissance du mouvement des sans-terre dans le pays.

2.2.1 La création du *Movimiento Sin Tierra* dans le Gran Chaco

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le mouvement des sans-terre en Bolivie naît en 2000, dans la province du Gran Chaco, du département de Tarija, au sud-est du pays. C'est en effet au cours de cette année que seront réalisés plusieurs *asentamientos*⁴⁴ ainsi qu'une marche menant les protagonistes de Yacuiba jusqu'à la sous-préfecture⁴⁵ de Tarija.

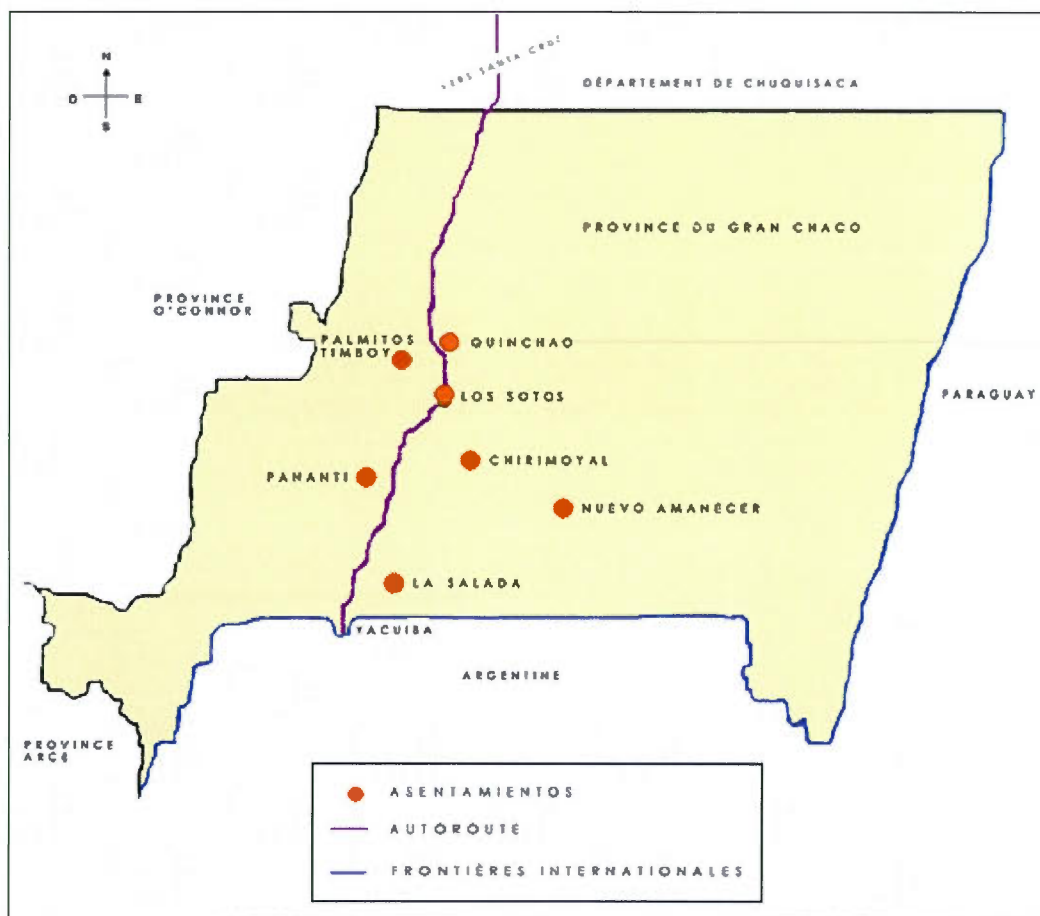
Toutefois, c'est au cours des deux années précédentes, lors des discussions réalisées dans la ville de Yacuiba et dans quelques communautés aux alentours par des dirigeants syndicaux et paysans que naît l'idée d'effectuer des occupations illégales de terres. Un des principaux protagonistes de ces réunions est Angel Durán, considéré comme un des fondateurs du mouvement. Durán est un dirigeant syndical et paysan possédant une parcelle de terre dans la région. C'est lors de réunions enflammées, regroupant des paysans et citoyens sans-terre, que Durán fait miroiter le rêve d'accéder à la terre.

⁴⁴ En Bolivie, on nomme *asentamientos* les campements et occupations de terres réalisés par les communautés. Un *asentamiento* peut être légal dans le cas de communautés légalement établies, ou illégal, dans les cas typiques de communautés du mouvement des sans-terre.

⁴⁵ La Subpréfecture (Suprefectura) correspond à l'autorité départementale en Bolivie.

Figure 2.2

Les premiers *nucléos d'asentamientos* dans la province du Gran Chaco, vers 2001



Source : Adaptée de Mendoza, 2003, p.75

En effet, au début des années 1990, la province du Gran Chaco accueille un nombre grandissant de migrants d'origine Quechua et Ayamara, dénommé de manière générale *los collas*. Lorsque s'organise le mouvement des sans-terre en 1998, poussé par Angel Durán, cette population installée en majorité dans l'aire périurbaine de Yacuiba, mais dont la majorité provient du paysannat andin, voit naître l'occasion d'accéder à la terre de manière durable. Nombreux sont ceux d'entre eux qui adhèrent au mouvement dès ses débuts.

Tableau 2.7

Description des premiers *asentamientos* de la province du Gran Chaco

Nom	Nombre d'habitants	Situation géographique	Caractéristiques démographiques
Panantí	170	Situé à 33 km au nord de Yacuiba, à environ 3 km à l'ouest de l'autoroute principale.	- Migrants de Potosi, Chuquisaca et Cochabamba ; - Forte prédominance Quechua.
Los Sotos-La Vertiente	130	Situé à 55 km au nord de Yacuiba, du côté est de l'autoroute principale.	- Migrants de Chuquisaca et Tarija ; - Mixité ethnique (Quechua, Aymara et Guarani).
Quinchao	50	Situé à 80 km au nord de Yacuiba du côté est de l'autoroute principale. Pour y accéder, il faut parcourir environ 12 km à pied.	- Migrants de Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Tarija ; - Mixité ethnique (Quechua, Aymara et Guarani).
Nuevo Amanecer	120	Situé à 70 km au nord de Yacuiba, sur le chemin menant à la localité de Crevaux.	- Migrants de Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Tarija ; - Mixité ethnique (Quechua, Aymara et Guarani).
Chirimoyal	125	Situé à 70 km au nord de Yacuiba, du côté est de l'autoroute principale, sur le chemin menant à la localité de Caiza.	- Migrants de Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Tarija ; - Forte prédominance Quechua et Aymara.
Salada Chica	80	Situé à 70 km au nord est de Yacuiba, sur le chemin menant à Palmar.	- Migrants de Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Tarija ; - Forte prédominance Quechua.
Palmitos-Timboy	160	Situé à 60 km au nord de Yacuiba, à environ 10 km à l'ouest de l'autoroute principale.	- Migrants de Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Tarija ; - Forte prédominance Quechua.

Sources : Mendoza, 2003 et information recueillie sur le terrain.

Les premières occupations de terre se réalisent entre la fin de 1999 et le début de l'année 2000. C'est à cette époque qu'un groupe de paysans provenant principalement de la communauté de Tierras Nuevas, déménage sur une superficie de terre voisine, dénommée Panantí, et s'y installe pacifiquement. Pour leur part, des familles quechuas, aymaras et guaranis, occupent une terre nommée Tatí. En mai 2000, un autre groupe de la communauté de Los Sotos, prend possession de la propriété (laissée à l'abandon) d'un grand propriétaire

terrien⁴⁶, et fonde Los Sotos-La Vertiente. La prise de terre suivante sera celle de Quichao, réalisée par un groupe provenant de la communauté de San Isidro.

Tous les paysans participant à ce mouvement naissant font partie d'une nouvelle génération de paysans expulsés de leurs communautés d'origine en raison du manque de terres disponibles, poussés principalement par la faim et la nécessité. Ils sont les précurseurs au pays d'une nouvelle forme d'organisation. Le 10 juin de la même année, 300 d'entre eux, Chaqueños⁴⁷, Guaranis, Quechuas et Aymaras, entreprennent une marche jusqu'à Tarija afin de réclamer l'accès à la terre.

Au moment d'entreprendre cette marche, le groupe n'a cependant pas réfléchi à sa dénomination, ni adopté un type d'organisation particulier. Ce ne sera qu'au moment d'arriver à Entre-Rios, ville située à quelques cent vingt kilomètres au nord de Yacuiba, avant de rencontrer le préfet de cette localité, qu'ils décideront de se présenter comme étant le *Movimiento Sin Tierra de Bolivia*.

2.2.2 Les premières occupations de terre (*asentamientos*)

C'est donc dans la province du Gran Chaco, plus exactement dans sa zone rurale, que prennent place les premières occupations de terres (*asentamientos*) par des paysans sans-terre de Bolivie. Ces premières occupations sont celles de Panantí, Los Sotos-La Vertiente, Quinchao, Nuevo Amanecer, Chirimoyal, Salada Chica (ou La Salada) et Timboy (qui deviendra plus tard Palmitos-Timboy). Les occupations consistent en la formation de communautés, regroupant des autochtones et des paysans de différents horizons, partageant cependant la même revendication : l'accès à la terre. Aujourd'hui le MST bolivien possède environ 10 000 membres et revendique quelques 20 000 affiliés indirects⁴⁸. Selon Juana

⁴⁶ Entrevues n° 10 et 16.

⁴⁷ En Bolivie, on nomme *chaqueños* les habitants originaires du Gran Chaco.

⁴⁸ Entrevues n° 1 et 11. Un affilié indirect est un paysan ou autochtone ayant perdu l'accès à la terre, vivant généralement en zone urbaine ou périurbaine et manifestant son appui au mouvement des sans-

Chambi⁴⁹, près de 200 000 personnes se sont rapprochées du mouvement pour demander des informations tandis que quatre millions de Boliviens seraient toujours sans terre. « C'est la population qui est en train d'émigrer vers les centres urbains et les banlieues et qui habite les périphéries pauvres, se transformant en main d'œuvre bon marché ou en véritable armée de sans emplois⁵⁰ ». Bien qu'il soit moins connu que son homologue brésilien et numériquement moins important, le MST bolivien vit toutefois un processus accéléré de consolidation à la faveur de l'ampleur de la protestation, de la lutte sociale et de l'organisation collective qui prévaut en Bolivie depuis l'an 2000. De mouvement régional né dans le Gran Chaco, il est devenu un mouvement national en l'espace de quatre années.

Nous venons de voir, au cours de ce chapitre, la situation agraire de la Bolivie, en nous attardant principalement sur la structure foncière prévalant depuis la colonisation, ainsi qu'aux deux réformes agraires, soit celles de 1953 et celle initiée en 1996. La structure agraire, héritée de la colonie espagnole, s'est avérée très inéquitable pour les populations autochtones et paysannes, donnant lieu notamment à l'apparition du *minifundio* dans les hauts-plateaux andins et à la prévalence du *latifundio* dans les basses-terres du pays. Les mouvements autochtones et paysans du pays sont nés en réponse aux inégalités sociales et à l'imposition d'un système de domination qui a suivi l'arrivée des blancs dans la région. Les principales revendications de ces mouvements autochtones et paysans concernent justement l'accès à la terre et l'autodétermination. C'est dans ce cadre que s'insère le mouvement des sans-terre en Bolivie. Il regroupe à la fois des gens des mouvements paysans et autochtones, partageant le besoin d'accéder à la terre, et contribue à la constitution de communautés sur des terres abandonnées. Dans le prochain chapitre, nous présenterons plus particulièrement le cas d'une communauté de paysans sans-terre, Palmitos-Timboy, en décrivant son histoire, sa composition, son organisation, ses relations avec les différents secteurs sociaux, ainsi que ses revendications et ses actions.

terre, en participant aux marches et aux réunions par exemple. Bien qu'il ne fasse pas partie des communautés sans-terre pour le moment, il pourrait les rejoindre.

⁴⁹ Juana Chambi, jeune dirigeante et responsable du travail avec les femmes du Mouvement sans-terre (MST) dans une entrevue accordée le 24 septembre 2004 à Sergio Ferrari de COVOSU (Coordination des Volontaires suisses en Bolivie).

⁵⁰ Idem.

CHAPITRE III

PALMITOS-TIMBOY : UNE ÉTUDE DE CAS

Le mouvement des sans-terre de Bolivie est un nouvel acteur social dans ce pays puisqu'il est né au cours de l'année 2000, à la suite de deux réformes agraires qui n'ont pas donné les résultats souhaités, tel que nous l'observons au chapitre précédent. Notre recherche repose sur l'étude d'une communauté de paysans sans-terre, située dans la région même où ce mouvement s'est formé, le Gran Chaco.

Dans le présent chapitre, nous présenterons notre étude de cas, la communauté de sans-terre Palmitos-Timboy. Cette communauté est constituée de 33 familles. Localisée à environ 60 kilomètres au nord de la ville de Yacuiba, son territoire s'étend sur 2600 hectares. Elle a connu une histoire mouvementée, jalonnée de difficultés et de conflits, dont les origines remontent à 1999. Dans un premier temps, nous expliquerons les critères qui ont mené au choix d'étudier plus particulièrement cette communauté. Après avoir indiqué sa localisation, nous décrirons l'histoire de Palmitos-Timboy et présenterons ses acteurs. Nous expliquerons ensuite son fonctionnement, sa structure d'organisation ainsi que les actions collectives, les réalisations et le développement accompli par les habitants de Palmitos Timboy. Pour terminer, nous verrons les rapports qu'entretiennent les paysans sans-terre de la communauté avec les membres des autres groupes sociaux et des autres communautés.

3.1 Le choix de la communauté de Palmitos-Timboy

Pour cette étude de cas, nous avons choisi de poser notre regard sur la communauté sans-terre de Palmitos-Timboy⁵¹ en raison de différents facteurs. En premier lieu, cette communauté nous a semblé particulièrement représentative du MST bolivien en ce qui a trait à ses

⁵¹ *Timboy* est un mot guarani faisant référence à un arbre typique de l'écosystème du Gran Chaco.

caractéristiques générales, ses stratégies territoriales ainsi que la permanence de son établissement. Deuxièmement, en raison de la nouveauté du mouvement des sans-terre en Bolivie, il existe jusqu'à présent peu d'antécédents de recherche portant sur ce mouvement. Toutefois, Palmitos-Timboy n'est pas une inconnue et quelques chercheurs s'y sont déjà intéressés⁵². Donc, l'aspect de la continuité dans l'avancement des connaissances nous est apparu un facteur important dans notre choix et nous espérons que cette recherche constituera notre contribution en ce sens. Pour terminer, ajoutons que Palmitos-Timboy a une histoire relativement particulière en ce qui concerne son leadership. En effet, le président de cette communauté, Lidio Julián, possède un profil bien particulier. Il est en effet reconnu comme étant un dirigeant très actif, que ce soit aux échellons local, régional et national. Si cette dernière caractéristique ne contribue pas à la représentativité de Palmitos-Timboy, elle nous aide cependant à jeter notre regard sur l'ensemble des échelles de pouvoir du mouvement des sans-terre dans la province du Gran Chaco.

Aussi, comme la naissance de la communauté des sans-terre est étroitement associée à l'émergence de demandes territoriales autochtones guaranis dans la zone, Palmitos-Timboy représente de manière particulière les rapports entre le mouvement paysan et le mouvement autochtone. Nous y avons observé des rapports amicaux, d'alliances et aussi de conflits, selon les contextes et les enjeux.

Cette communauté a aussi été choisie pour des raisons pratiques. Bien qu'assez éloigné de la ville de Yacuiba et autrefois isolée loin des principales routes, un chemin de terre battu la relie maintenant à l'autoroute, ce qui en facilite un peu l'accès. Ce n'est pas le cas de toutes les communautés de paysans sans-terre, la plupart demeurant très isolées. De surcroît, les différentes habitations (*viviendas*) de la communauté, réparties sur la terre de Palmitos-Timboy apparaissent relativement concentrées, contrairement à certaines communautés, où les déplacements entre les différentes habitations nécessitent plusieurs heures de marche.

⁵² Omar Mendoza C., dans *La lucha por la tierra*, prend Palmitos-Timboy et Panantí pour études de cas.

Palmitos-Timboy n'est pas la première communauté de sans-terre à avoir été initiée en Bolivie. Celle qui détient officiellement ce titre est Panantí, située quelque trente kilomètres plus au sud, le long de la *carretera* (l'autoroute) reliant les villes de Yacuiba et Villamontes. Palmitos-Timboy serait, selon certains intervenants, la deuxième communauté sans-terre en Bolivie et dans la région à avoir vu le jour. La formation de la communauté suit donc de très près la trajectoire du mouvement des sans-terre de Bolivie.

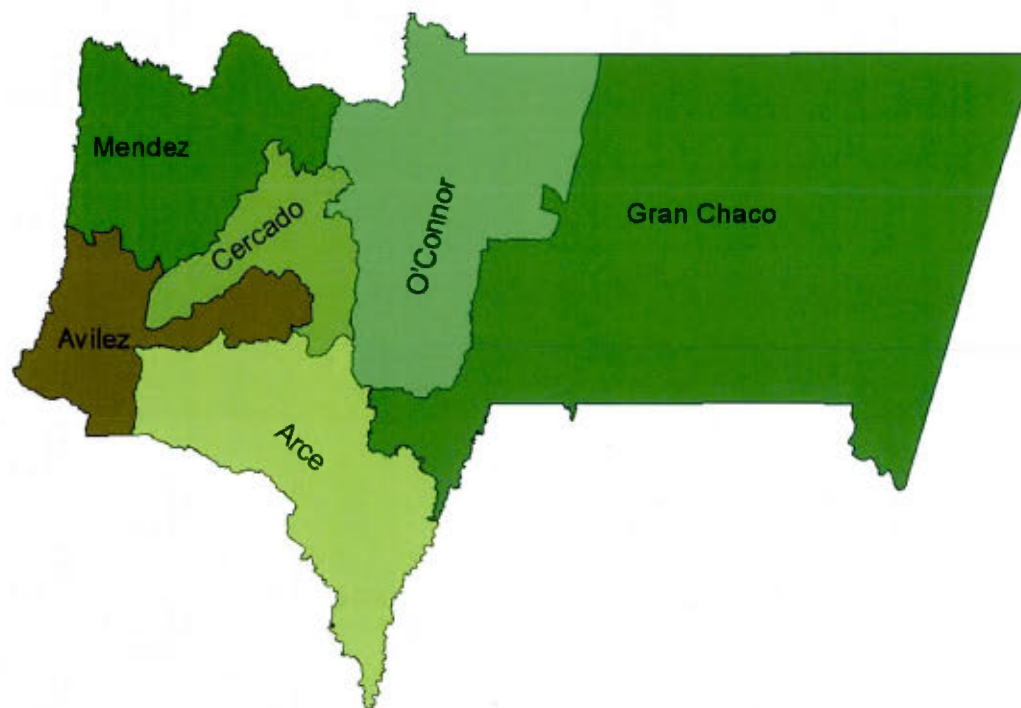
3.2 Localisation

Notre étude de cas se déroule dans le département de Tarija (Figure 3.1). Nous avons concentré notre travail principalement dans la province du Gran Chaco, située dans la région Sud-Est de la Bolivie, encaissée près de la frontière avec le Paraguay. Cette province, frontalière au sud avec l'Argentine et à l'est avec le Paraguay, est une zone de passage, importante pour le commerce, particulièrement avec l'Argentine. La ville de Yacuiba, sise au sud, tout juste sur la frontière, sert de passage et accueille un commerce informel florissant. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, cette ville reçoit aussi une immigration galopante en provenance des hauts-plateaux et des autres régions du département de Tarija. Le recensement de 2001 dénombrait 83 518 habitants pour la section de Yacuiba, située au sud du Gran Chaco. Pour sa part, la section de Villa Montes, située au nord de la province, comptait alors 23 765 habitants (INE, 2005).

Cette région fait partie des basses-terres boliviennes (aussi appelée *Oriente*) que l'on met souvent en opposition avec la région des hauts-plateaux du pays (ou *Occidente*) puisque les deux sont radicalement différentes. En effet, contrairement aux hauts-plateaux, les basses-terres disposent d'un climat plus favorable aux activités agricoles, la végétation est luxuriante, la faune très différenciée et les températures beaucoup plus chaudes et humides. En général, on reconnaît aux basses-terres des conditions de vie beaucoup plus agréables surtout en ce qui à trait au climat plus doux que dans les hauts-plateaux du pays.

Figure 3.1

Provinces du département de Tarija



Source : INRA, 2004.

La province du Gran Chaco est certainement la plus sèche des provinces des basses-terres boliviennes. Remarquons que *chaco* est aussi le nom que l'on donne à un écosystème typique (le *Chaco Seco*) de cette région du centre de l'Amérique latine, s'étendant entre le nord de l'Argentine, l'ouest du Paraguay et du Brésil, ainsi que le sud-est bolivien. Le *Chaco Seco* consiste en une zone de plaines sèches et arides.

Notons aussi que le Gran Chaco, riche en pétrole, a marqué douloureusement l'histoire du pays lorsqu'est survenu un litige avec le Paraguay (guerre du Chaco). Puis, il est revenu dans l'actualité en octobre 2003, notamment avec ce que l'on nomme désormais la *Guerra del Gaz* et *Octubre Negro*; une partie des réserves de gaz naturel, dont il a été question lors des soulèvements populaires, est localisée dans cette zone.

Tableau 3.1

Les groupes sociaux habitant le Predio Tatí

Secteur social	Type de propriété	Nom de la communauté/ propriété	Habitants	Situation de la propriété de la terre
Communauté sans-terre	Propriété communale	Palmitos-Timboy	60 familles sans-terre (Quechuas, Aymaras et Guaranis).	Statut juridique octroyé par l'INRA en 2004 mais non confirmé par le gouvernement.
Latifundiste	Propriété moyenne	Los Naranjos	Le lot appartient à la famille Choque qui n'habite cependant pas les terres. Ils emploient quelques salariés résidents (<i>peones</i>).	Titres de propriétés reconnus par l'INRA.
Paysan	<i>Solar campesino</i> et petite propriété	Timboy	Une cinquantaine de familles paysannes.	Propriété reconnue par l'INRA.
Autochtones Guaranis	Petite propriété	Timboy-Tiguazu	Une dizaine de familles guaranis.	Statut juridique octroyé par l'INRA en 2004 mais non confirmé par le gouvernement.
Nation Weenhayek	Terre communautaire d'origine	TCO Weenhayek	Une vingtaine de familles weenhayek.	Évaluation de l'INRA en cours. La nation Weenhayek n'a pas encore obtenu la reconnaissance territoriale.

Source : Informations recueillies sur le terrain (2004).

La communauté de Palmitos-Timboy se trouve à 60 kilomètres au nord de Yacuiba et à 45 kilomètres au sud de la ville de Villamontes. Pour y accéder il faut d'abord emprunter la *carretera* qui relie Yacuiba à Villamontes. Arrivé à Palmar Grande, on doit ensuite prendre vers l'ouest un chemin de terre battue d'une vingtaine de kilomètres serpentant au milieu de collines boisées, de pâturages et de plantations de soja. Ce chemin mène au pied de la zone forestière de la Serranía del Aguara, soit la zone montagneuse située à l'ouest de la Province du Gran Chaco qui marque une frontière géographique entre celle-ci et la province d'O'Connor. C'est donc au pied de cette cordillère, de part et d'autre des berges de la rivière Timboy, que se situe la communauté de Palmitos-Timboy.

Le principal problème concernant la localisation de la communauté est son éloignement de Yacuiba et sa difficulté d'accès à partir de l'autoroute. Toutefois, au cours de l'année 2003, les habitants ont défriché un chemin de terre battue – encore rudimentaire – permettant aux

véhicules d'accéder à la communauté. Par contre, le grand avantage de la localisation de Palmitos-Timboy est que, contrairement aux autres communautés des sans-terre, elle ne présente pas de problèmes majeurs d'accès à l'eau. En outre, la nature généreuse qui se retrouve au pied de la Serranía Aguaragüe contribue à favoriser le développement d'activités agricoles et d'élevage. En effet, ses caractéristiques écologiques sont plus accueillantes que la semi-aride plaine chaqueña. Elle jouit d'un climat plus humide, les ressources forestières sont plus abondantes et la présence de nombreux cours d'eau permet le développement d'une agriculture plus diversifiée ainsi que de meilleurs pâturages pour les animaux.

Selon la division agraire de l'*Instituto Nacional de Reforma Agraria*, la terre sur laquelle se situe la communauté de Palmitos-Timboy se nomme Tatí. Sur cette extension de terre, se côtoient cinq types de populations ayant chacune des titres de propriétés différents (voir tableau 3.1). D'abord, on retrouve la communauté de paysans sans-terre de Palmitos-Timboy. Ensuite, la famille Choque y possède une grande propriété terrienne nommée Los Naranjos. Troisièmement, la communauté paysanne Timboy regroupe une cinquantaine de familles. En quatrième lieu, les autochtones Guaranis habitent la communauté de Timboy-Tiguazu. Enfin, une section du territoire correspond à la TCO Weenhayek, revendiquée par les autochtones Weenhayek de la région.

Au moment de notre séjour dans cette communauté, entre les mois de juillet et septembre 2003, Palmitos-Timboy comptait 33 familles réparties sur 2600 hectares.

3.3 Formation de la communauté Palmitos-Timboy

Comme nous l'avons vu précédemment, un des problèmes les plus criants et les plus communs qui affectent les autochtones en général en Bolivie, concerne la difficulté d'accès à la terre et à la propriété afin de réaliser des activités agricoles et économiques. Ainsi, en 1996, à la suite de l'application de la loi INRA (*Instituto Nacional de Reforma Agraria*), un grand nombre de peuples autochtones de Bolivie avaient entrepris des demandes de *Tierras Comunitarias de Origen* (TCO's). Rappelons que ce type de terres correspond aux espaces

revendiqués par les autochtones en Bolivie et reconnus par la seconde réforme agraire. C'est à ce moment que dans la province du Gran Chaco, des familles guaranis sortent de l'anonymat et tentent de se regrouper au sein d'une organisation supracommunale, connue comme la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba*. Toutefois, en raison de problèmes internes, l'organisation n'émerge qu'en 1999. Jumelant leurs efforts à ceux de l'*Asamblea del Pueblo Guaraní (APG)*⁵³, les Guaranis affiliés à la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba* entrent dans un processus de recherche de stratégies qui leur permettraient l'accès à la terre de manière suffisante et priorisent, tout d'abord, une demande d'attribution d'une TCO à l'INRA.

À l'intérieur même de la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba*, Lidio Julian prend en charge la *Comision Tierra y Territorio* et travaille à la recherche de stratégies d'accès aux terres. Lidio Julian n'est cependant pas un Guaraní : il provient de la région des basses-terres de Chuquisaca. C'est donc un *Colla*⁵⁴. Bien qu'il apparaisse étrange qu'un *Colla* se mêle aux intérêts des Guaranis, Lidio Julian est accepté au sein de l'organisation guarani en raison des intérêts qui l'animent : l'accès à la terre.

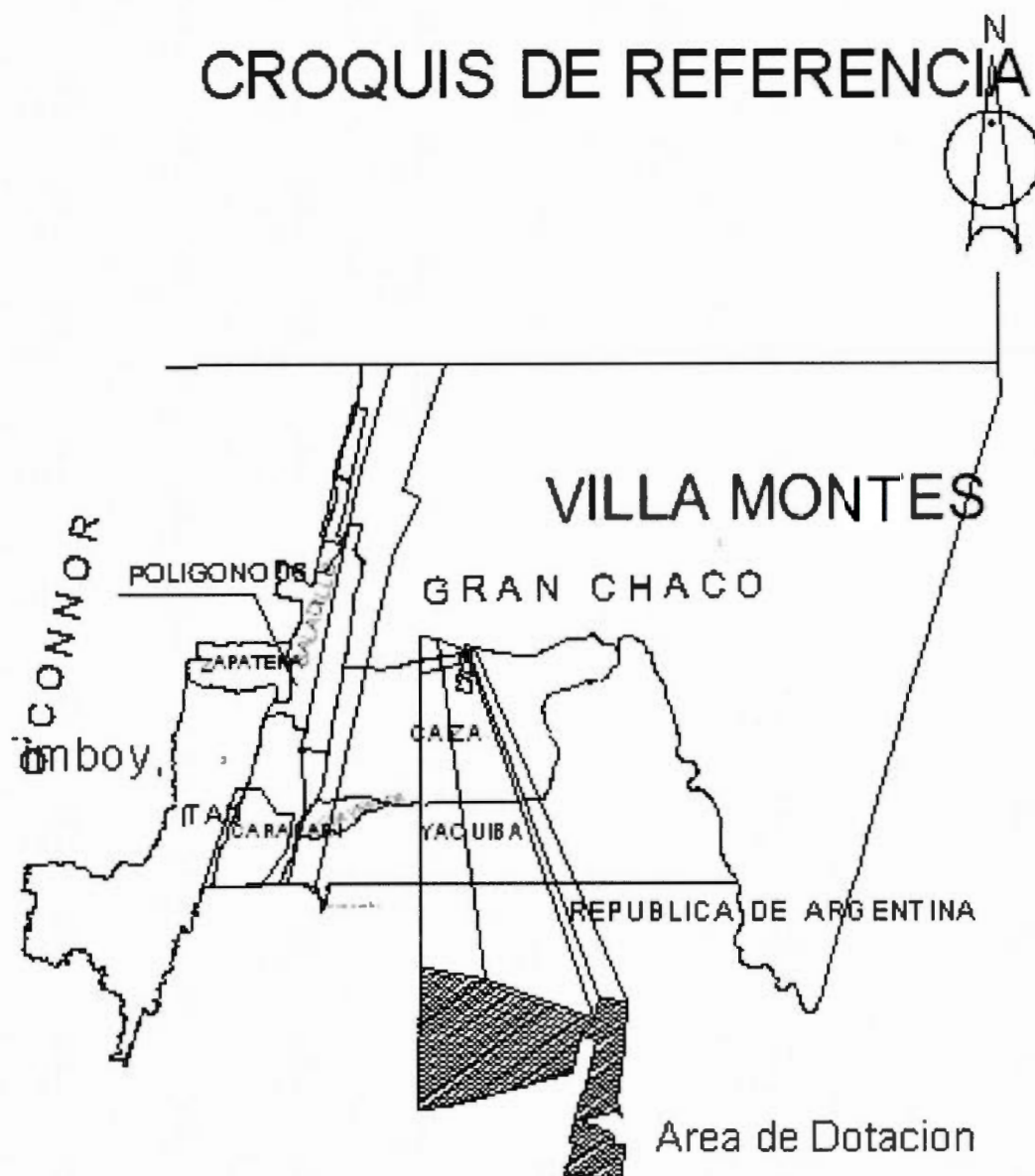
Cependant, la demande de la TCO restera bloquée jusqu'à l'année 2002, en raison de différents obstacles bureaucratiques. Ceci pousse, en 1998, les dirigeants communaux, incluant Lidio Julian, à élaborer de nouvelles stratégies pour obtenir des terres. C'est alors que l'identification de superficies de terres abandonnées et l'établissement de familles sur celles-ci apparaît comme un moyen efficace à court terme. Ils identifient en 1999 une superficie peu peuplée située au pied de la Serranía de Aguaragüe en un lieu connu sous le nom de Tatí et entreprennent d'y installer des familles.

⁵³ L'*Asamblea del Pueblo Guaraní (APG)* est une organisation nationale guarani dont le siège est à Camiri, dans le département de Tarija.

⁵⁴ *Colla* est le nom commun donné aux autochtones Aymaras et Quechuas, en Bolivie. Ce nom peut avoir, selon son utilisation, une connotation péjorative.

Figure 3.2

Localisation de Tati dans la province du Gran Chaco



Source : INRA du département de Tarija, 2004.

En un court laps de temps, sept familles guaranis et treize familles paysannes de migrants provenant des provinces de Chuquisaca et Potosi, qui demeuraient dans les zones périurbaines de Yacuiba, entrent dans la zone. Ils installent des camps de fortune et entreprennent de défricher des portions de la forêt. Lidio Julian, toujours responsable de la *Comision Tierra y Territorio* de la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba*, est parmi eux. La nouvelle collectivité prend le nom de communauté sans-terre de Timboy⁵⁵.

Le travail est fait par étapes. En dépit de difficultés pour atteindre la zone, les hommes s'installent et entreprennent le défrichement des portions de la forêt en vue d'y installer la communauté et les futures cultures. Le travail de déboisement se fait d'abord de manière communautaire afin de délimiter ensemble les aires communes. Les femmes s'intègrent graduellement dans le processus et sélectionnent les espaces qui accueilleront leurs habitations. Ces espaces sont ensuite défrichés par leur mari. De plus, elles préparent des mets de manière collective. Toutefois, en raison de la précarité du campement et de l'absence de services essentiels (école, soin de santé), femmes et enfants ne demeurent pas encore sur place. Ils font des allers-retours entre la zone et la ville de Yacuiba où ils demeurent dans les foyers d'amis ou de membres de leur famille.

Durant cette première étape, afin de survivre et de répondre aux besoins de leurs familles, les hommes doivent fréquemment s'absenter afin de travailler comme *peones*⁵⁶ dans des propriétés voisines ou encore travailler dans l'aire urbaine de Yacuiba. Ceci jusqu'à ce qu'ils puissent obtenir l'argent nécessaire à la survie de leur famille et poursuivre leur travail sur la terre. Lors de ces absences, le travail se poursuit par les autres hommes de la communauté, ce qui assure une rotation dans l'investissement de chacun, de même que la continuité de l'occupation de la terre et du travail. Durant ces premiers mois, la culture du maïs fournit l'un des seuls aliments des familles avec, pour résultats, de nombreux cas de malnutrition, particulièrement chez les enfants.

⁵⁵ Ne pas confondre avec la communauté paysanne de Timboy dont nous parlerons plus loin dans ce chapitre.

⁵⁶ Travailleur agricole au service d'un propriétaire terrien.

Parallèlement à l'installation du groupe sur la superficie Tatí, le mouvement d'occupation de terre dans la région prend de l'ampleur. Le *Secretario General de la Confederación Provincial del Sindicato de Campesinos Sin Tierra*, dirigé par Angel Durán, aide des groupes d'individus dans la réalisation d'occupation de terres sur d'autres superficies, avec plus ou moins de succès, selon les cas. L'une de ces occupations est celle de la terre de Panantí, située quelque trente-cinq kilomètres au sud de Tatí, en allant vers Yacuiba. Les sans-terre, nouvelle donne dans le paysage social du Gran Chaco, font parler d'eux.

À Tatí, au bout de quelques mois, la cohabitation des deux groupes sociaux, Guaranis et *Collas* (Quechuas et Aymaras) se complique en raison de la divergence dans les formes d'organisation et dans les stratégies de revendications. En effet, les Guaranis, toujours regroupés sous la *Capitanía Zonal Guaraní* (Capitainerie zonale Guaraní), entreprennent à nouveau des démarches de revendication de la Terre Communautaire d'Origine (TCO). Toutefois, au cours des premiers mois de l'année 2000, le groupe des *Collas* perd l'espoir de la consolidation de la TCO guarani à la suite de difficultés d'organisation de la *Asociación del Pueblo Guaraní* (Association du peuple Guaraní ou APG) de Yacuiba et des difficiles procédures bureaucratiques légales de l'*Instituto Nacional de Reforma Agraria* (INRA), auxquelles se heurtent les revendicateurs. Ils prennent conscience que leur inclusion sur la TCO guarani ne serait pas simple si elle se produisait, puisqu'ils ne sont pas Guaranis, mais *Collas* ! Les fonctionnaires chargés d'appliquer la loi et de réaliser les études de besoins en matière d'espace (*estudio de necesidades espaciales*) pour les demandes de TCO ne s'y laisseront certainement pas duper.

C'est à ce moment que le groupe établit un lien plus étroit avec les autres communautés naissantes de sans-terre de la région ainsi qu'avec Angel Durán. Ce dernier promet une rapide conquête des terres pour le secteur paysan. Portés par l'exemple de l'essor du mouvement des sans-terre dans la région, les *Collas* décident de poursuivre la stratégie d'occupation de terre. C'est à ce moment que survient la scission des deux groupes installés sur Tatí et qu'un conflit se creuse entre eux. Quelques familles de Guaranis décident de demeurer avec les *Collas*, tandis que les autres s'en éloignent et l'on voit, à ce moment, l'apparition de deux communautés distinctes. D'un côté, les Guaranis regroupés dans la communauté de Timboy-

Tiguazu revendiquent une TCO, c'est-à-dire une Terre Communautaire d'Origine. D'un autre côté, Palmitos-Timboy regroupe les autres, surtout les *Collas*, revendiquant la terre communale au sein du Mouvement des sans-terre.

Comme nous l'avons déjà expliqué, les TCO consistent en des territoires autochtones, tels que garantis par la Convention 169 de l'OIT, mis en place en Bolivie à la suite de la création de la loi INRA. Afin de se faire reconnaître le droit à ces territoires, les communautés autochtones doivent suivre un processus, généralement long et compliqué, servant à établir l'ancestralité de leurs occupations territoriales et à vérifier leurs besoins territoriaux et de développement. Les communautés guaranis, en autant qu'elles répondent aux critères, peuvent ainsi espérer la création de territoires communautaires.

Ce n'est cependant pas le cas des populations migrantes autochtones en provenance de la région des hauts-plateaux du pays. En effet, bien que ces populations soient reconnues comme des peuples autochtones selon la Convention 169, leur schéma traditionnel d'occupation (l'*ayllu*) est plutôt celui de terres communales sur lesquelles elles pratiquent l'agriculture et l'élevage du lama. Ce qui est différent du schéma traditionnel d'occupations des populations des basses-terres du pays qui pratiquent une grande mixité d'activités économiques sur leurs terres, alliant l'agriculture à la cueillette, la chasse et la pêche. De surcroît, les populations originaires des hauts-plateaux ont migré plusieurs fois au cours de leur histoire récente, ce qui rend difficile la reconnaissance de territoires traditionnels.

Cette différence explique la naissance et l'évolution du mouvement des sans-terre et sa spécificité par rapport aux mouvements autochtones traditionnels. Ces populations, surtout des Quechuas et des Aymaras, s'apercevant de l'impossibilité pour eux d'accéder à la terre en revendiquant une TCO à l'INRA, organisent alors un nouveau mouvement en Bolivie, celui des sans-terre, calqué sur les modèles de ces mouvements au Paraguay et au Brésil, et mettent en œuvre une stratégie d'occupation de terres.

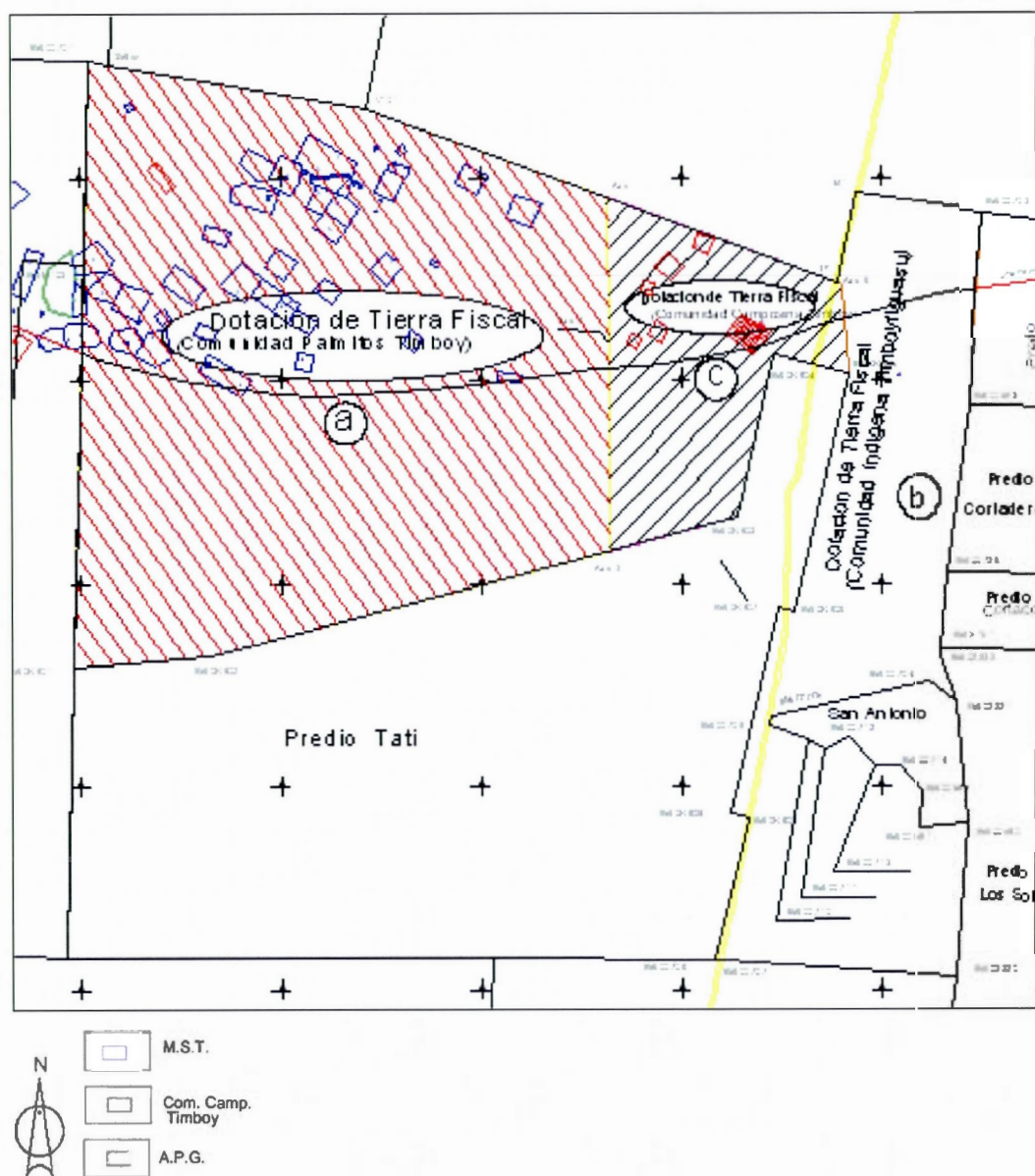
« Alors, il existait deux propositions différentes. Une proposition du côté des sans-terre qui disaient que par la force, rapidement, nous pouvions obtenir la terre, facilement, quarante, cinquante ou encore plus d'hectares. L'autre proposée par les Guaranis qui disaient, "suivons les lois, les lois nous aident et nous pouvons, avec le processus judiciaire et appuyé par les ONG, nous pouvons, avec un appui juridique, légalement, pacifiquement, nous pouvons avoir des terres" » (entrevue n° 10)⁵⁷.

Au cours de l'année 2000, survient aussi la réclamation d'un producteur agricole et de sa famille, déjà propriétaires d'un titre foncier de 1500 hectares. Ils demandent que leur soit attribuée une large part de la zone Tatí, faisant valoir les nécessités liées à leurs activités d'élevage bovin et le nombre de têtes de bétails qu'ils possèdent. En effet, la famille d'Alberto Choque, déjà propriétaire d'une superficie de terre nommée Los Naranjos, voisine de Palmitos-Timboy, dépose à l'INRA une requête afin d'augmenter sa superficie. Cette requête vise la terre où sont installés les nouveaux arrivants, soit les communautés de Palmitos-Timboy ainsi que de Timboy-Tiguazu.

Bien que la famille possède uniquement les titres de la superficie Los Naranjos, ses animaux ont pu jusqu'ici se promener librement sur l'ensemble de la zone. Aussi, l'occupation des sans-terre est perçue comme une menace qui pourrait mettre fin à des activités de production et un mode d'occupation du territoire développé par cette famille. La requête en vue d'augmenter leurs titres de propriétés, en y incluant la superficie appartenant jusqu'ici à l'État ou une partie de celle-ci, fait partie d'une stratégie visant à déloger les nouveaux arrivants.

⁵⁷ « Il existait alors deux propositions différentes. La première était que les sans-terre, nous pouvions obtenir la terre par la force, de manière rapide, facile, quarante, cinquante ou plus d'hectares. L'autre proposition des Guaranis, qui disaient : allons avec la loi, les lois nous protègent et nous pouvons avec le processus judiciaire, appuyé par les ONG, nous pouvons avec un appui juridique, légalement et pacifiquement, nous pourrions avoir la terre. » (*Entonces habia dos propuestas diferentes. Una propuesta por los sin tierra que decian por la fuerza rapidamente podemos conseguir tierras rapida, facil, cuarenta, cincuenta o mas hectarias y otra propuesta de los Guaranis, que decia, vamos por la leyes, las leyes nos amparan y podemos con proceso judicial apoyado por las ONG, podemos con un apoyo juridico, legalmente, pacificamente, podemos tener tierras*). (entrevue n° 10)

Figure 3.3

Carte du *Predio Tati*

Source : *Instituto Nacional de Reforma Agraria* du département de Tarija, 2004.

Cela contribue à augmenter de manière dramatique la situation de conflits entre les deux groupes nouvellement divisés sur la terre de Timboy-Tiguazu – Guaranis d'un côté et Aymaras, Quechuas et quelques Guaranis de l'autre. En plus de réveiller l'inquiétude d'une communauté paysanne voisine, Timboy. Celle-ci demeurée jusqu'ici indifférente à l'occupation des terres voisines qui se jouaient tout près d'elle perçoit soudainement comme une menace cette proximité.

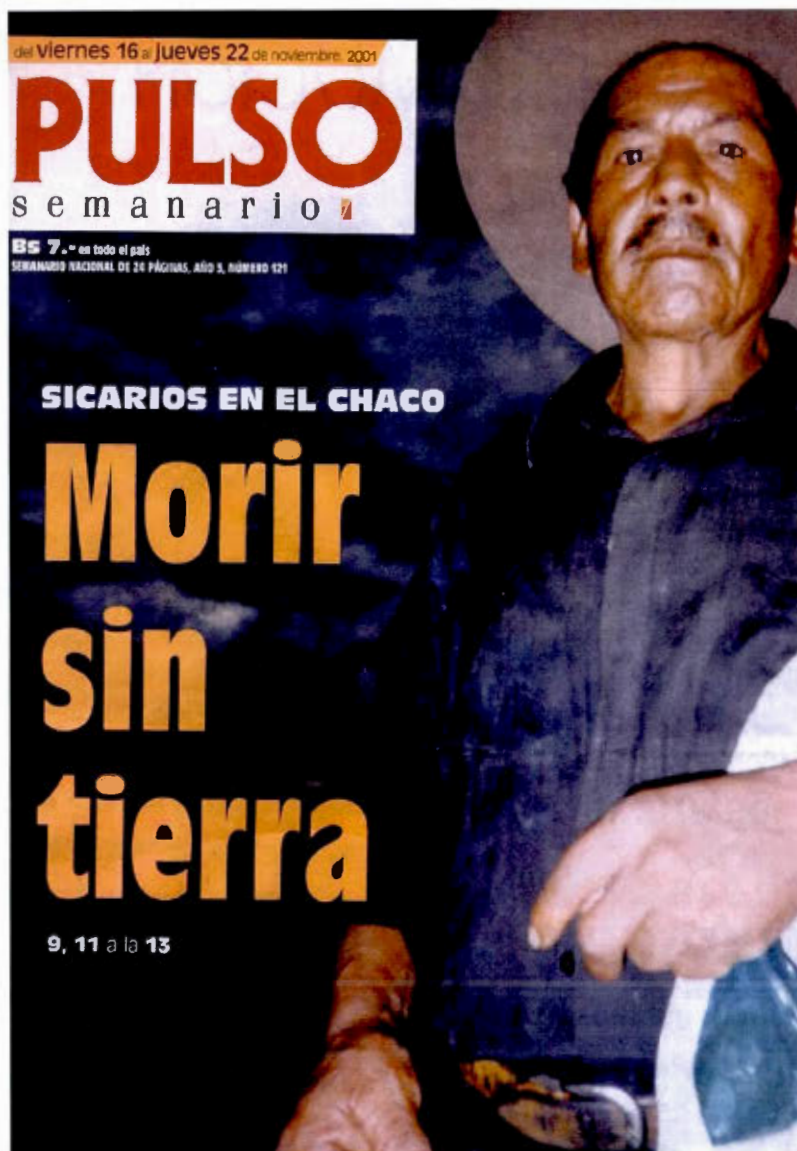
Pour ajouter à la tension, les communautés Weenhayek de la région mettent en garde leur *Organización de Capitanías Weenhayek* (Organisation de Capitainerie Weenhayek) du danger que représente une possible occupation de terre par les sans-terre, effectuée dans la zone qu'ils revendiquent aussi de leur côté.

La figure 3.3 montre les différentes communautés cohabitant sur l'espace délimité par l'INRA (nommé le *Predio Tati*). La communauté sans-terre Palmitos-Timboy se trouve au centre et regroupe une trentaine d'habitations, délimitées en bleu sur la carte. À l'ouest de celle-ci, se trouve le territoire (non-montré sur la carte) revendiqué par la communauté Guarani (au travers de l'*Asemblea del Pueblo Guarani*) tandis qu'à l'est, on aperçoit la communauté paysanne Timboy, possédant une dizaine d'habitations, délimitées en rouge. Plus à l'est, se trouve la communauté Guarani Timboy-Tiguazu. Enfin, au sud de la carte, se situe la superficie réservée à la famille latifundiste qui y pratique l'élevage bovin.

Au milieu de tous ces conflits, la nouvelle communauté sans-terre de Palmitos-Timboy perçoit la nécessité d'un renforcement de son organisation interne et de son occupation territoriale. Elle lance donc un appel, en avril 2000, à de nouveaux membres dans le but de les intégrer à la communauté. En mai 2000, une quarantaine de familles de paysans sans-terre s'ajoutent donc à celles déjà installées et contribuent à l'organisation du *nucleo* (communauté) du MST dans la zone.

Figure 3.4

Le Pulso, hebdomadaire national bolivien



Journal paru quelques jours après la *Matanza de Panantí* :

« Assassins dans le Chaco : Mourir sans-terre »

La communauté compte à ce moment quelque 67 familles. Il apparaît que 80 % proviennent de Chuquisaca, 15 % sont originaires du Chaco et 5 % proviennent de Potosi. Tous ont vécu dans la province du Gran Chaco, en moyenne entre 3 et 15 ans, et sont habitués aux travaux de la terre (Mendoza et al., 2003).

Le 10 juin 2000, 300 paysans sans-terre provenant des différents *asentamientos* (nouvelles communautés de paysans sans-terre) constitués aux environs de Yacuiba entreprennent une marche vers Tarija afin de réclamer l'accès à la terre. Un groupe d'hommes de la communauté de Palmitos-Timboy prend part à la manifestation. Au cours d'une réunion réalisée quelques instants avant de rencontrer le préfet de la ville d'Entre-Rios, le groupe prend la décision de se présenter comme étant le *Movimiento Sin Tierra de Bolivia*. Ainsi, bien que les prises de terres et les occupations existaient depuis un moment dans la province du Gran Chaco, cette date marque la naissance officielle du mouvement des paysans sans-terre de Bolivie.

Au cours de l'année 2001, un nombre important de familles de Palmitos-Timboy commence à récolter le fruit de ses cultures et à en vendre certaines quantités sur les marchés locaux de Yacuiba. Ces récoltes, surtout des pommes de terres et du maïs, constituent une petite source de revenus pour les paysans. Ces derniers réinvestissent généralement ces sommes afin d'acquérir des biens de premières nécessités qu'ils ne peuvent produire eux mêmes, tels l'huile de cuisson, des radios et des piles.

C'est aussi à cette époque que Palmitos-Timboy et la communauté paysanne voisine, Timboy, commencent à tisser des liens plus étroits. En effet, les réussites de la communauté sans-terre ont éveillé l'intérêt de ses voisins. Certains d'entre eux y voient l'occasion d'obtenir des parcelles de terres et s'incorporent à la communauté sans-terre avec l'espérance d'y occuper quelques hectares.

Toutefois, à l'aube du 9 novembre 2001, survient un évènement extérieur qui aura une forte influence sur la communauté : c'est ce que l'on appellera plus tard la *Matanza de Panantí*. Une dizaine d'hommes armés, à la solde des propriétaires terriens de la région, entrent dans

la communauté de Panantí au moment où les sans-terre s'apprêtent à travailler la terre collective située un peu en retrait des habitations. Six paysans sans-terre meurent sous les balles, plusieurs sont blessés, dont des femmes et des enfants et même une femme enceinte. Un des attaquants, pris à mal par les sans-terre, est lynché. L'affaire fait grand bruit dans la presse régionale et nationale, qui présente l'événement comme un affrontement entre paysans, causé par une dispute pour la terre. Il faudra plusieurs semaines pour que la *Asemblea Permanente de los Derechos Humanos* (l'Assemblée permanente des droits humains) de Yacuiba démêle les cartes et rétablisse la vérité : l'affrontement était le fait d'un groupe d'hommes agissant pour les intérêts des propriétaires terriens et non pas un banal affrontement entre paysans. Toute cette histoire contribue à la prise de conscience sociale d'une nouvelle réalité dans la province du Gran Chaco : l'émergence d'un nouvel acteur social dans la lutte pour la terre. Car, si le mouvement existait depuis déjà quelques années, il était peu connu et peu considéré par les différents acteurs de la région. Au cours du mois de décembre 2001, les sans-terre feront la couverture de nombreux journaux régionaux et nationaux, ce qui permet tout à coup de voir la réelle mesure du mouvement.

Cet événement touche particulièrement la communauté de Palmitos-Timboy. Tout d'abord, cinq des hommes tombés sous les coups de feu provenaient de la communauté. La perte est donc lourde et la majorité des familles touchées ne poursuivront pas leur occupation de la terre, la charge de travail étant trop importante à assumer pour les veuves et leurs enfants. De plus, à la suite de la *Matanza*, quatre membres du MST passeront cinq mois en prison. Lidio Julian est du groupe. L'absence de son leadership affaiblit d'autant plus l'organisation de la communauté.

Tableau 3.2

Principaux jalons de la constitution de la communauté de Palmitos-Timboy

Date	Événements	Acteurs impliqués	Conséquence
1999	Identification de la superficie Tati.	Sept familles guaranis et treize familles <i>Collas</i> .	Prise de possession et fondation d'une communauté sous le nom de Timboy.
Début de 2000	Divergence dans les stratégies.	Guaranis et <i>Collas</i> installés sur Tati.	Scission en deux communautés : Timboy-Tiguazu et Palmitos-Timboy.
En 2000	Réclamation d'une part de Tati.	Producteur agricole et sa famille	Augmentation de la situation de conflit sur Tati.
Avril et mai 2000	Appel à de nouveaux membres.	Habitants de Palmitos-Timboy	Intégration d'une quarantaine de familles, portant le nombre à 67.
2001	Première récolte de la communauté	Habitants de Palmitos-Timboy	Vente de produits sur les marchés locaux.
9 novembre 2001	<i>Matanza de Panantí</i>	Une dizaine d'hommes armés ; Sans-terre de Panantí, Los Sotos-La Vertiente et Palmitos-Timboy.	- Décès de six paysans sans-terre dont cinq de Palmitos-Timboy ; - Le pays prend conscience de l'existence de paysans sans-terre ; - Lidio Julian est emprisonné.
Début 2002	Lidio Julian constate l'affaiblissement de la communauté.	Lidio Julian et les membres de Palmitos-Timboy.	Accent mis sur la consolidation de l'organisation : définition d'objectifs et de moyens d'action pour les atteindre.
27 mai 2003	Construction de la première école.	Habitants de Palmitos-Timboy.	Concrétisation du premier projet de la communauté.
Juin 2003	Marche au district de l'éducation et au conseil municipal.	Hommes, femmes et enfants de Palmitos-Timboy.	Obtention d'un salaire pour le professeur de l'école.
1 ^{er} mars 2004	Blocage de la route Yacuiba-Villamontes.	Habitants de Palmitos-Timboy	Obtention d'une audience au district de l'éducation puis d'un salaire pour le second professeur.
Mai 2004	Marche à la Préfecture et au bureau départemental de l'INRA.	Hommes, femmes et enfants de Palmitos-Timboy.	Peu d'écoute de la part des autorités.
2004	Construction d'une école de briques et de ciment.	Membres de Palmitos-Timboy aidés de l' <i>Ejército de Aroma</i> .	Renforcement des liens communautaires et prise en charge de l'éducation des enfants au sein de la communauté.
Du 15 juillet 2004	Grève de la faim et occupation du Conseil municipal de Yacuiba.	80 membres de Palmitos-Timboy, Los Sotos-La Vertiente et Nuevo Amanecer, et 20 membres de Chirimoyal.	L'occupation ne donne pas les résultats attendus (statuts juridiques). Cependant, elle contribue à renforcer les liens entre les membres des différentes communautés sans-terre.
28 août 2004	Grève de la faim et occupation des locaux contrôlant la distribution du gaz à Yacuiba.	Environ 150 membres de Palmitos-Timboy, Chirimoyal et Los Sotos-La Vertiente.	L'occupation ne donnera pas les résultats attendus (titres de propriétés).
Septembre 2004	Marche nationale à La Paz, pour la nationalisation des hydrocarbures.	Plusieurs habitants de Palmitos-Timboy se joignent au mouvement national.	Forte implication de la part de la communauté ; Evo Morales nationalisera finalement les hydrocarbures en mai 2006.

Sources : données recueillies sur le terrain.

Lorsque Lidio Julian est libéré et revient à Palmitos-Timboy, la communauté a perdu quelques membres et s'est affaiblie. Dans la province du Gran Chaco, si l'on parle désormais beaucoup plus fréquemment des sans-terre, le mouvement souffre d'une grande impopularité, particulièrement à Yacuiba de la part des éleveurs bovins de la province regroupés au sein de l'organisation ASOGACHACO (*Asociación de Ganaderos de la Primera Sección Municipal de la provincia Gran Chaco*). D'ailleurs, l'assaut à Panantí ne sera pas le seul perpétré par des propriétaires terriens à l'encontre des communautés sans-terre. Si leur part de responsabilité est parfois difficile à démontrer devant les tribunaux ou dans les médias, ceux-ci n'étant généralement pas impartiaux, certains événements laissent particulièrement songeurs⁵⁸.

À sa sortie de prison, lorsqu'il constate l'affaiblissement de la communauté ainsi que les difficultés dont souffre le mouvement des sans-terre, Lidio Julian décide de consacrer ses énergies au renforcement de Palmitos-Timboy. De cette manière, bien que ses membres poursuivent leur engagement au niveau régional et auprès des autres communautés, l'accent est cependant mis sur la consolidation de l'organisation de Palmitos-Timboy. Des objectifs sont définis et des moyens d'action entrepris afin de les atteindre.

C'est ainsi que le 27 mai 2003, les habitants de Palmitos-Timboy parviennent à la concrétisation d'un projet en lien avec le développement de la communauté, soit la construction d'une école. Cette première école, de bois et de palmes, ne tardera pas à être remplacée, quelques mois plus tard, par une construction de brique et de ciment. Un

⁵⁸ C'est notamment le cas d'un assaut perpétré en mai 2001 contre la communauté de Los Sotos-La Vertiente. Ce jour-là, la petite communauté sans-terre est surprise par l'arrivée de dizaines d'hommes, dont plusieurs sont armés de machettes et d'armes à feu. Arrivés par camion, ces hommes agressent les habitants, tirent des coups de feu, saccagent les biens de la communauté et mettent le feu aux habitations. L'altercation se termine par la fuite des sans-terre dans la forêt. À la suite de cet événement, où les propriétaires terriens ont nié toute implication, l'*Asemblea de Derechos Humanos* de Yacuiba a mis la main, quelques mois plus tard, sur un document vidéo, filmé par le groupe qui a donné l'assaut. Ce document, où l'on observe les faits perpétrés contre hommes, femmes et enfants, permet d'identifier clairement l'implication des propriétaires terriens de la région. On observe comment ils ont mobilisé des hommes, notamment des Weenawhek, à Yacuiba, et les ont rétribué par de la nourriture et des boissons alcoolisées avant de les mener directement à Los-Sotos-La Vertiente et de donner l'assaut contre les habitants. L'*Asamblea de Derechos Humanos* de Yacuiba est en possession de ce document vidéo.

commandant de l'*Ejercito de Aroma* (armée basée à quelques dizaines de kilomètres de Palmitos-Timboy), aidé de quelques soldats, se prend d'intérêt pour la communauté et réunit le matériel nécessaire à l'édification d'une seconde école, inaugurée en 2004.

Ainsi, au moment de notre enquête dans la région, Palmitos-Timboy jouissait d'un statut important au sein du mouvement des sans-terre de la province du Gran Chaco : celui de modèle. En effet, ses efforts d'organisation des deux dernières années ainsi que sa cohésion sociale semblaient avoir porté fruit et les autres communautés s'intéressaient vivement à ses réussites et s'en inspiraient.

3.4 Acteurs

En septembre 2004, la communauté de Palmitos-Timboy comprenait 33 familles, équivalant à environ 160 individus, hommes, femmes et enfants confondus. Cependant, il s'agit d'une évaluation, basée surtout sur des renseignements obtenus en entrevue, en raison du fait que les habitants de la communauté sont souvent absents de Palmitos-Timboy. En effet, hommes, femmes et enfants doivent régulièrement se rendre à la ville de Yacuiba pour différentes raisons : travail, famille, éducation, soins de santé. Ces déplacements fréquents sont parfois longs. Ce peut être le cas, par exemple, d'un individu recevant des soins particuliers ou une éducation spécifique qu'il n'est pas en mesure d'obtenir au sein de la communauté. À l'extérieur de la communauté, ces individus sont hébergés le plus souvent chez des amis ou de la famille. Il est fréquent, par exemple, que les enfants soient envoyés à la ville de Yacuiba, où ils logent chez des membres de la famille, afin d'y poursuivre leur éducation.

De ces 33 familles qui constituent la communauté, 30 familles sont d'origine quechua et aymara tandis que trois sont d'origine guarani. Les Guaranis représentent le troisième groupe ethnique sur le plan démographique en Bolivie. Ils constituent une ethnie reconnue dans la province du Gran Chaco (et dans les basses-terres du sud du pays), où on leur reconnaît un passé commun avec la région. En outre, plusieurs organisations établies dans la province, telles que des ONG comme le CER-DET (*Centro de Estudios Regionales para el Desarrollo*

de Tarija) mais aussi des regroupements Guaranis comme la Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba et la Asamblea del Pueblo Guaraní (APG), travaillent, depuis la création de l'INRA, à la revendication de territoires pour les communautés Guaranis. Quelques-unes ont d'ailleurs été dotées ces dernières années d'extensions importantes, notamment au nord du département de Tarija, dans la région de l'Itika Guazu. C'est donc dire que la reconnaissance de l'ancestralité des occupations des Guaranis dans la région n'est plus à faire⁵⁹.

Comme nous l'avons vu précédemment, ce n'est pas le cas des occupations réalisées par des Quechuas ou des Aymaras (*Collas*). Ces deux ethnies sont principalement originaires des départements de Chuquisaca et de Potosi. La fermeture des mines, causée par la chute des cours du minerai sur les marchés internationaux, jumelées aux effets des ajustements structurels à la fin des années 1980, a poussé les populations des hauts-plateaux à migrer vers les basses-terres du pays afin d'y trouver de nouveaux moyens de subsistance. L'attrait de la ville de Yacuiba s'est accru pour ces populations migrantes, notamment en raison du commerce informel et de sa position de ville frontalière avec l'Argentine.

Une autre raison de leur exode se trouve dans l'impossibilité pour ces individus, appartenants aux ethnies Aymaras et Quechuas, d'obtenir un accès aux terres dans leurs régions d'origine. En effet, de nombreux habitants des hauts-plateaux boliviens, fils de cultivateurs et habitués aux travaux agricoles, n'ont pu obtenir de terres au sein des communautés d'où ils proviennent, les propriétés ayant toutes été subdivisées au fil de nombreuses générations. Certains d'entre eux effectuent régulièrement des allers-retours au milieu des plaines de la province du Gran Chaco, en direction des plantations du nord de l'Argentine, où ils travaillent comme salariés temporaires dans des plantations. Ils s'intéressent alors à ces plaines du Chaco qu'ils traversent. Celles-ci leur semblent hospitalières et, surtout, peu habitées.

⁵⁹ Leur occupation remonterait à plus de 350 ans (entrevue n° 19).

Tableau 3.3

Caractéristiques de la communauté de Palmitos-Timboy	
Situation géographique	Situé à 60 km au nord de Yacuiba, à environ 10 km à l'ouest de l'autoroute principale ; Sur une terre appartenant à l'État, nommée Tati (<i>Predio fiscal Tati</i>).
Espace occupé	2600 hectares
Population	160 individus.
Nombre de familles	33 familles.
Ethnies représentées	Forte prédominance Quechua, quelques familles aymaras ainsi que 3 familles guaranis.
Origine de la population	Migrants provenant des départements de Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Tarija.
Structure organisationnelle	Horizontale et collective.
Actions collectives réalisées	Prises d'une superficie de terres inoccupée (fiscale dans ce cas) ; Exploitation de la terre ; Marches, occupations de lieux, grèves de la faim ; Construction des routes et de l'école.
Moyens de communication	Des bruitages et chaînes de messagers sont utilisés entre les différentes habitations afin de communiquer et donner l'alerte lorsque nécessaire ; Deux représentants de la communauté possède, chacun, un téléphone portable.
Activités économiques	Principalement une agriculture de subsistance ; Quelques surplus agricoles sont destinés à la vente au marché paysan (<i>mercado campesino</i>) de Yacuiba ; Les hommes participent fréquemment à des travaux – principalement forestiers et agricoles – à l'extérieur de la communauté (travail saisonnier) ;

Sources : Information recueillie sur le terrain.

La communauté de Palmitos-Timboy regroupe donc à la fois des Guaranis, originaires de la zone, et des migrants Quechuas et Aymaras. Comme l'histoire de la communauté le démontre, les relations entre Guaranis et *Collas* ne sont pas toujours au beau fixe. Cependant, les familles Guaranis ayant choisis de demeurer au sein de la communauté sans-terre après la scission des deux groupes affirment ne pas souffrir de problème d'intégration et faire partie à part entière de Palmitos-Timboy⁶⁰.

⁶⁰ Entrevue n° 6.

3.5 Fonctionnement de la communauté

Depuis les débuts de son établissement, les membres de la communauté sans-terre de Palmitos-Timboy ont effectué un partage de la superficie sur laquelle ils se sont installés. Chaque membre (ou famille) a pris en charge une parcelle allant de 2 à 20 hectares, selon les cas. Cette répartition est discutée puis décidée lors des réunions où chacune des demandes sont évaluées par l'ensemble des membres de la communauté. Certains travaux se font de manière collective et l'entraide est importante. Toutefois, la division du travail s'effectue selon les moyens et les forces disponibles de chacun. Par exemple, les aînés et les veuves se voient offrir de l'aide de la part des autres membres de la communauté. Cependant, le travail de la terre se fait généralement de manière familiale.

Cette division du travail et de propriété de la terre rappelle le fonctionnement des *ayllus* des hauts-plateaux boliviens et péruviens. L'*ayllu*, l'organisation politique des communautés de base incaïques et pré-incaïques, n'est pas disparue avec l'effondrement de l'empire Inca et un certain nombre de communautés en Bolivie fonctionnent toujours selon ses principes d'organisations communautaires. Selon le leader autochtone Felipe Quispe, secrétaire exécutif de la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB) et dirigeant du *Movimiento Indígena Pachakuti* (MIP), un mouvement indigéniste, les *ayllus* sont un mode de société socialiste communautaire⁶¹. Quelques groupes autochtones en Bolivie luttent toujours de nos jours pour la reconnaissance des *ayllus*, ce qui contribue à la survie de ce mode de regroupement social et de ses principes de fonctionnement.

Pour en revenir au cas de la communauté de Palmitos-Timboy, on observe une unité importante ainsi qu'un haut degré de communication entre tous les membres du groupe. Par exemple, différents moyens de donner l'alerte en cas d'agression ont été mis sur pied et sont

⁶¹ Cité par Washington Estellano², dans *Bolivie : Après octobre*, le 28 février 2004, sur la page Internet du Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (www.risal.collectifs.net/article.php3?id_article=862).

utilisés comme stratégie de défense afin d'éviter les essais répétitifs de délogement effectués, semble-t-il, par des propriétaires latifundistes.

Une des caractéristiques apparemment les plus importantes de la communauté de Palmitos-Timboy réside dans sa capacité d'organisation, ce qui la différencie des autres communautés sans-terre, celles-ci n'ayant pas atteint un niveau aussi élaboré d'organisation et de cohésion. À Palmitos-Timboy, entre chacune des habitations, les membres de la communauté ont développé des moyens de communication efficaces, avec des bruitages ou encore des chaînes de messagers, afin de contrer l'isolement, de raffermir les liens sociaux et de transmettre les alertes lorsque cela est nécessaire.

En outre, la communication entre les bases et les dirigeants est une priorité et chacun mentionne l'importance de cette horizontalité pour la prise de décision et l'initiative des membres. Dans les entrevues réalisées dans la communauté, tous, gens de la base, leaders, hommes et femmes, ont noté l'importance de cette horizontalité. De surcroît, l'existence de réseaux de solidarité à l'intérieur de la communauté et jusqu'à l'extérieur, par exemple avec les autres communautés sans-terre, est aussi l'une des caractéristiques reconnues de Palmitos-Timboy. Nous le remarquons particulièrement en ce qui a trait à la *Matanza de Panantí*. En effet, cinq sans-terre de Palmitos-Timboy qui étaient allés prêter main-forte à la communauté de Panantí y ont laissé leur vie. Aussi, la capacité de lutte de Palmitos-Timboy est reconnue et respectée par tous au sein du mouvement des sans-terre. Bien à l'extérieur des frontières de Palmitos-Timboy, tous reconnaissent ces traits, considérés unanimement comme des qualités qui ont permis la durabilité de la communauté et l'atteinte de nombre de ses objectifs. En effet, au cours de différentes entrevues que nous avons réalisées, ce constat est revenu souvent, même de la part des opposants au mouvement des sans-terre, tels que les propriétaires terriens⁶².

⁶² Entrevues n° 19, 20, 29, 30 et 36.

3.6 Structure d'organisation

La communauté de Palmitos-Timboy dispose d'une structure d'organisation caractérisée par l'horizontalité. C'est-à-dire que les décisions touchant la vie communautaire sont prises lors d'assemblées regroupant tous les membres de la communauté. Ses réunions ont lieu dans l'école et chacun, femmes et enfants inclus, peuvent y assister. Pour le dirigeant de Palmitos-Timboy : « *las bases son la maxima autoridad. Ellas tienen que arreglar el camion y dar la direccion*⁶³ » (les bases sont l'autorité suprême; ce sont elles qui doivent réparer le camion et lui donner sa direction), en comparant la communauté à un camion.

Dans la province du Gran Chaco, chaque communauté sans-terre dispose d'un conseil communautaire et toutes les décisions sont prises en assemblée générale de communauté. Palmitos-Timboy n'échappe pas à cette règle. Bien que l'horizontalité des décisions soit un aspect primordial, le conseil communautaire est composé d'un représentant, d'un secrétaire ainsi que de responsables de comités tels le comité *Tierra y Territorio* (Terre et territoire) ou le comité *Organico* (Organisationnel). Les membres du conseil sont élus en séance plénière, chaque année.

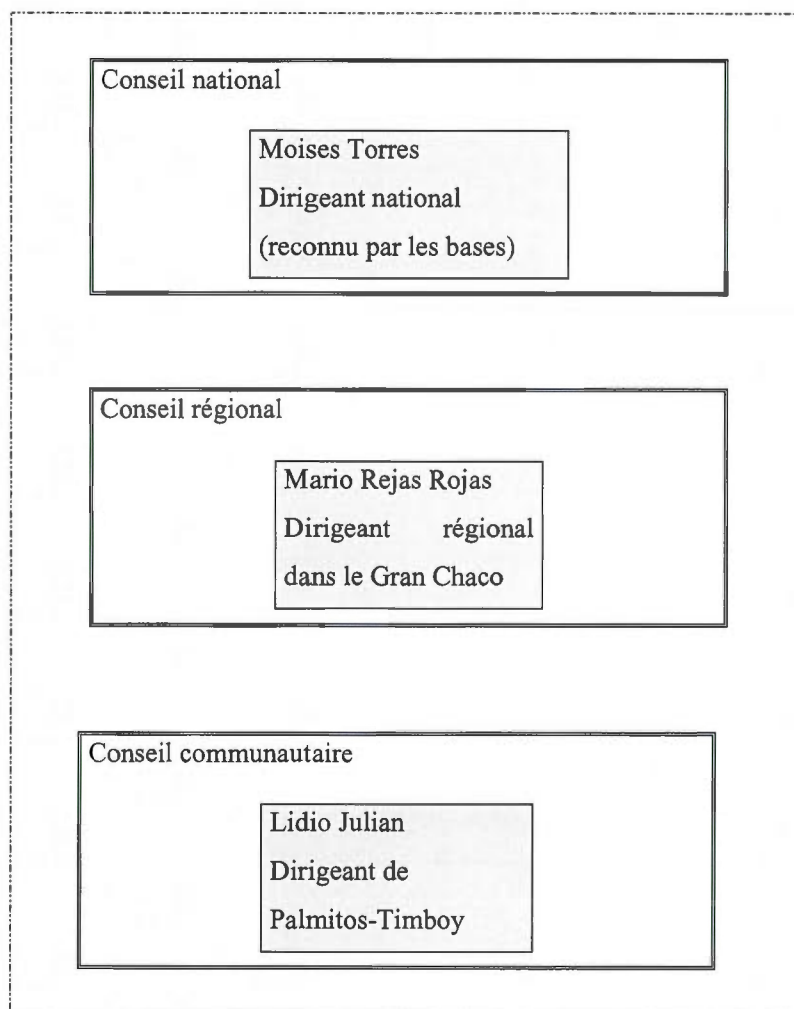
En septembre 2004, le directeur régional du mouvement des sans-terre du Gran Chaco était Mario Rejas Rojas, membre de la communauté de Palmitos-Timboy. De son côté, Lidio Julian était alors le dirigeant de la communauté (figure 3.4). Cependant, il est intéressant de constater que, bien que Lidio Julian n'assurait pas la direction régionale à ce moment, son leadership était pourtant reconnu dans la région et dépassait les frontières régionales. Il était évident que Lidio Julian travaillait alors étroitement avec Mario Rejas Rojas, dirigeant régional, ainsi qu'avec Moïses Torres, dirigeant national du mouvement des sans-terre. En général, dans les différentes organisations travaillant sur la problématique de la terre et des territoires en Bolivie, le nom de Lidio Julian était alors très connu⁶⁴.

⁶³ Propos tenus par Lidio Julian, au Congrès régional, le 16 septembre 2004, à Palmitos-Timboy.

⁶⁴ C'était le cas de la *Fundación-Tierra*, à La Paz et à Santa-Cruz, du CEJIS de Santa-Cruz, du CERDET de Yacuiba, évidemment, mais aussi de ceux de Villamontes et de Tarija. Aussi, au sein des instances de l'INRA de Yacuiba et de Tarija, le nom de Lidio Julian a été cité très fréquemment en entrevue.

Figure 3.5

Schéma du MST bolivien (organigramme)



D'ailleurs, plusieurs acteurs n'ont pas hésité en entrevue⁶⁵ à indiquer Lidio Julian comme étant le leader des sans-terre dans le département, tout en ne remettant aucunement en question l'autorité de Mario Rejas Rojas. En effet, Lidio Julian, à cause des réalisations de la communauté de Palmitos-Timboy – construction d'un chemin et d'une école, acquisition de deux salaires pour des professeurs, etc – s'est acquis la réputation de leader dans l'esprit des gens, aussi bien auprès des sans-terre que des autres secteurs sociaux.

Fréquemment, des assemblées générales entre les communautés (*inter-comunidades*) regroupent tous les représentants des comités et les dirigeants de chacune des communautés. Tous les membres des communautés peuvent participer activement à ces réunions se déroulant généralement dans des lieux ouverts. Le lieu est déterminé à l'avance selon une rotation afin de laisser la chance à chacune des communautés sans-terre d'accueillir ces réunions importantes pour l'exercice de la démocratie dans la prise de décision.

Le 16 septembre 2004, il nous a été permis d'assister à la réunion des délégués. Dénommée l'*Ampliado Extra Ordinario Regional*, cette rencontre regroupait des dirigeants de la région réunis à Palmitos-Timboy. Nous y avons dénombré dix représentants de Palmitos-Timboy, trois provenant de Chirimoyal, deux dirigeants de Nuevo Amanecer, un de Arenales ainsi que trois représentants de Los Sotos-La Vertiente. Ayant débuté à 13 h, la réunion s'est terminée tard dans la nuit. Lidio Julian, assisté de Mario Rejas Rojas, présidait la rencontre. Les thèmes discutés touchaient des sujets variés, mais nous avons noté un vif intérêt de la part des représentants des autres communautés concernant la structure organique et le fonctionnement de Palmitos-Timboy. D'autre part, nous avons observé la présence de deux femmes sur un total de 18 individus. Il s'agissait de Maria Esther, membre de Palmitos-Timboy et candidate régionale pour le parti *Movimiento Al Socialismo* (MAS) aux élections municipales, et d'une représentante de la communauté de Chirimoyal.

Cette réunion nous a permis d'observer que tous les individus présents avaient l'occasion de prendre la parole sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour. Pour ce faire, il suffisait de lancer à haute voix un « *la palabra compañeros!* » (la parole camarade !). En outre, nous

⁶⁵ Entrevues n° 19, 29, 30 et 36.

avons aussi observé qu'une trentaine d'habitants de Palmitos-Timboy ont assisté à la réunion. Une dizaine de personnes s'étaient déplacées en provenance des autres communautés, particulièrement de Los Sotos - La Vertiente, la communauté située la plus près de Palmitos-Timboy. Mentionnons qu'un repas communautaire avait été préparé par les femmes de Palmitos-Timboy afin de sustenter les gens présents. En outre, certains foyers de Palmitos-Timboy avaient offert leur hospitalité et hébergeaient les membres des autres communautés. Ces quelques détails nous ont permis de noter le degré d'ouverture et d'entraide entre les membres des différentes communautés sans-terre, favorisant le fonctionnement des réunions. Mais cela permet aussi de constater que les différences « sexuelles » du travail, les femmes se chargeant des repas, sont reproduites par ces mouvements, tout démocratiques qu'ils soient.

3.7 Actions collectives des sans-terre à Palmitos-Timboy

Palmitos-Timboy est particulièrement active en comparaison aux autres communautés et à l'ensemble du mouvement. Elle a recours à diverses actions collectives afin de mobiliser les ressources pour la communauté et d'appuyer le mouvement social du MST.

3.7.1 Prise et occupation des terres (*toma de tierra et asentamiento*)

L'action la plus significative et aussi, probablement, la plus spectaculaire du mouvement consiste en des prises et des occupations de terres. Le mouvement des sans-terre en Bolivie n'est pas le premier à effectuer de telles actions. Immortalisées par les célèbres clichés du photographe Sebastião Salgado⁶⁶, des occupations de terres planifiées ont eut lieu notamment au Brésil, mais aussi au Paraguay et, de manière plus spontanée, dans d'autres pays d'Amérique latine. Ces prises de terres visent la création de l'*asentamiento*, qui hébergera la communauté à naître.

⁶⁶ Salgado est un photographe brésilien reconnu ayant réalisé des photos de paysans sans-terre du Brésil.

Les habitants de Palmitos-Timboy ont effectué la prise de leur terre en l'an 1999. Le travail a d'abord consisté à identifier la terre qui accueillerait la nouvelle communauté. Dans ce cas-ci, il s'agissait du domaine Tatí, une terre appartenant au gouvernement mais hébergeant déjà différents secteurs sociaux (un grand propriétaire, une communauté paysanne ainsi qu'une communauté d'autochtones Tapietes). Créée de manière collective, cet *asentamiento* regroupait des membres des ethnies Aymaras, Quechuas et Guaranis, unis dans leur intention d'accéder à un lopin de terre qui leur permettrait de combler leurs besoins et ceux de leur famille. La prise de terre, à l'image des autres actions du groupe, s'est donc réalisée de manière communautaire.

3.7.2 Marches (*marchas*)

Une autre action collective importante pour les sans-terre consiste en des marches réalisées au niveau régional, départemental et national. C'est aussi un moyen d'action privilégié pour les mouvements autochtones d'Amérique latine. Le mouvement autochtone a réalisé une marche historique en Bolivie, au cours de l'année 1990 : la *Marcha por el Territorio y la Dignidad*. Cette marche met sur la sellette les problèmes d'accès à la terre en Bolivie. Le MST bolivien effectue ces marches dans différents buts, le premier étant de revendiquer le droit à la terre. Pour la réalisation de marches départementales ou nationales, dont la durée peut s'étendre de plusieurs jours à quelques semaines, la communauté détermine à l'avance les participants et le rôle de chacun. En effet, s'il est important d'y être représenté, il faut aussi financer l'expédition. D'autre part, il est nécessaire d'assurer une présence des habitants dans la communauté. Aussi, le financement provient de tous les foyers, dans la mesure des moyens de chacun.

Au cours du mois de juin 2003, la communauté de Palmitos-Timboy réalise une grande marche réunissant hommes, femmes et enfants. Prenant la communauté comme point de départ, ils marchent alors jusqu'au district de l'éducation de Yacuiba, puis jusqu'au conseil municipal (*Consejo Municipal*). Le but de la manifestation est d'obtenir un salaire pour le professeur de l'école et ainsi lui permettre de demeurer dans la communauté.

Figure 3.6

Marche nationale pour la nationalisation des hydrocarbures boliviens, à La Paz



Source : Marie-josée Béliveau, octobre 2004.

À un autre moment, au cours du mois de mai 2004, les habitants de Palmitos-Timboy ont participé à une grande marche afin de se rendre à la Préfecture de Tarija ainsi qu'au bureau départemental de l'INRA à Tarija. Ici, il s'agit de revendiquer une meilleure distribution des terres. Des membres de différentes communautés sans-terre se joignent à cette marche organisée par le MST du Gran Chaco. En raison des distances parcourues, peu de femmes et d'enfants prennent part à la manifestation.

En plusieurs occasions, les habitants de Palmitos-Timboy et les membres du MST Gran Chaco se joignent à de grandes marches nationales. C'est le cas de la marche réalisée au sein du Bloque Oriente. Ce regroupement représente un grand nombre d'organisations autochtones et paysannes des basses-terres boliviennes. Il se dépeint tout d'abord comme un défenseur de la démocratie participative et revendique des espaces de pouvoir politique pour

les secteurs paysans, autochtones ainsi que pour les femmes. Aussi, au cours du mois de septembre 2004, des hommes et des femmes de Palmitos-Timboy marchent depuis le Gran Chaco jusqu'à La Paz afin de revendiquer un référendum sur la question de l'exploitation et de l'exportation des hydrocarbures en Bolivie. Cette marche d'une durée de plusieurs semaines nécessitait une forte implication de la part de l'ensemble de la communauté puisque diverses tâches ont été distribuées et de l'argent a été recueilli afin de soutenir les participants et leurs familles.

3.7.3 Blocage de routes (*bloqueo*)

Les blocages de route sont aussi un moyen utilisé par les habitants de Palmitos-Timboy ainsi que du MST pour faire valoir leur droit. La position géographique des communautés sans-terre du Gran Chaco facilite ce type d'actions. En effet, l'axe autoroutier Villamontes-Yacuiba est une section de transit important pour l'économie régionale, départementale, nationale et même internationale puisqu'il relie les centres économiques boliviens (en particulier la ville de Santa-Cruz de la Sierra) à l'Argentine. De surcroît, les communautés sont installées, en général, à seulement quelques kilomètres de cet axe.

Si la situation géographique facilite ce type d'action, celui-ci n'est cependant pas privilégié. Les membres du MST préfèrent souvent d'autres moyens qui susciteront la sympathie dans la société (grève de la faim et marches) plutôt que leur occasionner des désagréments comme le font les blocages de transport de marchandise ou de personnes sur les tronçons de routes. « Des fois, nous bloquons les route, mais d'autres moyens sont mieux perçus, par exemple les marches. Les gens n'aiment pas que nous arrêtons le trafic. » (entrevue n° 11)

Le 1^{er} mars 2004, les habitants de Palmitos-Timboy réalisaient le blocage du tronçon autoroutier Villamontes-Yacuiba passant près de la communauté, afin d'obtenir un salaire pour le second professeur de l'école. Ce blocage, qui n'aura duré qu'une journée et demie, leur a permis d'obtenir une audience au district de l'éducation de Yacuiba et, plus tard, de se voir accorder le salaire pour le professeur.

3.7.4 Occupations de lieux (*tomas*)

Parmi les actions les plus spectaculaires figurent les occupations de lieux. Il s'agit généralement de siège ou de bureaux représentant les autorités. Ce ne sont cependant pas des actions fréquentes, en raison de l'important degré de participation qu'elles nécessitent de la part de la communauté. En effet, les occupations doivent être réalisées par la majorité des membres de la communauté. Elles mobilisent donc un maximum d'effort de la part des hommes, des femmes et des enfants. En outre, elles entraînent la possibilité d'intervention des forces policières ou de l'armée et, donc, d'arrestations.

Les membres de Palmitos-Timboy ont réalisé deux occupations particulièrement importantes. Tout d'abord, celle du Consejo Municipal de Yacuiba, le 15 juillet 2004, réalisée en alliance avec des sans-terre provenant de Los Sotos-La Vertiente et Nuevo Amanecer. Elle avait pour but d'obtenir un statut juridique pour ces trois communautés. Les demandes avaient été faites depuis deux ans, mais les autorités n'avaient toujours pas fourni de réponse. Cette action, étalée sur deux semaines, a mobilisé la majorité des habitants de Palmitos-Timboy, incluant les femmes et les enfants. Au total, environ 80 personnes y ont participé et une vingtaine de membres de Chirimoyal (ne revendiquant pourtant pas leur statut juridique) se sont joints au mouvement. Voyant leurs locaux envahis durant deux semaines, les membres du conseil municipal (*Consejo Municipal*) ont abandonné leur bureau et ont dû siéger à l'hôtel Paris (un hôtel de la ville de Yacuiba) et à l'Hôtel de ville (Alcaldia).

Ensuite, le 28 août 2004, environ 150 personnes provenant des communautés de Palmitos-Timboy, Chirimoyal et Los Sotos-La Vertiente réalisaient conjointement la prise et l'occupation des locaux où se trouve la valve contrôlant la distribution du gaz de Yacuiba. Le but de cette action, assez spectaculaire, était d'obtenir les titres de propriétés des terres occupées. L'armée et la police de Yacuiba ont finalement réussi à déloger les hommes, les femmes et les enfants participant à l'action.

Figure 3.7

Des femmes participent à la cuisine collective de Palmitos-Timboy



Source : Marie-josée Béliveau, septembre 2004.

3.7.5 Grèves de la faim (*huelgas de hambre*)

Les grèves de la faim sont généralement effectuées conjointement à d'autres types d'action. Il s'agit de « bonifier » l'effet auprès des autorités, des médias et de la population dans son ensemble. Généralement, tous s'y plient, jusqu'aux enfants. En juillet 2004, au moment de l'occupation du conseil municipal de Yacuiba, les membres du MST participant à l'action réalisaient simultanément une grève de la faim. En août 2004, alors qu'ils occupaient l'édifice contrôlant la valve du gaz, une autre grève de la faim était réalisée.

3.7.6 Action politique (*acción política*)

L'action politique de membres du MST nous paraît représenter un type d'action particulier plus récent. C'est à partir de 2004 que le mouvement a commencé à présenter ses propres candidats à des élections. En vue des élections municipales de décembre 2004, deux candidats affiliés au MAS (*Movimiento Al Socialismo*) étaient dans la course, soit Maria Esther, une jeune femme provenant de la communauté sans-terre de Palmitos-Timboy ainsi que Vilcazana, le jeune président de la communauté de Chirimoyal.

Pour les habitants de Palmitos-Timboy, l'action politique est très importante et doit accompagner la lutte du MST. En général, leurs appuis vont clairement au MAS. Le leader du MAS, Evo Morales, jouit aussi d'une grande popularité à Palmitos-Timboy. « Evo est comme nous, c'est un paysan⁶⁷ » (entrevue n° 17). Les partisans du MAS, qu'ils soient paysans sans-terre ou provenant d'autres secteurs de la société, décrivent ce parti plutôt comme un « instrument politique ». Pour eux, « ce n'est pas un parti qui s'insère dans le mouvement social afin de s'y articuler, sinon que c'est un mouvement politique né des organisations sociales elles-mêmes⁶⁸ » (entrevue n° 11). Il s'agit donc d'un instrument au service du peuple afin d'aider celui-ci à avoir accès aux espaces de pouvoir, notamment en revendiquant la *Constituyente* (réforme constitutionnelle), destinée à donner plus de place dans la constitution bolivienne, aux populations autochtones du pays.

3.8 Réalisations et développement de la communauté

Le développement de la communauté de Palmitos-Timboy et des communautés sans-terre représente un enjeu important pour le futur. Les conditions de développement reposent en général sur les moyens de gestion territoriale, les mécanismes de prises de décision, les

⁶⁷ « *Evo es de nosotros, es campesino* »

⁶⁸ « *no es un partido que se insertó en el movimiento social para articularse con él, sino que es un movimiento político surgido de las propias organizaciones sociales* »

relations entretenues avec les autres secteurs sociaux ainsi que sa capacité à mobiliser des ressources afin de mettre en œuvre ses projets.

Bien que nombre de défis restent encore à relever pour la communauté de Palmitos-Timboy, nous croyons qu'elle représente un exemple de développement local. La communauté n'avait que cinq ans d'existence au moment de notre séjour. De surcroît, elle ne possédait pas encore officiellement ses titres de propriété. Toutefois, elle avait réussi à atteindre un certain nombre de buts que les habitants s'étaient fixés. La construction de l'école, obtenue grâce à l'aide de membres de l'armée⁶⁹, en est un bon exemple. L'obtention de deux professeurs et de salaires pour leur travail représente aussi des acquis pour la communauté.

Autour de cette école s'est créée une synergie importante. D'abord, il a fallu que tous les membres de la communauté s'organisent ensemble afin de concrétiser sa construction. Puis, le lieu physique de cette école sert aujourd'hui à l'instruction des enfants, mais aussi de lieu d'activités communautaires. C'est dans cette école que se tiennent les diverses réunions des habitants de Palmitos-Timboy. C'est aussi ici qu'ont lieu les différentes réunions réunissant les membres des autres communautés de sans-terre avec ceux de Palmitos-Timboy. À ces occasions, la petite école de briques (première construction en « dur »⁷⁰ dans l'ensemble des communautés sans-terre du Gran Chaco) sert d'exemple auprès des autres communautés, des résultats obtenus grâce à la mobilisation des habitants de Palmitos-Timboy. Elle représente un aussi un outil de développement de la communauté. La construction collective de la route de quinze kilomètres, tracée avec des bêches et des pelles, à travers la brousse et à flanc de colline, et reliant Palmitos-Timboy à la *carratera* (autoroute), est un autre exemple.

⁶⁹ Au cours de l'année 2003, un colonel de l'armée du district de Yacuiba s'est intéressé au cas de la communauté de Palmitos-Timboy. Avec quelques volontaires de son régiment, ils ont offert du matériel (du ciment, des briques et des tuiles de céramiques qu'ils ont apportés par camions) et des heures de travail bénévole afin d'aider à la construction de la petite école de la communauté.

⁷⁰ Nous pourrions classer les constructions et les habitations des communautés sans-terre en trois catégories. En premier lieu, nous retrouvons les campements, installés au tout début de l'occupation de la terre. Il s'agit de tentes, constituées généralement de tiges de bois sur lesquelles est installée une bâche. À ce type d'habitations temporaires, succèdent les constructions de bois et de palmes, plus solides. Elles sont construites de matériaux trouvés dans l'environnement naturel (arbres, palmiers) et leur plancher consiste en la terre-battue. Jusqu'à septembre 2004, il n'existait apparemment qu'une seule construction en « dur » dans l'ensemble des communautés sans-terre du Gran Chaco. Il s'agissait de l'école de Palmitos-Timboy, constituée de ciment, de briques et de tuiles.

Plus récemment, l'acquisition de la *Personalidad Jurídica* (statut juridique) ainsi que la perspective de l'obtention des titres officiels de propriétés communautaires de la superficie sur laquelle repose la communauté, viennent récompenser les habitants de Palmitos-Timboy dans le travail commun qu'ils ont démontré depuis les débuts de leur lutte. Les autres communautés de sans-terre, dans la province du Gran Chaco ainsi qu'au niveau national, observent désormais le processus d'organisation de Palmitos-Timboy comme un modèle de développement et tentent de tirer des leçons de ses succès.

Figure 3.8

École de Palmitos –Timboy, en construction



Source : Marie-josée Béliveau, août 2004.

En septembre 2004, nous avons assisté à la réunion des représentants des communautés sans-terre du Gran Chaco avec certaines autorités locales et nationales. S'étaient déplacés le responsable du développement agraire (*agropecuario*) de la Subpréfecture de Yacuiba, le vice-ministre national de l'agriculture, ainsi que le vice-ministre du développement rural. C'était l'occasion pour les différentes communautés d'exposer leurs besoins en termes de développement. Les membres de Palmitos-Timboy avaient défini ainsi leurs priorités : système d'aqueduc et d'irrigation, tracteurs et camions agricoles, amélioration des habitations, éducation, santé, eau potable, chemins, etc.

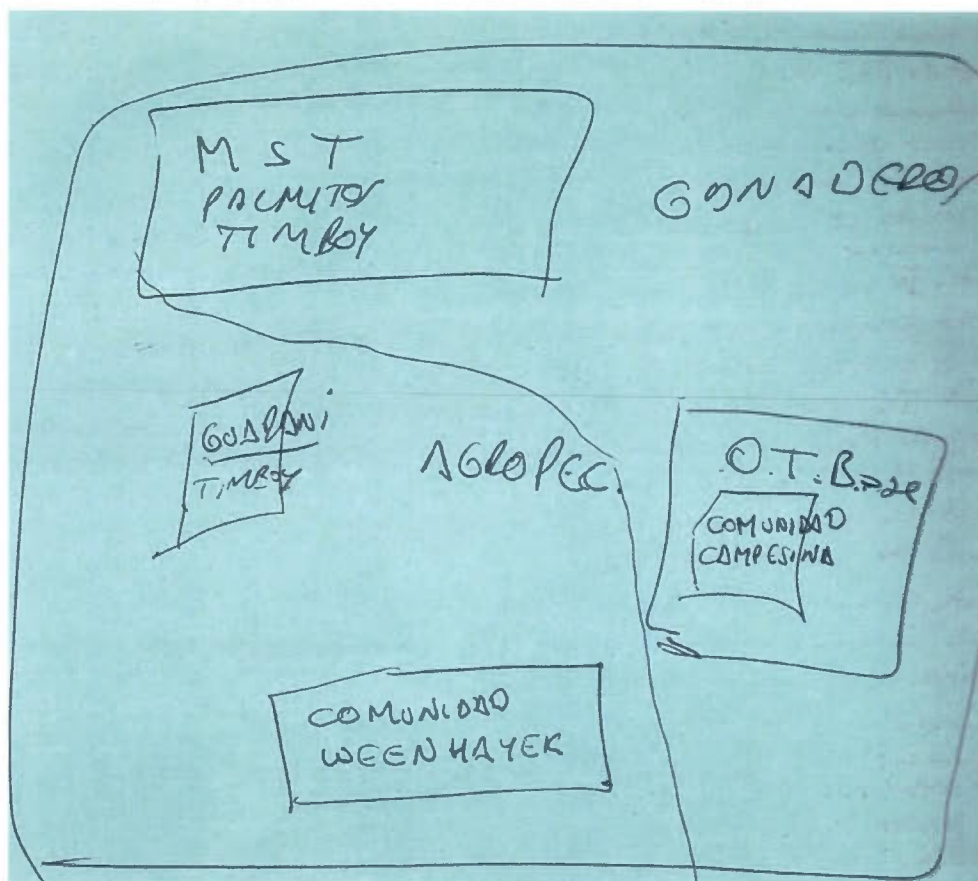
Ainsi, bien qu'elle ait atteint plusieurs buts depuis le petit campement qu'elle a réalisé en 1999, la communauté n'est cependant pas au bout de ses peines au niveau de son développement et elle s'est définie des priorités de lutte à faire en ce sens.

3.9 Rapports avec les autres groupes sociaux et les autres communautés

Comme nous avons pu le constater, lorsqu'on observe l'histoire de la communauté de Palmitos-Timboy, les relations que ses acteurs entretiennent avec les autres communautés sont en général conflictuelles et complexes. Il nous semble que cela soit particulièrement représentatif des conflits qui secouent la région ainsi que le pays en entier en ce qui concerne l'accès aux ressources. Des alliances se créent, se défont et se recréent parfois, au gré des contextes. Les amis d'hier peuvent soudainement devenir des ennemis : les luttes de pouvoir sont omniprésentes. Mentionnons que le contexte de corruption généralisé n'aide certainement pas à la création de liens de confiance et à la durabilité des relations.

Figure 3.9

Carte mentale du *Predio Tati*, localisant les différents secteurs sociaux



Source : Croquis réalisé par un sociologue, sur le terrain (entrevue n° 10).

Afin d'expliquer les différentes relations qu'entretiennent les membres de Palmitos-Timboy avec les autres groupes sociaux, nous présentons d'abord la figure 3.5. Ce dessin représente une carte mentale réalisée lors d'une entrevue auprès d'un sociologue travaillant dans la région du Gran Chaco, auprès des communautés Weenhayek et Guarani. Nous lui avons demandé (entrevue n° 10) de dessiner le *Predio Tati*, afin de comprendre le positionnement des différents secteurs sociaux sur cette superficie de terres. En haut à gauche, le rectangle où est écrit « *MST Palitos-Timboy* » représente la communauté sans-terre. Un peu plus bas,

toujours à gauche, un carré dans lequel est écrit « *Guarani Timboy* » désigne la communauté guarani de Timboy-Tiguazu. L'autre carré, du côté droit, dans lequel on a inscrit « *O.T. Base, Comunidad Campesina* », représente la communauté paysanne de Timboy. Un autre rectangle, au milieu en bas du croquis, représente la communauté Weenhayek. Pour terminer les mots « *ganaderos* » et « *agropec.* » (pour *agropécuario*) localisent les terres utilisées par le latifundiste. Il est à noter que son utilisation ne se restreint pas aux terres dont il possède les titres puisque, comme le mentionne notre interviewé, « les vaches vont là où elles le veulent » ! Le trait de crayon, passant du bas du croquis et traversant toute la carte jusqu'au rectangle où est inscrit « *MST Palmitos-Timboy* » représente le chemin de terre battu, le seul qui soit praticable en voiture sur le *Predio Tati*.

Tableau 3.4

Dirigeants du MST

Nom	Fonction	Caractéristique
Angel Durán	Militant paysan et syndical, il est un des fondateurs du MST. Il est aussi l'ancien dirigeant régional du MST.	Angel Durán a été désavoué par ses bases. Il garde cependant des liens très forts avec le mouvement et se réclame le dirigeant national du MST. Il est cependant un leader sans bases.
Ermelinda Fernandez	Une des fondatrices du MST et ancienne dirigeante de la communauté Pananti	Ancienne femme d'Angel Durán. Mme Fernandez contribue aujourd'hui à faire connaître le MST et apporte un appui aux membres. Elle habite Yacuiba.
Lidio Julian	Dirigeant de la communauté Palmitos-Timboy.	Lidio Julian est aussi très connu au niveau régional et national. Certains voient en lui un leader idéologique. Membre de la communauté de Palmitos-Timboy.
Moises Torres	Dirigeant national du MST.	Habite le département de Cochabamba, où se retrouve une des branches du MST.
Mario Rejas Roja	Dirigeant du MST dans la province du Gran Chaco.	C'est lui le « vrai » dirigeant du MST dans le Gran Chaco mais il travaille très étroitement avec Lidio Julian. Membre de la communauté de Palmitos-Timboy.

Sources : données recueillies sur le terrain.

3.9.1 Avec les communautés de sans-terre

Les relations des autres communautés sans-terre avec la communauté de Palmitos-Timboy sont en général très bonnes. En effet, depuis quelques mois, le travail de Lidio Julian a été reconnu, d'abord dans sa propre communauté et ensuite au niveau régional. Aussi, plus récemment, Lidio Julian a mobilisé les différentes communautés afin qu'elles développent des plans d'action communs. La première étape de cette mobilisation a été le désaveu du leadership d'Angel Durán et de sa femme, Ermelinda Fernandez, autrefois reconnus comme dirigeants du mouvement. À ce sujet, la seule communauté de sans-terre à n'avoir pas encore été mobilisée par Lidio Julian est Panantí, celle-ci n'ayant pas encore complètement reniée les anciens dirigeants. Elle était en processus pour le faire lors de notre séjour dans la région. En conséquence, nous avons alors pu noter que Panantí souffrait d'un certain isolement de la part des autres communautés sans-terre, incluant Palmitos-Timboy. Un séjour dans la communauté nous laisse croire que ce fait est dû au débat interne Angel Durán/Lidio Julian qui l'agitait alors, puisque certains membres n'étaient toujours pas d'accord pour désavouer l'ancien dirigeant régional qui a autrefois fait beaucoup pour eux⁷¹.

Par exemple, l'*Ampliado Extra Ordinario Regional* du 16 septembre 2004 faisait partie d'un processus d'intégration des communautés sans-terre de la zone. Cette réunion avait été appelée par les représentants des autres communautés (Arenales, Chirimoyal, Los Sotos-La Vertiente et Nuevo Amanecer) à Lidio Julian. En effet, le travail et le leadership de Lidio Julian sont récemment devenus exemplaires pour les autres dirigeants et les communautés se tournent vers Palmitos-Timboy afin de tirer des leçons de ses réussites. Avec son école, ses deux professeurs, l'obtention de sa personnalité juridique ainsi que la perspective toute proche, promis par l'INRA, d'obtenir des titres de propriétés des terres qu'elle occupe, Palmitos-Timboy est devenu un modèle pour les autres communautés des sans-terre du Gran Chaco.

⁷¹ Angel Durán est celui qui a dirigé la prise de terre de Panantí ainsi que l'occupation dans les premiers mois. Il a aussi fait cinq mois de prison à la suite de la *Matanza de Panantí*.

En outre, l'engagement des membres de la communauté de Palmitos-Timboy se démarque au sein du MST régional. En effet, nombreux sont-ils dans cette communauté à participer aux différentes activités : manifestations, grèves de la faim, blocages (*bloqueos*) de chemins et appui aux autres communautés, notamment à Los Sotos-La Vertiente et Panantí. Comme nous l'avons remarqué, lors de la *Matanza de Panantí* par exemple, cinq paysans tués par balles provenaient de la communauté de Palmitos-Timboy. Celle-ci est donc devenue un exemple auprès de la majorité des autres communautés sans-terre de la région, non seulement pour les acquis qu'elle a obtenus, mais aussi pour son modèle de leadership, sa détermination et son importante cohésion sociale.

Figure 3.10

Commémoration de la *Matanza de Panantí*, en novembre 2004.



Au premier plan (3e à partir de la droite), Lidio Julian tient les drapeaux du MST bolivien et des premières nations andines. Source : MST Gran Chaco, novembre 2005.

3.9.2 Avec les autochtones

Les sans-terre sont semblables aux autochtones, par leur histoire, leurs croyances et leurs traits culturels. Les relations qu'ils entretiennent entre eux sont d'autant plus conflictuelles. Nous croyons que ces deux groupes sont très liés : les sans-terre ne sont-ils pas aussi des autochtones boliviens ? Soit. Il n'en demeure pas moins qu'ils ne sont pas considérés comme des habitants ancestraux des terres du Gran Chaco. On les considère plutôt comme des migrants, des étrangers. Des *Collas*, mentionnent les autres acteurs sociaux de la région, souvent avec un ton de mépris. Ce sont généralement les élites blanches de la région qui utiliseront ces termes pour désigner les sans-terre. Rarement les autochtones eux-mêmes, bien que cela arrive aussi. Les autochtones de la région du Gran Chaco se font plutôt discrets en général⁷². Leur réveil en tant que communauté et surtout en tant qu'acteur revendicateur est tout récent. Il se fait, encore aujourd'hui, à petits pas, comme le démontre par exemple, pour les Guaranis, la lenteur de la mise sur pied de la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba*, qui n'a finalement émergée qu'en 1999.

Les principaux peuples autochtones habitant actuellement le Gran Chaco sont les Weenhayek, les Guaranis et les Tapietes. Nous tracerons ici le portrait des relations qu'entretiennent les sans-terre avec les deux premiers groupes, les Tapietes se concentrant beaucoup plus au nord de la province et n'entretenant aucun lien avec la communauté de Palmitos-Timboy.

Weenhayek

Les Weenhayek (nommés aussi *Matacos*) constituent l'ethnie autochtone la plus importante sur le plan démographique dans le Gran Chaco et regroupent quelque 3000 habitants. Il s'agit d'une société traditionnelle de chasseurs-cueilleurs n'ayant pas l'habitude d'accumuler des

⁷² Leur histoire les a confinés pendant des générations au rôle de *peones* pour les élites blanches, sans réel statut sur les terres de leurs ancêtres.

surplus (de ressources). Les communautés, installées aux abords de la rivière Pilcomayo, tirent leur subsistance principalement de la pêche et de la cueillette.

Les relations entre eux et les sans-terre de la communauté de Palmitos-Timboy sont en général assez rares. Elles demeurent cependant tendues, principalement en raison du conflit intervenu lors de la demande de TCO par les Weenhayek. Celle-ci coïncide en effet avec la superficie Tati. Les paysans sans-terre de Palmitos-Timboy ne nient pas l'importance de la constitution de TCO pour la nation Weenhayek. Ils craignent cependant que les territoires octroyés aux autochtones contribuent à les chasser des terres qu'ils occupent. La demande de la TCO Weenhayek n'a pas jusqu'ici été menée à terme et demeure dans les « limbes administratifs » des bureaux de l'INRA, principalement en raison du manque de ressources financières de la procédure de réforme agraire.

D'autre part, une dizaine de Weenhayek se sont retrouvés au milieu de la tentative de délogement de la communauté sans-terre de Los Sotos-La Vertiente, survenue en avril 2001. Il faut toutefois préciser que cela faisait suite à leur embrigadement par les organisateurs de cet assaut, les propriétaires terriens de la région, qui avaient distribué vivres et boissons alcoolisés afin d'attirer les badauds pour augmenter leurs effectifs. Ils les avaient ensuite conduits, par camions, directement sur les lieux de la petite communauté sans-terre. Ce n'est qu'à ce moment que les Weenhayek ont compris le manège dans lequel ils avaient été pris et, alors que l'assaut était donné, il semblerait qu'ils aient décidé de fuir les lieux plutôt que de s'en mêler. Cette version nous a été donnée par différents témoins (entrevues n° 4, 10, 17, 18 et 19).

Guaranis

L'économie des communautés guaranis, contrairement aux communautés weenhayek, repose principalement sur l'agriculture. Leurs activités de nature paysanne rencontrent de nombreux points communs avec les activités des sans-terre. Depuis 1999, les Guaranis de la région de Yacuiba se regroupent au sein d'une organisation supracommunale, connue comme la

Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiiba (Capitainerie zonale Guaraní de la zone de Yacuiiba). Celle-ci travaille étroitement avec l'*Asamblea del Pueblo Guaraní* (Assemblée du peuple Guaraní ou APG), l'organisation guarani au niveau national dont le siège est à Camiri. En outre, les Guaranis, comme les Weenhayek et les Tapietes, sont représentés au niveau national par le regroupement des peuples autochtones des basses-terres boliviennes, la CIDOB (*Confederación Indígena de Pueblos del Oriente de Bolivia*).

D'autre part, de nombreuses organisations (ONG) locales, régionales et nationales travaillent auprès des Guaranis, afin de les assister dans de nombreux domaines (éducation, soins de santé, revendications territoriales, commercialisations de leurs activités agricoles et artisanales, ...). Parmi ceux-ci, une des ONG d'importance est le CER-DET (*Centro de Estudios Regionales para el Desarrollo de Tarija*), qui les assiste principalement au niveau des demandes territoriales (TCO), de l'organisation des communautés et de la commercialisation de produits. D'ailleurs, certains employés du CER-DET sont Guaranis.

3.9.3 Avec les paysans

Tout d'abord, il est important de comprendre que lorsque nous parlons ici des « paysans » sans faire référence aux « sans-terre », il est question d'un autre secteur social. En effet, les paysans représentent un groupe social installé sur des terres en communauté mais ne se réclament ni « autochtone » ni « sans-terre ». Ces communautés sont généralement des entités juridiques reconnues par les autorités locales et nationales (contrairement aux communautés sans-terre). Elles ont une ancestralité qui leur permet une reconnaissance de la part des autres groupes sociaux. En conséquence, elles ne sont généralement pas à la recherche de terres. Toutefois, les conflits pour la terre les touchent lorsque ces conflits mettent en jeu l'espace qu'elles occupent, comme c'est le cas de la superficie Tatí.

Lorsque surviennent les occupations de terre, en 1999, les paysans de la petite communauté de Timboy, voisine de la superficie occupée, réagissent peu à la venue de ce nouveau groupe, les « sans-terre ». Il faut dire que certains des protagonistes de cette prise de terres ne leur sont pas étrangers. Il s'agit même parfois d'amis ou de connaissances. En effet, les sans-terre sont aussi des paysans, ils tirent comme eux leur subsistance des profits de la terre. Toutefois,

ce sont des gens qui n'ont pas accès à la terre ou, dans le cas contraire, de manière bien insuffisante pour leur permettre de semer. Pour gagner leur vie, ils doivent louer des parcelles de terres aux propriétaires terriens. Les membres de la communauté de Timboy connaissent cette réalité puisque, comme eux, ils souffrent souvent d'un accès insuffisant à la terre.

En 2001, les relations entre les sans-terre de Palmitos-Timboy et les paysans de Timboy se font plus étroites. Le rapprochement des sans-terre et de membres de la communauté paysanne provoque cependant le désaccord de certains paysans, particulièrement ceux dont les terres sont situées près de la nouvelle communauté. En signe de protestation, ces paysans cessent de participer aux réunions de leur communauté. Les conflits reposent surtout sur la difficulté de partager l'eau, sur les limites des propriétés, ainsi que sur la circulation des animaux d'élevage, principalement ceux des paysans de Timboy, qui circuleraient sur les terres de Palmitos-Timboy et détruiraient les plantations.

3.9.4 Avec les propriétaires terriens

L'envahissement d'une partie de la superficie Tati et les prises de terres en général dans le Gran Chaco ont affecté un secteur très important de la société de cette province : le secteur *ganadero* (les éleveurs bovins), acteur fondamental à l'intérieur du conflit pour la terre dans la région. Il est important de relever ici que la *ganaderia* (l'élevage) a représenté, au cours d'un long pan de l'histoire, l'activité économique la plus importante de la région, comprenant de petits et de grands éleveurs bovins.

Les éleveurs sont principalement regroupés au sein de deux organisations. Les grands éleveurs bovins se retrouvent sous l'égide de la *Asociación de Ganaderos del Gran Chaco* (ASOGACHACO), dont les produits (viande, lait et fromage) sont destinés aux marchés de Yacuiba, Tarija et des villes intermédiaires. Cette association regroupe environ 180 membres possédant chacun un minimum de 500 hectares de terre.

Figure 3.11

Élevage bovin (*ganaderia*) en transhumance dans la province du Gran Chaco



Source : Marie-josée Béliveau, juin 2004.

De leur côté, les petits éleveurs bovins sont affiliés à la *Federación de Campesinos del Gran Chaco*, dont la production de viande, de lait ou de fromage est destinée aux marchés locaux, ou à la *Asociación de Productores de Grano del Gran Chaco* (APOGRA), regroupant principalement des producteurs de grains.

Acteurs importants du développement de la région, ces producteurs, petits et grands propriétaires terriens, ont tissé des liens très étroits avec les différentes institutions de la province, au fil des ans, se constituant aujourd'hui comme un des secteurs les plus représentatifs à l'intérieur de la société *chaqueña*. Le pouvoir et l'influence dont ils jouissent

dans la région sont impressionnants. Cela leur permet la manipulation de l'information à leur avantage ainsi que l'appui absolu de la part des autorités civiles, militaires et judiciaires de Yacuiba en particulier, mais aussi de tout le Gran Chaco en général.

En raison du climat sec du Gran Chaco, l'élevage bovin nécessite de grandes superficies, les animaux ayant à parcourir des distances importantes afin de trouver leur alimentation et l'eau nécessaire à leur subsistance. Les propriétaires ne délimitent donc généralement pas leurs terres, ce qui offre aux bêtes l'accès à de plus grands pâturages. Cette absence de délimitations est souvent défendue par les ganaderos afin de se prévaloir de terres voisines à leurs propriétés immédiates. En effet, dans le Chaco, les titres de propriétés sont souvent inexistantes. Jusqu'ici, le partage des hectares s'est fait principalement entre propriétaires terriens, sans vraiment tenir compte des populations ancestrales. La relation avec le secteur paysan, si elle n'est pas toujours bonne, parvient à maintenir une certaine réciprocité, surtout au moment où surgit le mouvement des sans-terre.

« Il y a une certaine xénophobie ou racisme au sein du secteur ganadero, qui considère être le secteur qui devrait obtenir les privilèges économiques, territoriaux. Ils ont toujours discriminé l'autochtone, qu'il soit Weenhayek ou Guarani, ainsi que le paysan. Cependant, lorsqu'ils ont vu arriver des secteurs beaucoup plus agressifs, ils ont senti que pour freiner cela il fallait réaliser des alliances. Appuyer le secteur paysan, tenter de se joindre à eux, et avoir la force afin d'affronter, non? » (entrevue n° 10)⁷³.

Les communautés paysannes habitent les lieux, ce que les propriétaires terriens ne font pas, et assurent ainsi une surveillance et parfois une main-d'œuvre pour différentes tâches. Il existe donc une réciprocité entre ces deux secteurs, propriétaires terriens et paysans, malgré le racisme que les premiers manifestent souvent à l'égard des seconds.

Les relations entre le secteur des propriétaires terriens et celui des communautés paysannes sans-terre sont cependant très différentes. En effet, les paysans sans-terre revendiquent les

⁷³ *Hay una cierta xenofobia o racismo en el sector ganadero, que sientan que ellos son el sector que deberían, digamos, tener privilegio económico, territorial. Y siempre han discriminado al indígena, Weenhayek o Guarani, también al campesino. Pero cuando ven que vienen sectores muchos mas agresivos, han sentido que para frenar hay que hacer arco social de alianza. Apoyar al sector campesino, tratarse de juntarse con ellos, y tener fuerzas para enfrentarse no?*

terres des propriétaires terriens, particulièrement celles qui sont inoccupées, et planifient leurs occupations généralement sur ces terres, ce que les propriétaires terriens dénoncent. En effet, selon eux, la propriété terrienne est inviolable, quelque soit le statut d'occupation des terres.

3.9.5 Avec les autorités et les gouvernements

Dès le début des interventions du MST, les institutions locales de Yacuiba, ville où se trouvent les autorités auxquelles s'adressent les habitants du Gran Chaco, se trouvent divisées. Un grand nombre d'entre elles ont condamné les prises de terres alors que d'autres ont tenté de les justifier. Jeter notre regard sur leurs relations avec le MST permet de mieux comprendre les ramifications du pouvoir et les stratégies politiques entrant en jeu dans la région et dans le pays en général.

À Yacuiba, les institutions gouvernementales qui travaillent dans la zone sont la Sous-préfecture, la *Unidad de Bosques de la Superintendencia Forestal* (l'Unité des Forêts de la Super-intendance forestière), la *Dirección Regional del INRA* (Direction régionale de l'Institut national de réforme agraire) et la police.

Depuis le début des prises de terre, la Sous-préfecture de Yacuiba a été la cible de critiques de la part de plusieurs acteurs sociaux. Tout d'abord, les propriétaires terriens lui ont vivement reproché de ne pas avoir plus d'initiative afin de contrer les occupations de terre. De son côté, le secteur du MST l'a accusé de prendre parti en faveur des latifundistes. Il semble notamment que la Sous-préfecture ait cédé devant les pressions de ceux-ci et autorisé qu'un groupe d'individus armés, dirigé par un propriétaire terrien, s'installe sur des terres voisines de Panantí. Il apparaît d'ailleurs que la Sous-préfecture était au courant que ces individus procédaient à de l'intimidation envers la communauté sans-terre installée à Panantí. Le MST reproche donc à cette instance de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour protéger les habitants, ce qui aurait permis d'éviter la *Matanza* de Panantí.

De son côté la *Unidad de Bosques de la Superintendencia Forestal* (Unité des forêts et superintendance forestière) a démontré, dès les débuts des occupations, une intolérance envers le MST, non seulement à cause de la création de nouvelles communautés au sein de superficies forestières, mais plutôt en raison des coupes d'arbres effectuées sur ces terres. Ici aussi, le MST a accusé la superintendance de faire preuve de partialité à l'égard des propriétaires terriens.

Selon le commandant de la Policía de Yacuiba, le MST est un « *grupo de oportunistas que estaban creando convulsión social en la zona*⁷⁴ ». Les forces policières affirment d'ailleurs avoir effectué la surveillance des activités de certains membres du MST. Cela leur aurait permis de constater que plusieurs d'entre eux sont aussi chauffeurs ou commerçants, ce qui les amène à conclure que ce ne sont donc pas des paysans. De leur côté, les membres du MST démontrent de la méfiance envers les forces policières auxquels ils reprochent une attitude répressive, souvent violente, qui ne ferait qu'alimenter les conflits entre les différents groupes en cause⁷⁵.

Au niveau régional, les autorités avec lesquelles la communauté de Palmitos-Timboy a dû composer sont principalement la Préfecture de Tarija ainsi que le bureau départemental de l'INRA à Tarija. Les relations de la communauté avec la Préfecture de Tarija sont plutôt mauvaises. Au cours des actions menées par les membres de Palmitos-Timboy à Tarija, il leur a été impossible d'obtenir un entretien avec un représentant de cette institution. Au cours des entretiens que nous avons réalisés auprès de l'INRA à Tarija, les représentants de cette institutions ont mentionné entretenir de bonnes relations avec les membres de la communauté de Palmitos-Timboy, tout en nous réitérant que ceux-ci réalisent des occupations illégales de terres.

⁷⁴ « Un groupe d'opportunistes créant des convulsions sociales dans la zone » (Vaca, 2001).

⁷⁵ À ce sujet, le visionnement de la vidéo réalisée au moment où des propriétaires terriens armés assaillent violemment la communauté sans-terre de Los Sotos-La Vertiente, permet de voir l'arrivée des troupes de la *Policía de Yacuiba* sur les lieux. À un des propriétaires terriens, qui lui montre les blessures qu'il affirme avoir reçu de la part des paysans sans-terre, le chef de la police déclare : « Ne soyez pas inquieté, continuez vos activités, nous n'allons pas vous perturber ». Au second plan de la même image, nous voyons les propriétaires terriens poursuivre leur attaque armée (de machettes, de morceaux de bois et de pistolets) tandis que les habitations des sans-terre brûlent. Effectivement, aucune action ne sera entreprise par la police pour mettre un terme à l'assaut.

Au niveau des autorités nationales, les relations sont parfois surprenantes. Les membres de la communauté de Palmitos-Timboy se rappellent avec émoi la visite de René Salomon, directeur national de l'INRA sur leurs terres en juillet 2003. Monsieur Salomon s'était déplacé expressément à la demande des habitants de la communauté sans-terre, afin d'aider à solutionner un climat de conflits entre les paysans sans-terre de Palmitos-Timboy et des groupes de Guaranis qui envahissaient leurs terres.

D'autre part, le 21 septembre 2004, une importante réunion à Los Sotos-La Vertiente avait attiré de nombreuses autorités nationales. Le vice-ministre de l'agriculture et aires rurales et le vice-ministre agraire s'étaient joint au sous-préfet régional responsable du développement agricole. Pour chacune des communautés sans-terre du Gran Chaco, différents points ont été traités. Le but de cette réunion était de dresser la liste des besoins de chaque communauté : systèmes d'irrigation, matériaux pour les travaux agricoles, amélioration des habitations, éducation et Santé, eau potable, infrastructures routières. Selon les habitants de Palmitos-Timboy, un travail de dialogue débute avec les institutions nationales.

3.9.6 Avec d'autres organisations

Palmitos-Timboy entretient peu de relations avec des organisations non gouvernementales (ONG). Au niveau national, ces organisations n'ont pas le mandat d'assister le MST et les populations sans-terre. En l'occurrence, aucun travail n'est réellement réalisé au sein de ces institutions auprès du MST. Deux ONG acceptent cependant parfois de donner un coup de pouce à des représentants du MST. Il s'agit du CESA (*Centro de Servicio Agropecuario Bartolinas Cesa*) et du CEJIS (*Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social*). Cette aide sporadique se limite à l'explication de termes juridiques, à l'appui organisationnel, etc. Ces organisations mentionnent qu'il leur semble important d'aider le MST dans la mesure de leurs moyens, considérant les problèmes de marginalisation, de pauvreté et de violence auxquels doivent faire face les paysans sans-terre. Mais il est bien clair que ce travail ne fait pas partie de leur mandat.

En outre, le mouvement des sans-terre bolivien est membre du réseau Via Campesina. Cette organisation regroupe des organisations du monde entier dont les objectifs sont similaires à ceux du mouvement des sans-terre de Bolivie : luttent anti-néolibérales, contre les multinationales, contre la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce. Via Campesina promouvait le droit à la terre, à l'éducation, à la santé, à la souveraineté alimentaire.

Puis, il est important de mentionner que le MST brésilien a invité Lidio Julian à assister à une formation offerte au cours du 4^e *encuentro del Cono Sur*. Cette formation de leaders organisée par le MST-Brésil visait à expliquer différents aspects de la conjoncture politique actuelle en Amérique latine et des alternatives au néolibéralisme. Les deux mouvements sans-terre, bolivien et brésilien, maintiennent donc des liens. Pour le mouvement bolivien il s'agit d'une relation importante, malgré que les échanges soient plutôt rares.

Le *Defensor del Pueblo* (Défenseur du peuple)⁷⁶, dirigé par Ramiro Vallejos et fonctionnant depuis octobre 2000 dans la région, s'est surtout impliqué dans la gestion et la résolution de conflits, particulièrement dans le dossier épineux des conflits liés à la terre. Les autres acteurs reconnaissent que, grâce à ses interventions, de nombreux affrontements ont été évités.

Pour terminer, mentionnons que l'organisation internationale Caritas a fourni des tentes aux *asentamientos* en Bolivie, lors de la réalisation des occupations de terres.

3.10 Une histoire jalonnée par des conflits et des alliances

Comme nous l'avons vu précédemment, l'histoire de la formation de la communauté sans-terre de Palmitos-Timboy repose à la fois sur des familles quechuas et aymaras, ethnies provenant des provinces de Chuquisaca et Potosí, et sur des familles guaranis, ethnies originaires de la région. Au moment de réaliser la prise de Timboy, ces groupes ont fait alliance afin de fonder une communauté et d'accéder ensemble à la terre. C'était un contexte

⁷⁶ Institution publique ayant le mandat de veiller à la défense des droits humains en Bolivie.

nouveau, où la récente création de l'organe INRA, censé redistribuer les terres, permettait de croire à l'atteinte de ces objectifs. Toutefois, les moyens pour y accéder n'étaient pas encore bien compris. Le contexte a donc poussé ces différentes communautés à joindre leurs forces et à privilégier leurs intérêts communs, à cause du manque de terres, plutôt que de faire valoir leurs différences respectives (d'ethnie et de provenance). En effet, en Bolivie, l'ensemble des communautés autochtones souffre d'un accès difficile à la terre, alors que 15% de la population concentre 87% de la structure foncière⁷⁷.

De cette manière, si les Guaranis se sont retrouvés dans les rangs des sans-terre, ces derniers se sont aussi trouvés dans les rangs des Guaranis. C'est précisément le cas de Lidio Julian qui a intégré, dès sa fondation, la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba*, où il a tenu le poste de chargé de la commission *Tierra y Territorio* durant plusieurs mois. L'abandon de son poste et sa défection de l'organisation guarani s'est effectué au cours de l'année 2000.

Les Guaranis avaient alors décidé de poursuivre leurs revendications d'une TCO tandis que les sans-terre jugeaient plus profitable de poursuivre leur occupation afin d'en réclamer les titres de propriété de manière collective. Cette divergence stratégique, ajoutée à des différences dans le mode d'organisation des ethnies (Quechuas et Aymaras d'un côté, Guaranis de l'autre), a mené à la scission du groupe en deux communautés distinctes : Palmitos-Timboy (regroupant désormais les Quechuas, les Aymaras et quelques familles Guaranis) et Timboy-Tiguazu (où se concentrent alors la majorité des familles Guaranis). Au même moment, les Guaranis de la communauté nouvellement nommée Timboy-Tiguazu se rapprochaient plus étroitement de la *Capitanía Zonal Guaraní de la Zona de Yacuiba* et des autres Guaranis de la région, tandis que les sans-terre effectuaient un rapprochement du mouvement des sans-terre dirigé par Angel Durán.

Entre les deux communautés, la scission fut suivie de quelques accrochages. Les sans-terre reprochaient aux Guaranis d'occuper la terre à laquelle ils jugeaient avoir droit. Le climat de conflit, ainsi que les difficultés liées à l'installation de la communauté des Guaranis, ont d'ailleurs affecté les effectifs de ces derniers. Des sept familles guaranis ayant intégré la zone

⁷⁷ Entrevue n° 26.

avec les sans-terre en 1999, il n'en restait plus que quatre en 2002 (Mendoza, 2003) et trois au moment de notre enquête. La plupart avaient quitté Palmitos-Timboy afin d'intégrer Timboy-Tiguazu.

Au cours de ce chapitre, nous avons décrit la communauté sans-terre de Palmitos-Timboy. Cette communauté émerge dans la même région et au même moment que la naît le mouvement des sans-terre de Bolivie, c'est-à-dire en 2000, dans la province du Gran Chaco. Palmitos-Timboy, à l'image du mouvement, regroupe différentes ethnies : sa population est donc multiculturelle. Ceci est inusité dans le contexte bolivien puisqu'en général, les différentes ethnies s'établissent dans des régions différentes et se mêlent peu, mis à part dans les zones urbaines. La structure organisationnelle de la communauté est horizontale et communautaire. C'est un trait important pour les habitants dont les décisions guident les actions. Enfin, les membres de la communauté, s'ils manifestent une grande solidarité vis-à-vis des membres des autres communautés sans-terre de la région, entretiennent cependant des relations conflictuelles auprès des autres secteurs sociaux, surtout avec les latifundistes et les autorités. Ils tissent toutefois des alliances avec certains groupes autochtones de la région. Dans le prochain chapitre, nous présenterons notre analyse de données.

CHAPITRE IV

PALMITOS TIMBOY : ANCRÉ À L'ÉCHELLE LOCALE

Notre hypothèse soutient que l'émergence du mouvement des sans-terre dans le Gran Chaco en Bolivie établit un nouveau rapport au territoire. Notre recherche montre que ce nouveau rapport s'inspire de pratiques anciennes et nouvelles. L'exemple de la communauté de Palmitos-Timboy démontre que le mouvement des sans-terre de Bolivie est un mouvement social récent, en phase de construction et d'enracinement, mais qui se structure en communion avec le passé. Dans le présent chapitre, nous procéderons à l'analyse de notre étude de cas. Nous verrons comment l'identité (la construction d'une conscience identitaire) se traduit par une pratique et une revendication territoriales ayant un sens pour la communauté. Puis, nous montrerons de quelle manière l'apparition de la communauté de paysans sans-terre de Palmitos-Timboy et du mouvement des sans-terre contribue à soulever les iniquités du contexte bolivien et à proposer une relecture de la conception de l'« autochtone ». Ensuite, nous nous pencherons sur la production de l'espace par la communauté Palmitos-Timboy. Nous verrons que la base territoriale consiste en l'*asentamiento* et nous expliquerons de quoi il s'agit. Pour terminer, nous jetterons notre regard sur le développement produit par les acteurs de la communauté de Palmitos-Timboy.

4.1 L'identité

L'identité se définit comme un sentiment d'appartenance à un groupe ou à une communauté (Meintel, 1993, p. 8). Avec l'intensification des migrations, les flots de réfugiés, la transnationalité, les mouvements nationalistes, l'apparition de minorités revendicatrices de droits (femmes, autochtones, communauté gays, etc.), les chercheurs ont commencé, au cours des dernières décennies, à jeter de nouveaux éclairages sur le concept d'identité jusqu'alors abordé sous un angle surtout essentialiste. L'identité n'est plus alors perçue comme une entité

réductrice ; elle est mouvante, en construction selon les contextes et les événements vécus par les individus ou les collectivités. Elle est donc une donnée intériorisée par les acteurs sociaux.

Dans le courant des théories constructivistes de l'ethnicité, Gans (Gans, 1979, p.12) établit que l'ethnicité symbolique remplace souvent l'ethnicité basée sur la pratique de coutumes ancestrales qui étaient autrefois considérées comme les jalons du groupe. L'identité ethnique n'est donc pas *atemporelle* et ne peut se mesurer par des pratiques tenant lieu de critères « *objectifs* » (Bromberger et Al. 1989). Les frontières entre les groupes, de même que les identités des individus, peuvent changer en fonction du contexte politique du moment (le passage des identités sociales et individuelles de *Canadiens français* à *Québécois*, au milieu du 20^e siècle au Québec, en serait un exemple). L'ethnicité, pour sa part, englobe généralement non seulement la notion d'identité ethnique, mais aussi les modèles culturels qui caractérisent le groupe. Ainsi, nous pouvons envisager l'identité ethnique sans nous restreindre essentiellement aux critères (les modèles culturels) souvent considérés comme l'expression de l'ethnicité mais trop souvent réductif, tel l'usage de la langue par exemple. En effet, l'individu peut avoir modifié ses pratiques culturelles (l'usage ou non de la langue ancestrale par exemple) sans pour autant perdre son appartenance à un groupe.

Avant d'élaborer davantage concernant le discours qu'ont les sans-terre à propos de leur identité, rappelons que ce concept est un thème délicat à aborder en entrevue car il varie en fonction du contexte : l'identité et l'ethnicité sont souvent *situationnelles* (Nagata, 1974). Par exemple, la représentation que le répondant se fait de celle qui dirige l'entrevue (le chercheur), du but de l'entrevue ainsi que les questions posées, peuvent influencer les réponses. En effet, si nous demandons « vous considérez-vous sans-terre ou Aymara ? », la question elle-même suppose une dichotomie et le contexte de cette question peut suggérer une réponse différente selon le cas. Cependant, comme nous avons privilégié les récits de vie lors de nos entretiens, cela a amené le répondant à nous raconter « sa » perception de « son » histoire, trouvant dans son discours en lui-même les éléments de « sa » propre représentation identitaire.

4.1.1 Marginalisation sociale

Instituée en 1996, la loi INRA devait réévaluer les titres agraires au niveau national et procéder à la réversion des terres dans les cas où celles-ci n'accomplissaient pas la « fonction économique et sociale » qu'elles se devaient d'accomplir. L'objectif de cette seconde réforme agraire était de réviser la propriété de 107 264 094 hectares de terres avant la fin de 2006. Cependant, depuis le début des travaux de l'INRA, une grande quantité de conflits sociaux liés à la terre ont commencé à naître ou à s'accroître en Bolivie. Dans de nombreuses régions du pays, le climat social engendré par ces travaux, auxquels s'ajoutaient les allégations de corruption et de partialité concernant les autorités agraires (en particulier les allégations d'association avec les latifundistes), compliquaient la tâche. Le travail de réforme agraire a été freiné rapidement et aucune volonté politique ne l'a inspiré. Infiltré par les élites blanches, l'INRA aurait plutôt largement favorisé les pouvoirs économiques et les latifundistes. « Avec cette législation, la règle est devenue : la terre appartient à qui possède de l'argent. Elle n'a contribué qu'à consolider le *latifundio* puisqu'en Bolivie un très faible pourcentage de la population a de l'argent » (entrevue n° 41).

Au moment où était réalisée notre étude, la situation se trouvait dans une impasse, le financement bloqué et les travaux arrêtés ou considérablement ralentis dans l'ensemble des régions du pays. Au bureau régional de l'INRA à Yacuiba, dans le Gran Chaco, l'ensemble de l'activité était paralysé. Un seul employé y travaillait (le directeur) et son emploi du temps se résumait à répondre aux questions puisqu'il ne disposait pas de fonds suffisants afin de poursuivre les travaux de l'INRA⁷⁸.

La création de la communauté Palmitos-Timboy et la naissance du MST bolivien surgissent quatre années après la promulgation de la nouvelle loi agraire. L'organisation du mouvement intervient à la fois en réaction aux travaux menés par l'INRA à la fin de la décennie 1990 dans la province du Gran Chaco et comme stratégie de lutte pour l'accès à la terre. En réaction, d'abord, car il s'agit de l'organisation d'un groupe qui, selon les termes de la loi, entre difficilement dans des catégories et critères permettant l'accès aux terres. Certains

⁷⁸ Entrevue n° 20

voient la création du MST comme une réaction sociale à une injustice (« Il s'agit d'une réponse spontanée, populaire⁷⁹ »). Comme stratégie, ensuite, puisque ces individus voient dans deux des objectifs de la loi, « *la tierra es de quien la trabaja* » (la terre appartient à celui qui la travaille) ainsi que l'accomplissement de la « fonction économique et sociale », l'occasion d'un accès à la terre par l'occupation de celle-ci et le travail productif. « *Nosotros cumplimos con lo que la Ley INRA dice: que las tierras tienen que cumplir una función económico social y que se tiene que trabajar.*⁸⁰ »

4.1.2 « Être autochtone »

Dans le cas bolivien, deux conceptions de l'« être autochtone » s'entrechoquent. En effet, pourquoi les autochtones des hauts-plateaux (Quechuas et Aymaras principalement) ne peuvent obtenir de Territoires Communautaires d'Origine (TCO), tel qu'octroyés par la loi à d'autres groupes autochtones tels les Tapietes, Weenhayek et Guaranis ? La réponse se trouve dans la reconnaissance de l'occupation territoriale et de la conservation du mode de vie traditionnel. En effet, les cadres légaux reconnaissent des territoires à certains groupes autochtones, (Tapietes, Weenhayeks et Guaranis, dans le cas de la province du Gran Chaco) en autant que ceux-ci puissent prouver l'ancestralité de leurs occupations territoriales. Bien que ces groupes aient aussi migré au cours de l'histoire, particulièrement lors de la colonisation européenne afin de fuir maladies et travaux forcés, on leur reconnaît une longévité d'occupation sur les terres qu'ils revendiquent à présent. Ce qui n'est pas le cas des populations autochtones migrantes en provenance des hauts-plateaux (généralement Aymaras et Quechuas), habitant actuellement le Gran Chaco. Un grand nombre d'autochtones sans terre ne peut donc revendiquer les TCO. Par ailleurs, la conservation des modes de vie traditionnels trouve souvent son explication dans une dynamique de colonisation, qui fût très agressive, mais n'a pas affecté toutes les populations de l'Amérique de la même manière. Dans le cas des peuples andins – ici Aymaras et Quechuas – les colons les ont soumis au

⁷⁹ Entrevue n° 38.

⁸⁰ « Nous autres nous faisons ce que la loi INRA dit : les terres doivent accomplir une fonction économique et sociale et doivent être travaillées » (Entrevue n° 8).

travail dans les mines et ils ont été forcés de modifier leurs modes de vie, d'organisation ainsi que de quitter leurs terres, leurs communautés et leurs régions d'origines. De leur côté, « les peuples indigènes de l'Orient ont pu se sauver dans les forêts où ils ont connu les missions des Jésuites » (entrevue n° 41), qui les protégeaient davantage des politiques coloniales.

Qui plus est, au cours des années 1980 et 1990, l'économie des hauts-plateaux s'est vu grandement perturbée par la fermeture des mines, l'accroissement du *minifundio* et l'application de politiques d'ajustement structurel imposé par le FMI, notamment au travers de ce que le gouvernement bolivien d'alors a nommé la « *capitalización*⁸¹ ». L'inégalité flagrante de la structure foncière, avec d'un côté les hautes-terres en chômage et surdivisées par le *minifundio*, puis, de l'autre, les basses-terres fertiles, inhabitées et occupées par le *latifundio*, poussent les autochtones Quechuas et Aymaras à migrer vers des horizons qu'ils croient plus favorables. Cette population migrante se trouve marginalisée dans son nouveau milieu. « *Nos dicen que no somos de aqui, que no es nuestra tierra. Pero, todos somos bolivianos. La tierra es de todos. Necesitamos, nosotros tambien, tierra para nuestras familias*⁸² ». Dans la province du Gran Chaco, où ces migrants se sont installés depuis une ou deux générations, les habitants les nomment « *collas* ». Ils reprochent à ces « étrangers⁸³ » différents traits qu'ils attribuent à des caractéristiques culturelles⁸⁴.

4.1.3 Construction d'une conscience identitaire

Face à des politiques agraires contribuant à les marginaliser et à une conception ethnique les excluant, une partie de la population migrante entreprend une redéfinition de son identité. Cette construction, être « sans-terre », permet une nouvelle forme d'organisation, d'exprimer

⁸¹ Il s'agissait en fait d'un important plan de privatisation des ressources naturelles et de services et entreprises d'État.

⁸² « Ils disent que nous ne sommes pas d'ici, que ce n'est pas notre terre. Mais nous sommes tous Boliviens. La terre nous appartient à tous. Nous avons besoin, nous aussi, de la terre pour nos familles » (entrevue n° 2).

⁸³ « Son extrangeros, no son de aqui » (entrevue n° 27).

⁸⁴ On leur reproche, notamment, d'être féroce en affaire. Puis, d'être constamment en train de « semer le trouble ».

des revendications et d'imprimer des actions. La particularité première du mouvement - et sa raison première - est son ancrage territorial. Les habitants de Palmitos-Timboy et du mouvement des sans-terre de Bolivie participent à la construction d'une identité commune. Cette construction se fait par l'adoption de positions idéologiques, la création d'un discours commun aux acteurs ainsi que le façonnement de l'identité du mouvement. Aussi, elle se fait à la fois avec des éléments intervenant de l'intérieur du mouvement et de l'extérieur.

Trois critères sont définis pour quiconque souhaite faire partie du MST. En premier lieu, il s'agit de ne pas posséder de terre ou en posséder de manière insuffisante. « *Somos del Movimiento Sin Tierra los que no tenemos tierra o la tenemos de manera insuficiente*⁸⁵ ». Ensuite, il faut être prêt à s'organiser afin de constituer, en groupe, les *asentamientos*. En dernier lieu, il faut être disposé à lutter pour défendre la communauté. Après avoir intégré le MST, les membres doivent prendre part activement aux réunions, être en mesure de s'informer sur les lois agraires ainsi que sur les aspects de la production agricole afin d'appuyer le groupe. « *Cada uno tiene que dar apoyo al movimiento. Por ejemplo se tiene que suportar en aspectos legales y en cosas de producción*⁸⁶ ».

Pour eux, le lien qui relie les individus à la terre est un élément déterminant pour l'affiliation des membres, afin de bien traiter la terre, nommée *Pachamama* (« mère terre » en quechua) et la travailler convenablement. D'ailleurs, les sans-terre interprètent l'identité comme quelque chose de mouvant, dont un trait particulier peut prévaloir à un moment donné, selon le contexte. C'est le cas de l'origine autochtone ou paysanne qui pourra réapparaître au moment de travailler la terre (entrevue n° 10).

Les sans-terre se définissent eux-même comme travailleurs de la terre bien que pour le moment une majorité d'entre eux pratiquent d'autres activités économiques, généralement de manière informelle. En outre, il est possible pour un individu de s'intégrer aux sans-terre tout en occupant une autre activité économique en plus de celle de l'agriculture. Un professeur

⁸⁵ « Nous, du mouvement des sans-terre, sommes ceux qui ne possèdent pas la terre ou n'en possèdent pas de manière suffisante » (entrevue n° 1).

⁸⁶ « Chacun d'entre nous doit appuyer le mouvement. Par exemple, il faut en supporter les aspects légaux et les activités productives » (entrevue n° 11).

d'école, par exemple, peut aussi être membre du MST, bien qu'il ait déjà une activité économique reconnue par le groupe. « *El puede aspirar a tener un pedazo de tierra en la cual trabajar y de esta manera aumentar el insuficiente ingreso que percibe como maestro*⁸⁷ ». C'est le cas d'un des professeurs de l'école de Palmitos-Timboy, membre affilié du MST. Lui et sa femme habitent la communauté, cultivent la terre et prennent part aux activités, en plus de s'occuper de l'école avec l'autre professeur (qui, de son côté, n'est pas membre du MST).

Né sur le modèle de son homonyme du Brésil, le MST bolivien présente toutefois des différences avec celui-ci. Au Brésil, le mouvement se coiffe du nom de *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre), alors qu'en Bolivie, il s'identifie communément sous le nom de *Movimiento Sin Tierra*⁸⁸ (Mouvement sans-terre). Pour le MST bolivien, l'important n'est pas de se définir *travailleurs ruraux* mais simplement *sans-terre*. C'est ainsi que se définissent les membres du mouvement, « *soy sin tierra* ».

⁸⁷ « Il peut aspirer obtenir une parcelle de terre sur laquelle travailler et, de cette façon, augmenter l'insuffisant salaire qu'il reçoit en tant que professeur » (entrevue n° 9).

⁸⁸ Le drapeau (ainsi que la casquette et le chandail) à l'effigie du mouvement est d'un rouge similaire à celui adopté par le MST brésilien. Selon les sans-terre, cette couleur représente le sang que ses membres sont prêts à verser pour l'atteinte de la réforme agraire et de la justice sociale. Comme le drapeau du MST brésilien, il est frappée à l'avant d'un grand cercle blanc rappelant la paix pour laquelle lutte le mouvement et qui ne sera conquise qu'au moment où il y aura justice sociale pour tous. Au centre de ce cercle apparaît la silhouette du territoire national bolivien, ce qui rappelle incontestablement celle du MST brésilien où apparaît la forme du Brésil. Deux différences existent cependant entre les deux drapeaux. Tout d'abord, celui de la Bolivie est surmontée du nom de l'organisation : *Movimiento Sin Tierra*. Ainsi sont érudés les mots *trabalhadores rurais*. (travailleurs ruraux). Finalement, les personnages, un homme et une femme, se distinguant au centre de l'image, rappellent résolument les paysans autochtones de la Bolivie, particulièrement ceux provenant des ethnies Quechuas et Aymaras. De ces ethnies, ils ont en effet les traits de leurs visages ainsi que les cheveux tressés du personnage féminin, de même que leurs vêtements traditionnels des régions rurales boliviennes (la blouse blanche pour la femme, le pardessus bordé pour l'homme et les chapeaux à rebord pour les deux).

Figure 4.1

Casquette à l'effigie du mouvement des sans-terre de Bolivie



Source : Marie-josée Béliveau, juin 2004.

Selon les sans-terre (entrevues n° 6, 7 et 11), de grandes franges de la population bolivienne souhaitent accéder à la terre : les paysans récemment urbanisés ou ne possédant pas suffisamment de terres, de petits colonisateurs en situation de conflit avec des autochtones ou des propriétaires terriens, ainsi que des populations des hauts-plateaux du pays, là où on retrouve le *minifundio*. Selon eux, ces populations surveillent les avancées du MST. « *Si logramos tener tierras, hay muchos que van a seguir por que a ellos tambien, no alcanza la tierra, no tienen tierra*⁸⁹ ». La *Matanza de Panantí* a contribué à faire connaître le mouvement mais aussi à le freiner de manière temporaire. « *Despues de Panantí, mucho se fueron, han dejado la lucha. Tienen miedo. Asi se fueron*⁹⁰. » (entrevue n° 11).

⁸⁹ « Si nous arrivons à obtenir la terre, il y a beaucoup de gens qui vont nous suivre parce que pour eux aussi il n'y a pas suffisamment de terre, ils n'ont pas de terre » (entrevue n° 11).

⁹⁰ « Après le drame de Panantí, beaucoup sont partis en laissant la lutte. Ils ont peur. C'est ainsi qu'ils sont partis » (entrevue n° 11).

Le développement des relations du MST avec les autres secteurs sociaux représente un enjeu de taille. La *Matanza de Panantí* ainsi que l'assaut effectué contre les habitants de Los Sotos-La Vertiente, en 2001, illustrent dramatiquement la tension existant entre les sans-terre et les autres secteurs sociaux. Dans bien des cas, notamment entre latifundistes et sans-terre, le dialogue est inexistant. Il demeure possible, cependant, avec les communautés autochtones. La réalisation d'une alliance au cours de l'année 2004, pour la création d'une communauté guarani⁹¹, concomitante à Palmitos-Timboy, prouve qu'il est possible de trouver des terrains d'entente entre ces deux secteurs sociaux.

Peu d'organisations ont choisi de travailler avec eux. Même la *Fundación Tierra*, une organisation nationale reconnue pour faire une analyse assez juste de la problématique de la terre, autrefois portée à appuyer le mouvement, a cessé ses liens avec lui depuis l'année 2003, jugeant que les sans-terre devraient plutôt attendre que la réforme agraire suive son cours⁹². Le CER-DET, de son côté, voit le mouvement des sans-terre en opposition avec les intérêts des autochtones auprès desquels il travaille⁹³. Pourtant, autochtones et sans-terre partagent leur revendication principale, soit l'accès à la terre et aux territoires et, comme nous l'avons vu, dans le cas de la communauté de Palmitos-Timboy, certaines alliances ont été possibles, notamment au moment de la création de la communauté, avec les Guaranis. D'autres alliances ont aussi été réalisées entre les habitants de Palmitos-Timboy et la communauté paysanne de Timboy.

Les différents secteurs sociaux ayant adopté des positions opposées au MST voient d'un mauvais œil le réseautage de celui-ci aux différentes échelles, du local à l'international. Une des stratégies adoptées par ces différents opposants consiste à associer le mouvement des sans-terre à l'usage de la violence. On dira des *asentamientos* que ce sont des actes hors-la-loi d'appropriation territoriale, qu'ils sont exécutés dans un climat de violence et qu'ils nient les lois et les mécanismes de la démocratie⁹⁴. Certains acteurs vont jusqu'à transformer la réalité afin de véhiculer l'image d'un mouvement social violent. « *Tienen armas, usan violencia*

⁹¹ Cet accord s'est fait avec les autorités de l'INRA du département de Yacuiba (entrevue n° 20).

⁹² Entrevue n° 39.

⁹³ Entrevues n° 10 et 29.

⁹⁴ Entrevue n° 10.

*para su lucha. Aquí tomaron el lugar con armas*⁹⁵». Ces allégations ont été infirmées par différentes sources (entrevues n° 19, 36 et 38) et nous affirmons n'avoir jamais aperçu d'armes dans les communautés sans-terre ni au sein du MST. D'autres sont allés jusqu'à provoquer des situations d'affrontement avec les sans-terre, pour ensuite mentionner que ce sont ces derniers qui les avaient agressés⁹⁶. De surcroît, nombre d'adversaires des sans-terre véhiculent l'idée selon laquelle les membres du MST accumulent les terres et seraient déjà propriétaires de lots en de nombreux endroits. Ils affirment souvent que le MST est constitué de « gens du commerce », ce qui signifie généralement que ce sont des gens habitués à faire des affaires et que leur stratégie vis-à-vis des terres se fait dans un but mercantile⁹⁷.

Cette marginalisation dont souffre le MST contribue au climat de violence autour de la question agraire. En général, la stratégie adoptée par les différents opposants est celle de nier l'existence du problème afin d'éviter de remettre en question un état de fait qui, jusqu'ici, désavantage les sans-terre et favorise plutôt les autres groupes sociaux. Le MST rompt le schéma de statu quo qui considère que les paysans, petits producteurs agricoles, colonisateurs et un grand nombre d'autochtones doivent attendre que soient réalisés les *saneamientos* (processus de régularisation de la propriété agraire) dans tous le pays, avant de pouvoir identifier les superficies agraires qui leur seront accordées. À la différence des autres organisations, le MST est un mouvement qui privilégie l'action directe sur des terres inoccupées qu'ils identifient eux-mêmes, mettant ainsi les autorités devant un fait accompli.

Les sans-terre ont entrepris une lutte active contre ceux qui, selon eux, accaparent la terre au détriment des populations paysannes et autochtones. « *La condición básica para ser miembro*

⁹⁵ « Ils ont des armes et font usage de violence dans leur lutte. Ici, ils ont pris possession des lieux avec des armes » (entrevue n° 24).

⁹⁶ Rappelons l'existence d'une vidéo percutante, filmé en avril 2001 par des latifundistes, au moment où ils assaillent – aidé de mercenaires – la communauté de Los Sotos-La Vertiente. Après qu'ils eurent donné l'assaut et blessé de nombreux habitants, incluant femmes et enfants en bas âges, le groupe de latifundistes voit l'arrivée de l'armée dans les environs. S'adressant alors au général, ils expliquent qu'ils sont venus discuter « pacifiquement » avec les gens de la communauté, afin de trouver des solutions au litige qui les oppose. Ils racontent aussi que ce sont les sans-terre qui les ont agressés avec des armes et montrent quelques ecchymoses. Devant ces explications, le général de l'armée indique qu'il ne se mêlera pas du litige et qu'ils peuvent poursuivre leurs activités.

⁹⁷ Entrevues n° 21, 24 et 30.

*del MST es disputar las tierras que están acaparando los latifundistas, acaparadores, traficantes de tierras*⁹⁸».

Les points de vue des opposants du MST trouvent un écho important dans la presse locale, régionale et nationale. La couverture des médias, au lendemain de la *Matanza de Panantí*, en est un exemple éloquent. Les journalistes sont prompts à donner de l'espace médiatique aux rivaux du MST et peu nombreux à vérifier les faits auprès des principales personnes concernées. De surcroît, lorsqu'elle décide d'offrir une voix d'expression au MST, la presse se dirige presque exclusivement vers Angel Durán qui, s'il est le fondateur du mouvement des sans-terre, n'est plus reconnu comme dirigeant par les membres actuels. Cette visibilité offerte à Angel Durán contribue à perpétuer la scission au sein du MST puisqu'on le présente, en particulier dans les médias, comme étant le « dirigeant national », alors qu'il est dénigré par les bases du mouvement et que c'est plutôt Moises Torres qui occupe cette fonction. En revanche, les interventions de Moises Torres ne trouvent à peu près pas d'écho au sein du public bolivien et son nom demeure largement inconnu.

4.1.4 Multiculturalité

La communauté de Palmitos-Timboy regroupe des gens de différentes ethnies (Quechua, Aymara et Guarani) ; elle est donc multiethnique. La multiculturalité est un trait particulier du MST bolivien. Contrairement aux communautés et aux organisations autochtones locales, généralement divisées en ethnies, les communautés sans-terre du Gran Chaco regroupent différentes ethnies.

Pour les paysans sans-terre, le critère ethnique n'a pas d'importance afin d'être membre du MST. Tous les autochtones ont besoin de la Pachamama, mère nourricière et substrat de leur développement (entrevue n° 16). Les conflits ethniques sont le produit des lois de l'oligarchie qui contribue à les diviser (entrevue n° 2).

⁹⁸ « La condition première pour être membre du MST est de disputer les terres dont s'accaparent les latifundistes, ces accapareurs, trafiquants de terres » (entrevue n° 1).

Figure 4.2

Réunion du MST avec les autorités agraires départementales



Source : Marie-josée Béliveau, juillet 2004.

Ainsi, parallèlement à l'identité paysanne, ils se présentent comme « *originarios* » (autochtones) puisque, selon eux, ils ont maintenu leur culture, leur langue et leur tradition, peu importe le lieu où ils habitent ou l'activité économique à laquelle ils s'adonnent.

Comme nous le voyons, l'identité « sans-terre » en Bolivie est en processus de définition. Elle se forme selon les situations que les membres du MST doivent affronter et en fonction des réalités des gens qui font partie ou qui souhaitent faire partie du mouvement.

4.2 Production de l'espace

La communauté de Palmitos-Timboy, par la création de l'*asentamiento*, l'établissement humain territorial et communautaire qu'elle met de l'avant sur des bases identitaires nouvelles, produit de l'espace, donnant sens à la communauté. Sa pratique particulière de l'espace contribue au façonnement d'un mouvement social qui remet en cause différents aspects de la société bolivienne, particulièrement en ce qui a trait à sa structure sociale et agraire.

4.2.1 Remise en question de la propriété privée

En Bolivie, suite à des siècles de colonisation et à une structure sociale, économique et politique inéquitables, la propriété privée agraire n'est accessible qu'à une minorité de la population. Depuis plusieurs années, une majorité se voit restreindre l'accès à la terre tandis qu'une frange minoritaire de la société en possède de grandes superficies. Avec leur action directe de prise de possession de terres et leur justification trouvant son assise dans la loi bolivienne, laquelle ils prennent à la lettre dans ce contexte, « *la tierra es de quien la trabaja* » (la terre appartient à celui qui la travaille), les sans-terre remettent en question le concept de propriété privée tel qu'il s'applique en Bolivie actuellement. Dans ce pays, quelque cent familles sont propriétaires de vingt-cinq million d'hectares de terre, tandis que deux million et demi de paysans sont propriétaires d'à peine cinq million d'hectares⁹⁹. Une des perceptions qu'ont les habitants de Palmitos-Timboy concerne l'abondance de terres, « *hay tierra para todos* » (entrevue n° 9) et son accaparement par une minorité. En réaction à la concentration des terres, le MST propose un modèle alternatif de propriété : la propriété collective. Ce modèle est semblable à celui des *Ayllus*, qui représente un type d'occupation collective du territoire reposant sur des siècles de traditions andines.

⁹⁹ Entrevue n° 1

Comme on peut s'en douter, ces deux conceptions de la propriété (privée et collective), se confrontent en Bolivie¹⁰⁰. Depuis le tout début des occupations de terres, les propriétaires terriens font valoir que les sans-terre ne respectent pas la propriété privée et, donc, ne respectent pas la loi bolivienne : ce sont des hors-la-loi qui n'ont aucun égard envers la société démocratique (entrevue n° 21). De son côté, le mouvement des sans-terre affirme qu'il respecte la loi agraire, notamment lorsqu'elle stipule que la terre appartient à celui qui la travaille et qu'elle doit accomplir une fonction économique et sociale (entrevue n° 11). Les extensions de terres occupées étant à l'origine des superficies improductives laissées en friches, les sans-terre se sont en fait approprié ce que leur permettait la loi, selon leur point de vue.

De surcroît, par leur stratégie d'occupation communautaire de l'espace, les paysans sans-terre valorisent un nouveau type de propriété qu'ils qualifient plus juste, équitable et durable. Selon eux, ce modèle, en rupture avec celui de la propriété privée reposant sur des valeurs marchandes, replace le peuple bolivien en « vrai propriétaire » de la terre¹⁰¹ (« *verdadero dueño de la tierra* »), lui rendant l'accès à ce substrat nécessaire à son développement et à son épanouissement. La propriété privée et les modèles alternatifs de propriété représentent ainsi un enjeu crucial en ce qui concerne les questions touchant la terre en Bolivie.

« Somos un movimiento social de masas, de carácter sindical, político y popular, que buscamos la justa distribución y redistribución de la tierra y el desarrollo rural integral.¹⁰² » (entrevue n° 9)

¹⁰⁰ Nous ne parlerons pas ici des TCO, représentant un autre type de gestion et d'occupation territoriale, puisqu'il s'agit (comme nous l'avons vu auparavant) d'une alternative « réservée » aux peuples autochtones auxquels l'État et la Convention 169 de l'OIT reconnaissent des droits territoriaux.

¹⁰¹ Les « faux » propriétaires pourraient être représentés par les latifundistes, issus de l'élite bolivienne. Ce sont généralement des blancs ou des métis qui possèdent non seulement la terre, mais aussi les modes de production et de reproduction sociale en Bolivie.

¹⁰² « Nous sommes un mouvement social de la masse, de caractère syndical, politique et populaire qui cherche la juste distribution et redistribution de la terre ainsi que le développement rural intégral. »

4.2.2 Gestion territoriale

Les paysans sans-terre proviennent en général des hauts-plateaux boliviens, où la gestion territoriale, au sein des communautés Aymaras et Quechuas par exemple, repose sur l'*ayllu*. En effet, celui-ci est le substrat du développement des communautés andines. Il repose sur une conception fortement communautaire, présente au sein des communautés traditionnelles des Andes de l'Amérique du Sud. Chaque famille possède un lot de terre qu'elle travaille de manière individuelle, divisible pour l'héritage, alors que l'ensemble du territoire appartient à la communauté et de nombreux travaux sont entrepris en commun selon cette conception. La terre ne revêt aucune valeur marchande, on ne peut donc la vendre. De surcroît, les décisions entourant la gestion territoriale se réalisent en assemblée, lors de réunions. La colonisation et le capitalisme ont contribué à imposer un autre modèle de gestion territoriale, notamment avec la propriété privée. Toutefois, l'*ayllu* demeure encore un type de gestion territoriale important pour de nombreuses communautés autochtones d'Amérique latine, en particulier pour les populations des Andes. La gestion territoriale de Palmitos-Timboy se fait selon le modèle des *ayllus*. Bien que les habitants n'utilisent pas communément ce mot pour définir la communauté (ils parleront plutôt d'*asentamiento* ou de *núcleo*), on retrouve dans leurs structures organisationnelles cet héritage andin et inca.

La base territoriale : l'*asentamiento*

L'*asentamiento* consiste en une occupation de terre effectuée par un groupe d'individus. En Bolivie, c'est ainsi que l'on désigne les communautés sans-terre, par exemple en disant « l'*asentamiento* Palmitos-Timboy » ou « l'*asentamiento* Nuevo Amanecer ». Nous traduirions le mot *asentamiento* par « une communauté établie sur un espace physique ». Ce mot découle, en effet, des mots *asentar*, « asseoir », *asentarse*, « s'établir », ou *asentado*, « être situé sur »¹⁰³.

¹⁰³ Selon notre dictionnaire français-espagnol, espagnol-français, Le Robert & Collins, 2000.

En général, l'*asentamiento* d'une communauté sans-terre est le résultat d'une « prise » de terre (*toma de tierra*), expression pour laquelle nous ne trouvons pas d'équivalent en français. Le verbe *tomar* signifiant « prendre », cette dernière expression traduit le fait de prendre possession d'une terre. En Amérique latine, il nous a été donné d'entendre à plusieurs occasions les expressions *toma de tierra* et *asentamiento*, au Pérou¹⁰⁴ ainsi qu'en Bolivie. D'ailleurs, le mot « *toma* » est largement utilisé pour désigner l'établissement d'une collectivité d'individus sur une terre en friche et revendiquée pour des fins de production ou de logement.

C'est à la suite d'un congrès dirigé par Angel Durán, dans la municipalité d'Aguarenda dans le Gran Chaco, en 1999, que des prises de terres sont organisées dans différentes zones de la province. Le MST identifie tout d'abord des superficies de terres abandonnées, en s'appuyant sur des plans et des évaluations d'avocats. Une fois les vérifications terminées et la superficie bien délimitée, des individus sont mobilisés afin d'entrer dans la zone en question. Ceci se fait de manière bien planifiée : les membres (surtout des hommes en raison des risques encourus) accèdent au site à pied ou par camions.

Une fois sur place, ils construisent des abris de fortune et défrichent ensemble le terrain. Ce travail se fait de façon collective, surtout les premiers mois. Les femmes viennent sporadiquement et réalisent des travaux domestiques communautaires. Leur installation, avec les enfants, se fait graduellement au fur et à mesure qu'est défrichée et semée la terre et que l'on divise les lopins. Ces prises de terres sont organisées en différentes communautés (*nucléos*). La première prise de terre dans le Gran Chaco est Panantí. Suivront plusieurs autres, incluant Palmitos-Timboy (nommée alors Timboy). Il s'agit d'une action significative pour chaque communauté car c'est un peu la première page de son histoire qui s'écrit. En effet, leur avenir en dépend.

¹⁰⁴ En relation à la *toma de tierra* qui a entraîné la création de Villa El Salvador, une communauté née en 1971, en banlieue de la capitale, Lima. Selon des documents municipaux de Villa El Salvador, à sa création cette communauté était fréquemment nommée l'*asentamiento de Villa El Salvador*.

Après leur installation sur ces terres, la propriété de l'*asentamiento* est collective. Il ne s'agit donc pas de propriété privée. Il en est de même d'une partie de la production agricole réalisée sur un espace désigné de l'*asentamiento*. En effet, chaque famille contribue à des travaux agricoles collectifs sur cet espace et la récolte est partagée entre les membres de la collectivité. Il s'agit généralement de maïs, riz, soya et arachides. En outre, une partie de cette récolte est destinée à la vente sur les marchés locaux. Les bénéfices tirés de cette vente sont aussi divisés à parts égales entre les membres et un pourcentage est conservé pour des projets communs. Cependant, chaque foyer cultive une petite parcelle, généralement attenante à son habitation. Les fruits de cette récolte, composée principalement de *verduras* (légumes tels la laitue, la carotte, les tomates, ...), sont conservés pour l'alimentation familiale.

Ainsi, la base territoriale de la communauté est l'*asentamiento*, il s'agit de son espace de vie, celui qui assure la survie de cette communauté. L'aspect collectif de la propriété et de nombre des activités rythmant la vie de l'*asentamiento*, ainsi que l'implication de chaque individu dans ces activités, traduisent l'importance de cet espace physique pour la nouvelle communauté.

4.3 Structure organisationnelle

La prise de décisions dans la communauté de Palmitos-Timboy repose sur une structure horizontale de pouvoir, ce qui implique que chaque individu peut participer aux réunions et prendre part aux décisions. Cette gestion communautaire implique que chaque individu, homme, femme et enfant, participe activement aux activités de la communauté ainsi qu'aux activités entrant dans le répertoire d'actions du mouvement (marches, grève de la faim, occupations,...). Aussi, chacun participe financièrement aux activités et aux coûts associés à la gestion de la communauté et chaque nouvel arrivant doit passer par un processus d'acceptation devant les représentants de la communauté en se soustrayant à des entrevues avant que la décision finale ne soit délibérée en comité.

Toutefois, au moment de la réalisation de notre enquête, les communautés sans-terre du Gran Chaco, ainsi que le mouvement des sans-terre bolivien aux niveaux régional et national, étaient dans une phase de restructuration. Un des enjeux importants auxquels ils faisaient face concernait la définition de la structure de pouvoir au sein des communautés et entre elles. Comme nous l'avons mentionné au chapitre précédent, Lidio Julian comparait le mouvement des sans-terre à un camion : « les bases sont l'autorité maximale, ce sont elles qui doivent réparer le camion » (« *las bases son la máxima autoridad, ellas tienen que arreglar el camión* »). Cet exemple fut donné par le représentant de la communauté de Palmitos-Timboy aux autres représentants des communautés venus assister à une réunion régionale, (*Ampliado Extra Ordinario Regional*), afin d'expliquer le type de leadership qu'il applique de son côté. L'enjeu de la définition de la structure décisionnelle était donc d'actualité au moment de notre séjour dans la communauté et Palmitos-Timboy jouait un rôle important dans ce processus.

Par ailleurs, il existe une scission au sein du mouvement des sans-terre en Bolivie. Cette scission fait un tort important à la cohésion ainsi qu'à la diffusion des idées du mouvement dans la société. Selon nos interviewés, Angel Durán a été renié par une majorité de ses bases après qu'il ait conclu un accord avec le gouvernement national lors d'une marche ayant eu lieu en 2002. Il se revendique pourtant encore comme étant le leader du mouvement au niveau régional (Gran Chaco) ainsi qu'au niveau national, nous a-t-il été permis de noter. Cela contribue souvent à brouiller les cartes. En effet, sa visibilité médiatique est importante. Il possède les moyens de se réseauter aux niveaux national et international, volant la vedette aux communautés du mouvement des sans-terre. Ce conflit où des questions de personnalité compromettent la crédibilité du mouvement témoigne de sa jeunesse et du fait que la richesse des actions collectives n'a pas encore générée une maturité institutionnelle.

4.4 Un acteur ancré au niveau local

La création de Palmitos-Timboy ainsi que sa pérennité démontre de quelle manière l'échelle locale devient médiatrice de nouvelles territorialités et donc, de nouveaux ancrages

identitaires. En effet, face à des obstacles qu'ont eu à affronter différents individus aux horizons divers, partageant un problème de marginalisation sociale et économique ainsi que d'accès à la terre, une nouvelle communauté est née, sur de nouvelles bases identitaires et à une échelle locale.

L'expérience de Palmitos-Timboy se construit à l'échelle locale alors que c'est à cette échelle que se concentrent les décisions de la communauté.

« La estructura debe estar desde abajo hacia arriba, es decir, los bases deben imponer a través de discusiones comunales y regionales, una estructura sólida, representativa, pero sobre todo pactada con la gente de la base.¹⁰⁵ » (entrevue n° 11)

Cette structure, positionnée d'abord au niveau local, représente la clé permettant d'accéder ensuite à des espaces de pouvoirs aux autres échelles :

« Aquí empezó una posibilidad de que los compañeros puedan imponer, inclusive para la liberación política y ser parte de la administración y de la toma de decisiones del estado, de imponer sus propias decisiones, posiciones y personas.¹⁰⁶ » (entrevue n° 11)

La principale revendication des habitants de Palmitos-Timboy concerne l'accès à la propriété de la terre afin de pouvoir y développer des activités économiques et de subsistance, et d'améliorer leur condition de vie. Mais cette revendication n'est pas seulement de nature individuelle. Pour eux, la terre n'est pas simplement un support physique nécessaire à la survie mais bien le lien qui maintient la communauté vivante. C'est donc l'élément essentiel pour le « vivre ensemble » et pour le développement collectif. En luttant pour la terre, ils

¹⁰⁵ « La stucture doit aller du bas vers le haut, c'est-à-dire que les bases doivent imposer, à travers les discussions communales et régionales, une structure solide, représentative, mais surtout réalisée par les gens de la bases. »

¹⁰⁶ « Ici commence la possibilité que les camarades puissent imposer, incluant par la libération de l'acte politique et en prenant part à l'administration et la prise de décisions de l'État, d'imposer ses propres décisions, positions et personnes. »

revendiquent à la fois le droit à l'éducation, le droit aux ressources nécessaires à la survie, tels que l'eau et des aliments et le droit à des outils leur permettant le développement ainsi que le droit à l'existence en tant que communauté. Ils revendiquent donc le droit d'exister et d'être reconnus. Ainsi, ils demandent la reconnaissance juridique pour la communauté et tentent de joindre leurs forces à des partis politiques. C'est dans ce sens que se réalisent les actions des habitants de Palmitos-Timboy. Grâce à leur capacité de mobilisation et à leur acharnement, ceux-ci se sont érigés comme un modèle dans la région auprès des autres communautés.

Née au même moment que le mouvement des sans-terre dans le département du Gran Chaco en Bolivie, nous croyons que la communauté de Palmitos-Timboy donne à voir un nouveau rapport au territoire et, donc, confirme la pertinence de notre hypothèse. Aujourd'hui, grâce à son mode d'organisation, à l'implication de tous les membres aux activités et au travail de mobilisation de son représentant, Lidio Julian, la communauté a atteint différents buts qu'elle s'était fixés. Elle a réussi la construction d'une route, d'une école en plus d'obtenir le salaire pour deux professeurs ainsi que le statut juridique (*personalidad Jurídica*) de la communauté, ce dernier point étant essentiel à la reconnaissance de titres de propriétés par les autorités agraires. Ce faisant, la communauté de Palmitos-Timboy exprime un nouveau rapport au territoire s'ancrant davantage dans le local et s'appuyant sur une base communautaire fortement territorialisée. Son action s'imprime aux différentes échelles, du local au global. Toutefois, c'est dans l'échelle locale qu'elle trouve la base idéale pour l'expression de son identité, nouvelle et reformulée : *sin tierra* (sans-terre). C'est à l'échelle locale que la communauté vit sa nouvelle identité.

CONCLUSION

Aujourd'hui, la Bolivie est le pays possédant le plus important pourcentage de population autochtone des Amériques. À la suite de l'arrivée des colons espagnols, les différents peuples de la Bolivie (on dénombre actuellement plus d'une quarantaine de groupes ethnolinguistiques dans le pays) ont dû réaliser des travaux forcés qui ont occasionné des déplacements de populations avec pour conséquence d'affecter lourdement la conservation des modes de vie traditionnels. Plusieurs auteurs, tels que l'anthropologue Nathan Wachtel (1971), qualifient la colonisation et ses effets de « génocide ». L'utilisation de ce terme dans le contexte de la colonisation des Amériques ne fait cependant pas l'unanimité. Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, après des décennies de travaux forcés dans les mines, aux champs ou dans d'autres activités de la vie économique, après aussi des déplacements des communautés dues à la perte des terres au profit de différents secteurs économiques (*barraquerros*¹⁰⁷, *latifundios*), nous croyons justifié de parler de génocide culturel.

Héritée de la colonisation du continent, la concentration terrienne est un problème séculaire en Amérique latine. Actuellement, « (...) en Bolivie, 6 % de la population possède 92 % des terres » (entrevue n° 38)¹⁰⁸. Les communautés autochtones et paysannes doivent se contenter de peu et ont été souvent déplacées en raison de la boulimie des latifundistes. Le pays souffre toujours d'un retard économique considérable, alors que la population autochtone vit souvent encore dans des conditions marginalisées. Pour sa part, la Réforme agraire de 1953 a changé bien peu de choses puisqu'elle n'a été accompagnée d'aucune volonté politique et n'est donc jamais réellement entrée en vigueur.

¹⁰⁷ Les *barraquerros* sont de grandes extensions de terres amazoniennes soumises à l'exploitation intensive du caoutchouc et des richesses forestières, possédées par de grands propriétaires terriens.

¹⁰⁸ Traduction libre.

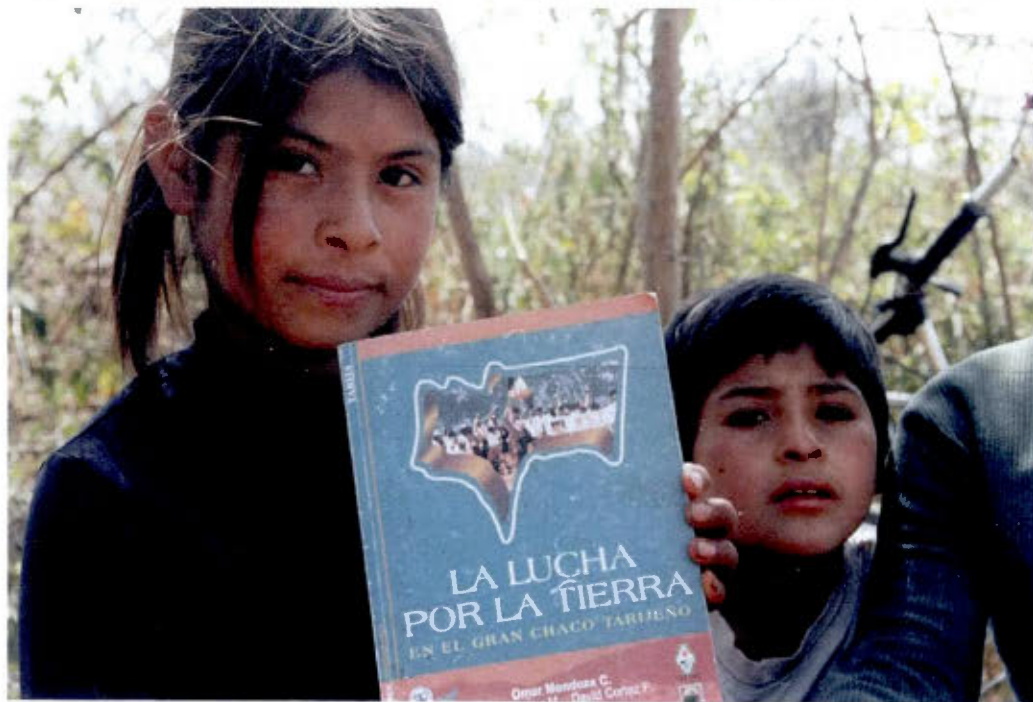
En 1985, le gouvernement de Victor Paz Estenssoro, influencé par les programmes d'ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international (FMI), promulgua le décret n° 21060, avec lequel la Bolivie passait d'une économie mixte de régime étatique à un néolibéralisme plus agressif. Le démantèlement des entreprises publiques et les fermetures de mines dans la région des hauts-plateaux forcèrent quantité de mineurs à chercher de nouveaux modes de subsistance. Une bonne partie de cette main-d'œuvre mise au chômage migra alors vers les basses-terres à la recherche de terres à cultiver, mais se heurta au latifundio. Un grand nombre de ces travailleurs s'installèrent alors dans les villes et les secteurs périurbains où, faute de mieux, ils s'adonnèrent au travail informel. Plusieurs autres devinrent *peones* au service de latifundistes ou cultivateurs nomades, forcés de louer des parcelles de terres afin de les cultiver.

Au début des années 1990, l'État bolivien commençait à s'afficher comme État « multiethnique et pluriculturel » (Herrera et al., 2003, p.19), en incluant le principe de diversité et d'identité autochtone dans sa législation et en signant la Convention 169 de l'OIT¹⁰⁹. Bien que cette convention internationale contienne des dispositions sur les droits fonciers, qui exigent le respect des occupations traditionnelles, et prévoient des mesures visant la reconnaissance et la protection de ces droits, elle ne prévoit pas de mécanismes pour dédommager un grand nombre de populations déplacées et forcées d'abandonner leurs modes de vie et territoires traditionnels depuis des générations. Quoique l'article 1^{er} de la Convention stipule que : « le sentiment d'appartenance indigène ou tribale doit être considéré comme un critère fondamental pour déterminer les groupes auxquels s'appliquent les dispositions de la présente convention », la majorité des Boliviens se définissant « autochtones » n'ont toujours pas accès aux avantages que cela représente concernant l'octroi de terres ou territoires traditionnels. Il y a donc une différenciation dans le traitement réservé aux individus se définissant autochtones, comme s'il en existait de plus « purs » que d'autres.

¹⁰⁹ Cette Convention fut approuvée lors de la 76^e Conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), réalisée le 27 juin 1989.

Figure B

Enfant montrant le premier livre décrivant la lutte des paysans sans-terre



Source : Marie-josée Béliveau, août 2004.

Aujourd'hui, l'iniquité agraire en Bolivie traduit la complexité de la structure foncière imposée au cours de nombreuses années, depuis la colonisation, jusqu'à nos jours. De plus, elle s'inscrit dans le paysage de pratiques abusives et de corruptions des pouvoirs locaux et nationaux et dans un contexte international de globalisation néolibérale favorisant les marchés de la terre. Elle traduit donc des politiques arbitraires ainsi qu'une structure sociale ethnicisée contribuant à marginaliser les différents groupes autochtones au profit de l'élite.

C'est dans ce contexte que naît, au tournant du dernier millénaire, un nouveau groupe social en Bolivie. Le MST bolivien puise son inspiration à la fois des mouvements autochtones, paysan et des sans-terre du Brésil afin de se reconstruire une identité propre, bousculant les

frontières de l'ethnicité ainsi que le cadre législatif et les lois agraires nationales. En ce sens, la création du mouvement des sans-terre de Bolivie constitue, en elle-même, une innovation identitaire puisqu'elle permet aux acteurs, de se recomposer, sur de nouvelles bases, une identité propre : les « sans-tere ». Depuis sa création, en 2000, le MST bolivien n'a de cesse de se redéfinir, en fonction des obstacles qu'il rencontre, qu'ils soient législatifs, sociaux ou économiques. Contrairement à son homonyme brésilien, c'est un mouvement indigène puisqu'il regroupe essentiellement des individus d'origine autochtone. Il puise toutefois aussi dans les mouvements paysans de la Bolivie les sources de son discours. De surcroît, il est multiethnique car les communautés qu'il met en place se composent de différentes ethnies du pays. Toutefois, il ne se borne pas à ces identités, mais les renouvelle. Ainsi, à la jonction des mouvements autochtones et sans-terre, le mouvement des sans-terre en Bolivie innove surtout dans la mesure où il exprime une nouvelle identité des acteurs. Lorsque vous demandez à un habitant de Palmitos-Timboy qui il est, il répond désormais, sans hésiter, « je suis sans-terre ! ». À la fois paysans et autochtones, ils se reconnaissent dans la dénomination *sin tierra* et leur groupe d'appartenance constitue à présent leur communauté.

Comme nous l'avons vu, les sans-terre de Bolivie influencent encore peu l'action au niveau national et supranational, mais ceci pourrait changer avec l'élection de Morales à la présidence. Le mouvement est cependant très actif à l'échelle régionale. Beaucoup d'actions entreprises par les gens de Palmitos-Timboy, par exemple, se projettent à cette échelle. Leurs marches, leurs blocages de routes et leurs grèves de la faim s'adressent, en premier lieu, aux autorités régionales. Cependant, l'organisation du mouvement à l'échelle régionale n'est pas encore bien structurée. Aussi, un grand nombre des actions collectives de Palmitos-Timboy ont été entreprises par la communauté elle-même, non par le mouvement, ce qui témoigne d'une orientation stratégique encore faible.

Leur échelle d'action privilégiée demeure l'échelle locale. En effet, c'est à cette échelle que le mouvement des sans-terre inscrit ses actions, dans le quotidien de la communauté qui met en place son propre processus de développement. D'ailleurs, l'*asentamiento*, au moyen de prises de terres, action première du mouvement, se fait à cette échelle. La territorialisation de la communauté prend tout son sens dans le local.

En outre, cette action se fait en communauté. Pour les sans-terre, c'est d'abord dans la communauté que se construit le sentiment d'appartenance au groupe : l'identité. En effet, bien que les membres de la communauté manifestent de la solidarité envers les autres *asentamientos* sans-terre ainsi qu'envers le mouvement, c'est au sein de leur communauté qu'ils élaborent d'abord leurs actions. Cette dimension est primordiale pour le mouvement. Au niveau politique, la structure est horizontale. Nombre de travaux (prises de terres, cuisines collectives, travaux agricoles...) et d'actions sont réalisées collectivement. Surtout, le schème d'occupation des terres ainsi que les titres de propriété revendiqués sont communautaires.

Nous croyons donc que le MST bolivien, né dans le contexte de la globalisation, s'ancre dans l'échelle locale et s'appuie sur une base communautaire fortement territorialisée, ce qui montre un cas de relocalisation de l'action collective. En effet, la naissance du mouvement représente la stratégie d'un groupe marginalisé afin d'obtenir la terre. Par l'*asentamiento* et la revendication territoriale, les sans-terre cherchent à passer d'une condition de nomadisme à un ancrage territorial. Cette relocalisation s'effectue par le biais d'une reconstruction identitaire, correspondant à une stratégie du groupe afin d'accéder à la terre et d'assurer son développement. Il en résulte la production d'une nouvelle territorialité sociale (communautaire) se traduisant par une pratique et une revendication territoriales « faisant sens » pour la communauté. Celle-ci s'ancre davantage dans l'échelle locale. Ainsi, bien que le MST inscrive son action aux différentes échelles, du local au global, il trouve dans l'échelle locale la base idéale pour l'expression de son identité et pour son développement.

L'univers social mondialisé, soumis à des forces de plus en plus abstraites, semble éclore sur des formes créatives de mouvements sociaux. Il émerge, dans ce contexte, de nouveaux moyens de luttes empruntant des réseaux inusités de mobilisation et des registres diversifiés d'actions collectives. Le cadre de la globalisation devient donc producteur de nouvelles territorialités, d'ancrage territorial. Nous croyons que l'émergence du MST bolivien se construit comme une réponse à la globalisation. Cette réponse est médiatisée par le territoire et suggère un nouveau rapport au territoire. Celui-ci est l'ancrage du mouvement sur lequel se construit l'identité des individus.

Par la réalisation de ce mémoire nous avons démontré que l'émergence du mouvement des sans-terre en Bolivie exprime donc un nouveau rapport au territoire. Selon nous, le MST bolivien s'inscrit dans une relocalisation de l'action collective. Il s'ancre davantage dans l'échelle locale et s'appuie sur une base communautaire fortement territorialisée. Ainsi, bien qu'il inscrive son action aux différentes échelles, du local au global, le mouvement des sans-terre trouve au niveau local la base idéale pour exprimer son identité et mettre en place son développement.

Notre démarche comporte cependant certaines limites puisque nous avons concentré notre étude sur une seule communauté. Palmitos-Timboy, croit-on, représente un exemple intéressant d'une communauté sans-terre où les acteurs inscrivent leurs actions à tous les niveaux, permettant au chercheur d'observer le jeu des échelles. De surcroît, elle montre un exemple intéressant de développement communautaire. Nous croyons toutefois qu'il serait pertinent de jeter le regard sur d'autres communautés sans-terre en Bolivie. Elles présenteraient des caractéristiques différentes, certainement aussi intéressantes, et permettraient d'observer d'autres aspects du MST bolivien que ceux soulevés par notre recherche.

Pour terminer, nous aimerions souligner que ce mémoire constitue une des premières contributions en sciences sociales concernant le mouvement des sans-terre de Bolivie. En ce sens, il représente une contribution, espérons-le, utile pour la documentation d'un mouvement social émergent. Nous avons souhaité apporter un éclairage inédit sur un objet nous paraissant de grand intérêt, celui de l'émergence de nouvelles formes de territorialisation porteuses d'orientations de développement endogène.

De surcroît, nous croyons que le MST bolivien soulève nombre de questions qu'il serait intéressant de développer dans le futur. En effet, il s'agit d'un mouvement encore jeune, né dans un pays lui-même en transformation et bouleversé par l'action de différents mouvements sociaux et par l'arrivée d'Evo Morales, un autochtone, à la présidence, en 2006. Le changement de cap politique dans le pays aura certainement des conséquences sur le MST

bolivien. Déjà, en mai 2006, Evo Morales a relancé la réforme agraire. D'autre part, les mouvements de paysans sans-terre semblent en voie de structuration en Amérique latine puisque, en plus du mouvement brésilien né dans les années 1970, celui du Paraguay né au cours de la décennie 1990, puis celui de la Bolivie apparu en 2000, on compte désormais des paysans sans-terre en Argentine, en Uruguay et en Colombie. Leur structuration semble suivre l'augmentation des superficies destinées à l'élevage bovin et à la culture du soja. La progression de la frontière agricole a pour effet à la fois de déloger les populations paysannes et autochtones ainsi que, par la mécanisation des modes de production, mettre au chômage quantité de travailleurs agricoles. Nous croyons qu'il s'agit là de pistes à explorer afin de mieux cerner la problématique des mouvements sociaux de paysans sans-terre et les géographes auraient fort à faire en ce sens.

BIBLIOGRAPHIE

- Albert, Bruce. 1997. « Territorialité, ethnopolitique et développement : À propos du mouvement indien en Amazonie brésilienne ». In *Cahiers des Amériques Latines*, No. 23, p. 187-210.
- Albó, Xavier. 2002. *Pueblos indios en la política*. La Paz : Cuaderno de investigación, CIPCA, no 55, 246 p.
- Alenda, Stéphanie. 2003. « Bolivie. Les limites de la consolidation institutionnelle : l'érosion du pacte démocratique ». In *Pays andins : où en est la démocratie? Problèmes d'Amérique latine* (PAL). Paris, no 49 (été), p. 71-100.
- Alvarez Gándara, Miguel. 2003. « Chiapas: nuevos movimientos sociales y nuevo tipo de conflictos ». In *Movimiento sociales y conflicto en América latina*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), p. 103-126.
- Amin, Samir. 1999. *Les maîtres du monde? ou Les dessous de la guerre des Balkans*, Pantin, France : Le Temps des cerises, 295 p.
- Assies, W., Gemma van der Haar et André J. Hoekema. 2000. *The Challenge of Diversity: Indigenous Peoples and Reform of The State in Latin America*. Amsterdam : Thela Thesis, 315 p.
- Arocena, José. 1998. « Les approches latino-américaines du développement local ». In *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*. Paris : L'Harmattan, p. 39-64.
- Arocena, José. 2001. *El desarrollo local : un desafío contemporáneo*. Montevideo : Ediciones Santillana, 250 p.
- Badie Benard. 1995. *La fin des territoires*. Paris : Fayard, 276 p.
- Beaucage, Pierre et Gilles Brunel. 1987. « Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine ». In *Anthropologie et société*. Vol. 11 No. 2, p. 1-13.
- Beaucage, Pierre. 1987. « Démographie, culture, politique : la condition indienne au Mexique ». In *Anthropologie et société*. Vol. 11 No. 2, p. 13-29.
- Beaud, Stéphane et Florence Weber. 2003. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : Éditions la Découverte (Guides Repères), 360 p.

Balza Alarcón, Roberto. 2001. *Tierra, Territorio y Territorialidad Indígena. Un estudio antropológico sobre la evolución en las formas de ocupación del espacio del pueblo indígena chiquitano de la ex-reducción jesuita de San José*. Santa Cruz de la Sierra : Serie Pueblo Indígenas de las Tierras Bajas de Bolivia, APCOB/SNV/IWGIA, vol. 17, 356 p.

Bolivia, Instituto Nacional de Reforma Agraria (INRA), Ley de Servicio Nacional de Reforma Agraria. 2000. *Ley No 1715 y su Reglamento*. Reglamento D.S. No 25763 de 5 de mayo del 2000. Unidad de Comunicación, Difusión y Enlace – INRA, 256 p.

Bolivia, Instituto Nacional de Reforma Agraria (INRA), Ley de Servicio Nacional de Reforma Agraria. 2000. *Nuevo Reglamento de la ley INRA. Incluye Decreto Modificatorio No. 25848 del 18 de julio de 2000*. La Paz : U.P.S. Editorial, 206 p.

Bonifaz, Carlos Romero, Marco A. Amaretti A. et Ana Cecilia Betancur (dir. publ.). 2003. *Reforma Agraria. 50 años: TCO y tierras campesinas*. Artículo Primero, Revista de Debate Jurídico y Social, Santa Cruz de la Sierra : Centro de Estudios Jurídicos e investigación social (CEJIS), Año VII, no 14 (octubre), 498 p.

Bonifaz, Carlos Romero (dir. publ.). 2004. *Octubre en Bolivia*. Artículo Primero, Revista de Debate Jurídico y Social, Santa Cruz de la Sierra : Centro de Estudios Jurídicos e investigación social (CEJIS), Año VIII, no 16 (avril), 266 p.

Bonifaz, Carlos Romero. 2005. *El proceso constituyente boliviano : El hito de la cuarta marcha de tierras bajas*. Santa Cruz de la Sierra : Centro de Estudios Jurídicos e investigación social (CEJIS), 781 p.

Bonifaz, Carlos Romero. 2006. *Temas de la Agenda Nacional : Tierras, Hidrocarburos, Derechos Indígenas y Asamblea Constituyente*. Santa Cruz de la Sierra : Centro de Estudios Jurídicos e investigación social (CEJIS), 210 p.

Boron, Atilio A. 2004. « La izquierda latinoamericana a comienzos del siglo XXI: nuevas realidades y urgentes desafíos ». In *Movimiento sociales y desafíos políticos : Resistencias continentales frente al "libre comercio"*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), Año V, no 13 (janvier-avril), p. 41-56.

Bromberger et Al. 1989. « Entre le local et le global : les figures de l'identité ». In *L'Autre et le semblable : Regards anthropologiques sur les sociétés contemporaines*, Martine Ségalen (dir), p. 137-145.

Brysk, Alison. 1995. *Acting Globally: Indian Rights and International Politics in Latin America*. Indigenous Peoples and Democracy in Latin America. Ed. Donna Lee Van Cott, New York : St. Martin's Press, 271 p.

Canet, Raphaël, et Nathalie Guay *Intégration ou désintégration continentale ? Bilan des alternatives à la veille du troisième Sommet des peuples des Amériques de Mar del Plata, du 1er au 5 novembre 2005*, La Chronique des Amériques, Octobre 2005, N° 34.

Castells Manuel. 1996. *L'ère de l'information. Tome II : Le Pouvoir de l'identité*. Paris : Fayard, 494 p.

Castells, Manuel. 2002. *La galaxie Internet*, Paris : A. Fayard, 365 p.

Charvet, Jean-Paul et Michel Sivignon (dir.). 2002. *Géographie humaine : Questions et enjeux du monde contemporain*. Paris : Armand Colin Éditeur, 350 p.

Collectif. 2003. « L'Amérique latine en effervescence » in *Manière de voir*. Paris : Le Monde Diplomatique, 99 p.

Collectif. 2001. « La lucha por la Tierra y el Territorio ». *Artículo Primero : Revista de debate social y Jurídico*, año V, no 10, agosto. Santa Cruz de la Sierra : Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS), 488 p.

Costa S. et al. 1994. *Les mouvements sociaux en Amérique latine*. Alternatives Sud. Centre Tricontinental. Paris : L'Harmattan, vol.1, no. 4, 163 p.

Dauzier, Martine. 1993. « Tous des Indiens ? La réindianisation, force ou fiction ? ». In *Cahiers des Amériques latines*, no 13, p. 147-158.

De La Fuente, Manuel. 2005. En conférence à l'Université du Québec à Montréal le 5 décembre.

Delcourt, Laurent, Bernard Duterme et François Polet (dir). 2004. *Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2004*. Paris : Alternatives Sud, Centre Tricontinental, Forum Mondial des Alternatives et Editions Syllepse, 318 p.

Di Méo, Guy. 1999. « Géographies tranquilles du quotidien : Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales ». In *Cahiers de Géographie du Québec*, vol 43, no 118, p. 75-93.

Di Méo, G. 2000. *Géographie sociale et territoires*, Paris : Nathan, 317 p.

Dolfus, Olivier. Grataloup, Christian. Lévy, Jacques. 1999. « Trois ou quatre choses que la mondialisation dit à la géographie ». In *L'Espace géographique*, no 1, p. 1-11.

Duterme, Bernard (dir). 2005. *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine : Points de vue latino-américains*. Paris : Alternatives Sud, Centre Tricontinental, Editions Syllepse, vol 12-2005/2, 224 p.

Eckstein, S. 2001. *Power and Popular Protest in Latin America*, Berkeley : University of California Press, 424 p.

Escobar A., et Sonia E. Alvarez. 1992. « The Making of Social Movement in Latin America : Identity, Strategy and Democracy ». In *Series in Political Economy and Development in Latin America*. Oxford : Westview Press, 133 p.

Favreau, Louis. 2000. « Économie sociale et développement dans les sociétés du Sud ». In *Économie sociale, coopération Nord-Sud et développement*. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, Revue du CIRIEC-Canada (Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives), Économie et Solidarités, vol. 31, no 2, 224 p.

Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, Collection Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, 260 p.

Favreau, Louis. 2004. *Théories et stratégies de développement au Sud : itinéraire de 1960 à aujourd'hui*. Gatineau : Université du Québec en Outaouais.

Favreau, Louis, Abdou Salam Fall et Gérald Larose. 2004. *Le Sud et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives ? : Le renouvellement des modèles de développement*. Montréal : Presses de l'Université du Québec, 408p.

Gans, H. 1979. « Symbolic Ethnicity : The Future of Ethnic Groups and Cultures in America ». In *Ethnic and Racial Studies*, vol. 2 (janvier), p. 1-20.

Giarracca, Norma et Bettina Levy (dir.) 2004. *Ruralidades latinoamericanas : Identidades y Luchas Sociales*. Buenos Aires : Colección Becas de Investigación, Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), 560 p.

Gros, Christian. 2003. Demandes ethniques et politiques publiques en Amérique latine. In *Politiques et paradoxes de l'ethnicité, Problèmes d'Amérique latine* (PAL). Paris, no 48 (printemps), p. 11 à 30.

Guay, Louis, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt (dir.). 2005. *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'heure de la mondialisation*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, Collection Géographie contemporaine, 422 p.

Guay, Nathalie et Raphaël Canet. 2005. *Intégration ou désintégration continentale ? Bilan des alternatives à la veille du troisième sommet des peuples des Amériques de Mar del Plata, du 1^{er} au 5 novembre 2005*. Montréal : Observatoire des Amériques, no. 34, 8 p.

Guerrero Cazar, Fernando et Pablo Ospina Peralta. 2003. *El poder de la comunidad : ajuste estructural y movimiento indígena en los Andes ecuatorianos*. Buenos Aires : Colección Becas de Investigación, Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), 304 p.

Gumuchian, Hervé, Claude Marois et Véronique Fèvre. 2000. *Initiation à la recherche en géographie. Aménagement, développement territorial, environnement*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 425 p.

Guzmán Torrico, Ismael. 2004. *Provincia Mojos : Tierra, territorio y desarrollo*. La Paz : CIPCA, Fundación Tierra et Plural editores. 156 p.

Hamel, Pierre. 1999. « La consultation publique et les limites de la participation des citoyens aux affaires urbaines ». *Recherches sociographiques*, vol. XL, no 3, p. 435-466.

Hamel, Pierre, Louis Maheu et Jean-Guy Vaillancourt. 2000. « Repenser les défis institutionnels de l'action collective ». *Politiques et Sociétés*, vol. 19, no 1, p. 3-25.

Hernaiz, Irene et Diego Pacheco. 2001. *La ley INRA en el espejo de la historia : Propuestas de modificación*. La Paz : Fundación Tierra et Plural Editores, 116 p.

Herrera, Enrique, Cleverth Cárdenas et Elva Terceros. 2003. *Identidades y territorios indígenas : Estrategias identitarias de los tacana y ayoreo frente a la ley INRA*. La Paz : Programa de Investigación Estratégica en Bolivia (PIEB), 103 p.

Hiernaux-Nicolas, Daniel. 2001. « La mondialisation et le territoire : la vision du géographe ». In *Géographie et société*. Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 43-59.

Inturias Canedo, Mirna Liz, José Manuel Ledezma C. et Lidio Valverde Pérez. 2003. *Un espacio en construcción : Hacia la gestión territorial de la tierra comunitaria de origen Parapitiguasu*. La Paz : Programa de Investigación Estratégica en Bolivia (PIEB), 170 p.

Klein, Juan-Luis. 1999. « Mondialisation et État-Nation : la restructuration territoriale du Système-Monde ». In Klein, J.-L. et Laurin, S. (dir.) *L'éducation géographique : Conscience territoriale et formation du citoyen*. Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 33-69.

Klein, Juan-Luis. 1997. « L'espace local à l'heure de la globalisation : la part de la mobilisation sociale ». In *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 4, no 114, p. 367-377.

Klein, Juan-Luis, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne. 1997. *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les nouveaux mouvements sociaux ?* Québec : Presses de l'Université du Québec, 218 p.

Kopp, Adalberto, Ramiro Llanos et Olga Sánchez. 2003. *El Plan Tierra del gobierno Sanchez de Lozada 2002 : ¿ Para Quien ?* La Paz : CESA-ETP (Centro de Servicios Agropecuarios), Suplemento LA VIA, Boletín, 20 p.

Laurin, Suzanne, Juan-Luis Klein et Carole Tardif. 2001. *Géographie et société : vers une géographie citoyenne*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 334 p.

Lévy, Jacques. 1999. « Une géographie visitée par le Monde ». In *L'Espace géographique*, no 1, p. 23-28.

Le Bot, Yvon. 1997. *Le rêve zapatiste*. Paris : Seuil, 295 p.

Le Bot, Yvon. 2000. « Los indígenas contra el neoliberalismo ». *La Jornada*, México, 6 mars.

Lucero, Jose Antonio. 2003. « Locating the "Indian Problem": Community, Nationality, and Contradiction in Ecuadorian Indigenous Politics ». In *Latin American Perspectives*, Issue 128, vol. 30, no 1, p. 23-48

Maheu, Louis. 2005. « Mouvements sociaux et modernité avancée : le retour obligé à l'ambivalence de l'action ». In *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'heure de la mondialisation*, Guay, Louis, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt (dir.). Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, Collection Géographie contemporaine, p. 57-85

Mamani Ramirez, Pablo. 2004. *El rugir de las multitudes. La fuerza de los levantamientos indígenas en Bolivia/Qullasuyu*. La Paz : Ediciones Yachaywasi, 212 p.

Martin, Jean-Yves. 2001. *Les sans-terre du Brésil : Géographie d'un Mouvement socio-territorial*. Paris : L'Harmattan, 174 p.

Martinoni, Marcello. 1999. « L'appropriation territoriale dans les communautés guaranis de l'Itika Guasu (département de Tarija, Province d'O'Connor, Bolivie) : Utilisation des ressources et représentation du territoire communautaire ». Mémoire de licence, Neuchâtel, Université de Neuchâtel, 192 p.

Meintel, D. 1993. « Introduction : Nouvelles approches constructivistes de l'ethnicité », In *Culture*, XIII (2), p. 5-15.

Melançon, Simon. 2005. « La guerre de l'eau de Cochabamba, Bolivie : un problème géopolitique et de territorialité ». Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 160 p.

Melucci, Alberto. 1996. *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*. Cambridge : University Press, 441 p.

Mendoza Cotez, Omar, Zedin Manzur Menduïña, David Cortez Franco et Aldo Salazar Castro. 2003. *La lucha por la tierra en el Gran Chaco Tarijeño*. La Paz : Programa de Investigación Estratégica en Bolivia (PIEB), 171 p.

Miranda, Hugo Alberto. 2002. *El caso Panantí y el derecho a la tierra en Bolivia*. Santa Cruz de la Sierra : Fundación Tierra, 60 p.

Montgomery Roper, J. 2003. « Bolivian Legal Reforms and Local Indigenous Organizations : Opportunities and Obstacles in a Lowland Municipality ». In *Indigenous Transformational Movements in Contemporary Latin America*, Latin American Perspectives, Issue 138 (janvier), vol. 30, no 1, p. 139-161.

Morales Davila, Manuel. 1999. *Ley INRA*. La Paz : U.P.S. Editorial, 78 p.

Nagata, J. 1974. « What is a Malay? Situational selection of Ethnic Identity in a Plural Society ». In *American Ethnologist*, vol.1, p. 335-355.

Offe, Claus. 1984. «Nouveaux mouvements sociaux et nouveau mouvement pour la paix». In *Revue Internationale d'action communautaire*, no 12/52 (automne), p. 35-39.

Olmos, José Gil. 2000. « Moderno y creativo el movimiento de indígenas en AL : Yvon Le Bot ». *La Jornada*. México.

Otero, Gerardo et Heidi A. Jugenitz. 2003. « Challenging National Borders from Within : The Political-Class Formation of Indigenous Peasants in Latin America ». In *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 5, no 14, p. 503-523.

Otero, Daniela (dir.). 2003. *Collana : conflicto por la tierra en el Altiplano*. La Paz: Fundación Tierra, 158 p.

Ouviña, Hernan. 2004. « Zapatistas, piqueteros y sin tierra : Nuevas radicalidades politicas en America latina ». *Cuadernos del Sur*, no 37.

Palau, Marielle et Regina Kretschmer. 2004. « La "guerra de la soja" y el avance del neoliberalismo en el campo paraguayo ». In *Movimiento sociales y desafios políticos : Resistencias continentales frente al "libre comercio*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), Año V, no 13 (janvier-avril), p. 105-115.

Paz, Danilo. 1989. *Estructura agraria boliviana*. La Paz : Editorial Popular, 56 p.

Perreault, Thomas. 2003. « Making Space : Community Organization, Agrarian Change, and the Politics of Scale in the Ecuadorian Amazon ». In *Latin American Perspectives*, Issue 128, vol. 30, no 1, p. 96-121.

Quijano, Aníbal. 2004. El laberinto de América latina: hay otras salidas? In *Movimiento sociales y desafios políticos : Resistencias continentales frente al "libre comercio*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), Año V, no 13 (janvier-avril), p. 15-30.

Quispe L., Eliseo, Alberto L. Aguilar C., Ruth Rocha G. et Norka Aranibar C. 2002. *Tierra y territorio : thaki en los ayllus y comunidades de ex hacienda*. La Paz : Programa de Investigación Estratégica en Bolivia (PIEB), 220 p.

Regalsky, Pablo. 2003. *Etnicidad y clase : El estado boliviano y las estrategias andinas de manejo de su espacio*. La Paz : CEIDIS/CESU-UMSS/CENDA, Plural editores, 226 p.

Riquelme, Quintín. 2003. *Los sin tierra en Paraguay. Conflictos agrarios y movimiento campesino*. Buenos Aires : Colección Becas de Investigación, Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), 216 p.

Rojas Vaca, Héctor Luis. 2001. *Población y Territorio : Una perspectiva histórica, Mizque y Ayopaya*. Cochabamba : Centro de comunicación y desarrollo andino (CENDA), 170 p.

Roper, J. Montgomery, Thomas Perreault et Patrick C. Wilson. 2003. « Indigenous Transformational Movements in Contemporary Latin America : Introduction ». In *Latin American Perspectives*, Issue 128, vol. 30, no 1, p. 5-22.

Salée, Daniel (dir.). 2004. *Peuples autochtones et enjeux politiques*. Politique et Sociétés. Société québécoise de science politique, vol. 23, no 1, 247 p.

Salgado, S. 1997. *Terra*, Paris : Éditions de la Martinière, 143 p.

Schittecatte, Catherine. 2005. « Le ou les mouvements antimondialisation : un défi pour l'analyse de l'action collective ». In *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'heure de la mondialisation*, Guay, Louis, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt (dir.). Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, Collection Géographie contemporaine, p. 57-85

Seoane, José et Emilio Taddei (dir.). 2001. *Resistencias Mundiales : De Seattle a Porto Alegre*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), 208 p.

Seoane, José (dir.). 2003. *Movimiento sociales y conflicto en América latina*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), 288 p.

Seoane, José (dir.). 2005. *Reforma agraria y lucha por la tierra en América latina : Territorio y movimiento sociales*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), Año VI, no 16 (janvier-avril), 306 p.

Scott, Allen. 2001. *Les régions et l'économie mondiale*. Paris : L'Harmattan, 188 p.

Sieder, Rachel (dir.). 2002. *Multiculturalism in Latin America : Indigenous Rights, Diversity and Democracy*. London : Institute of Latin American Studies, 280 p.

Solón Pablo. 1997. *¿Horizontes sin tierra ? : Análisis crítico de la Ley INRA*. La Paz : Centro de Documentación e Información (CEDOIN), Informe Especial 2, 68 p.

Stassen, Raph, Anna Filippa, Rubén Cuba et Norberto Gallardo. 2004. *Tierra y territorio : Estudio de la ocupación territorial en Itika Guasu*. Tarija (Bolivie): Centro de Estudios Regionales de Tarija – Pueblo del Chaco (CER-DET), 96 p.

Stédile, João Pedro. 2004. « El MST y las disputas por las alternativas en Brasil ». In *Movimiento sociales y desafíos políticos : Resistencias continentales frente al "libre comercio"*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), Año V, no 13 (janvier-avril), p. 31-40.

Stiglitz, Joseph E. 2003. *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris : Fayard, 416 p.

Touraine, Alain. 1984. « Les mouvements sociaux : objets particuliers ou problème central de l'analyse sociologique ». *Revue française de sociologie*, vol. XXV, p. 3-19.

Urioste, Miguel. 1985. *Tierra y Poder Campesino, Segunda Reforma Agraria*, La Paz : Fundación Tierra, 144 p.

Urioste F. de C., Miguel, Diego Pacheco B. (dir.). 2001. *Las tierras bajas de Bolivia a fines del siglo XX : Tenencia, uso y acceso a la tierra y los bosques*. La Paz : Programa de Investigación Estratégica en Bolivia (PIEB), 438 p.

Urquidí, A. 1976. *Temas de Reforma Agraria*. La Paz: Ed. Juventud, 96 p.

Urioste F. de C., Miguel. 2004. « Bolivia: de la recuperación democrática de 1982 a la agonía de los partidos y el nuevo protagonismo de las FF.AA ». In *Movimiento sociales y desafíos políticos : Resistencias continentales frente al "libre comercio"*. Buenos Aires : Consejo latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), Revista del Observatorio Social de América latina (OSAL), Año V, no 13 (janvier-avril), p. 153-163.

Wachtel, Nathan. 1992. *Dieux et Vampires : retour à Chipaya*. Le Seuil, 192 p.

Wachtel, Nathan. 1971. *La vision des vaincus : les indiens du Pérou devant la conquête espagnole*. Gallimard, 432 p.

Warren, Kay B et Jean E. Jackson. 2002. *Indigenous Movements, Self-Representation, and the State in Latin America*. Dallas : University of Texas Press, 295 p.

Yashar, Deborah J. (1998) « Contesting Citizenship: Indigenous Movements and Democracy in Latin America ». *Comparatives Politics*, vol. 31, no 1, p. 22-42.

Zoomers, Annelies. 2002. *Vinculando estrategias campesinas al desarrollo : Experiencias en los Andes bolivianos*. La Paz : Plural editores, 188 p.

Sites Internet

Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB). 2001. Historia de los Movimientos Indígenas en Bolivia
www.puebloindio.org/CSUTCB3.html

Estellano, Washington. 2004. *Bolivia : Après octobre*. Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL)
www.risal.collectifs.net/article.php3?id_article=862

Ferrari, Sergio. 2004. COVOSU (Coordination des Volontaires suisses en Bolivie)
http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1125

Instituto Nacional de Estadística
www.ine.gov.bo

ANNEXES

Schéma d'entrevue

Le MST ET SES ACTIONS COLLECTIVES

1-Genèse de l'expérience

1.1 Les acteurs : origine sociale et rôle

- leader (profil...)
- opposants (qui)
- Personnes-ressources (provenance)
- Population (degré d'implication, proportion, nombre...)
 - o sans-terre
 - o autochtones
 - o Propriétaires
 - o Femmes
 - o Etc

1.2 Les événements « déclencheurs »

Circonstances, causes, raisons...

1.3 Les objectifs à l'origine

- Globaux
- Particuliers (selon les différents asentamientos, selon les différents secteurs d'activités...)

1.4 Les moyens utilisés

Aux niveaux :

- humain
- technique

1.5 Les problèmes rencontrés

- Description des problèmes ou difficultés

1.6 Les résultats

- Quoi? Quand? ...

2. Développement

2.1 Base géographique

2.2 Objectifs particuliers

Quels objectifs (à court et à long terme) s'est fixée la communauté ?

- Éducation
- Santé
- Infrastructures
- Etc

2.3 Activités et réalisations

Dans les différents secteurs :

- Éducation
- Santé
- Infrastructures
- Etc

2.4 Problèmes rencontrés

- Description des problèmes rencontrés dans la réalisation des différentes tâches (nature, causes, intensité, acteurs...)

3. FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

3.1. Structure

3.1.1 Les différentes « instances »

- organigramme détaillé
- rôle et pouvoir
- fonctionnement des prises de décision

3.1.2. Les membres

- Composition des différentes instances
- Rôle, pouvoir et responsabilité des participants et membres
- Degré de participation
- Etc.

3.2 Organisation

3.3.1 Rôle des chacun

- Nombre
- Selon le sexe
- Tâches, pouvoir, responsabilité
- Problèmes rencontrés
- Etc.

4. LIENS AVEC LES AUTRES SECTEURS SOCIAUX

4.1 Description des liens : nature (consensuelle ou conflictuelle), causes, intensité, conséquences des liens avec les autres secteurs

5. RAPPORT AVEC L'ÉTAT ET LES AUTORITÉS

5.1 Relation avec l'État et les autorités

- Avec quel(s) ministères ou représentant(s)
- Dans quel but?
- Problèmes rencontrés
- Revendications et luttes menées (nature, but, quand, acteurs en présence...)
- Degré de satisfaction

5.2 Perception du rôle joué par l'État et les autorités

6. RÉALISATIONS

6.1. Actions réalisées

- Moyens utilisés
- Efficacité des moyens
- Buts poursuivis à ce niveau

6.2. Actions collectives

- le type d'action
- les objectifs
- les opposants (les destinataires)
- le cadre géographique
- les ressources mobilisées
- les interrelations avec d'autres secteurs
- les réactions du pouvoir (pouvoir politique, pouvoir économique)
- contexte territorial (multi-scalaire et inter scalaire)

Feuille d'accompagnement des entrevues

1. No de l'entrevue
2. Bobines numérotées
3. Durée de l'entrevue
4. Date et heure de l'entrevue
5. Lieu de l'entrevue
6. Nom et adresse de l'organisme

Renseignement sur l'interviewé

7. Nom
8. Lieu de résidence
- Depuis :
9. Fonction dans l'organisme
10. Assume cette fonction depuis
11. Autre(s) fonction(s) assumée(s) dans le passé au sein de l'organisme
12. Fonction(s) assumée(s) dans d'autres organismes
13. Autres

Renseignement sur l'entrevue

14. Climat général de l'entrevue (participation, dérangement...)
15. Attitude de l'interviewé (collaboration, fermeture...)
16. Impression première sur le contenu de l'entrevue
17. Autres remarques (forme et contenu)
18. Modalité de contact

Renseignement divers

19. Déroulement de la visite
20. Autre(s) personne(s) rencontrée(s) lors de la visite
21. Autre(s) type(s) d'informations recueillies lors de la visite
22. Autres